

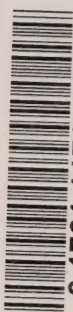
Étude
sur l'immigration
et les objectifs
démographiques
du Canada

Gouvernement
Publications

CAI MI 5

-7450502

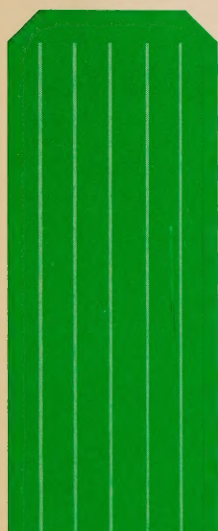
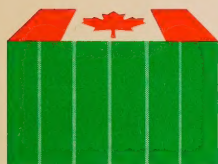
FRE



3 1761 11767331 9

L'incidence économique de l'immigration

Louis Parai





Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117673319>

CAI MI 5

-74 S0502

Étude
sur l'immigration
et les objectifs
démographiques
du Canada

L'incidence économique de l'immigration

Louis Parai



Main-d'œuvre
et Immigration

Manpower
and Immigration

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: \$2.50 N° de catalogue MP23-37-1974-5-2F

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada
Ottawa, 1974

La présente étude fait partie de divers travaux semblables commandés dans le cadre de l'Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada. Elle a pour objet d'éclairer le public sur les questions qu'elle traite. Les vues et conclusions qu'elle renferme sont la seule responsabilité de l'auteur et ne traduisent pas nécessairement celles du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

SOMMAIRE

Le but principal de la présente étude est d'analyser les effets économiques de l'immigration internationale d'après-guerre vers le Canada. On trouvera une analyse détaillée aux Chapitres 4 et 5, et un aperçu général de l'étude au Chapitre premier.

Les incidences économiques de l'immigration sont nombreuses, et l'orientation ainsi que l'ampleur de ces effets dépendent souvent des circonstances particulières qui existent. Ainsi, par exemple, l'immigration peut avoir un effet inflationniste ou non, selon qu'elle augmente ou non la demande globale plus ou moins que l'offre globale; les mêmes forces déterminent l'accroissement des offres d'emplois et influent, de ce fait, sur le niveau du chômage. De même, l'immigration peut produire un accroissement du revenu par tête si d'autres facteurs — surtout les capitaux et une nouvelle technologie de production — coïncident avec l'immigration, si des économies d'échelle sont réalisées, ou si cela permet de remédier à la rareté de la main-d'oeuvre et aux embouteillages; par contre, si le rapport capital-travail décroît et qu'il n'y a pas d'économies d'échelle, les revenus par tête peuvent baisser. Ces changements dans les niveaux et la composition de l'offre et de la demande globales modifient, dans une certaine mesure, les prix relatifs des facteurs de production, des biens et des services; en conséquence, la répartition des revenus réels est modifiée.

Dans bien des cas, l'importance exacte, et parfois même l'orientation de ces effets économiques n'ont pu être déterminées; néanmoins, il semble que dans la plupart des cas les conséquences de l'immigration ont été faibles, et qu'elles auraient pu se produire ou bien être compensées par d'autres mesures existantes relevant de la politique établie. Les principaux effets de l'immigration semblent être doubles: elle a augmenté la main-d'oeuvre tout en la rendant plus adaptable, du fait que les immigrants possèdent souvent des aptitudes et une spécialisation indispensables, et elle a contribué aux revenus par tête ainsi qu'à l'expansion économique grâce à des économies d'échelle et parce qu'elle a favorisé l'accroissement d'autres facteurs. Toutefois, les politiques qu'adopte un pays en matière de main-d'oeuvre et de moyens de formation et d'apprentissage peuvent aussi contribuer à rendre la main-d'oeuvre plus adaptable; également, il y a lieu de noter qu'il n'y a pas consensus sur l'existence d'importantes économies d'échelle dans l'économie canadienne, ni sur la mesure dans laquelle l'immigration a favorisé l'accroissement d'autres facteurs.

PRÉFACE

Comme toute autre activité humaine, l'émigration est un phénomène complexe. Elle présente de nombreux aspects et effets — psychologiques, sociaux, politiques, démographiques et économiques, pour n'en nommer que quelques-uns — et en conséquence, fait l'objet d'études se situant dans un grand nombre de disciplines académiques. Aussi une analyse de l'émigration qui serait effectuée dans les limites d'une seule discipline ne pourrait-elle donner qu'une idée incomplète des déplacements des habitants des divers pays.

Les incidences économiques de l'immigration internationale, et plus particulièrement de l'immigration vers le Canada, après la Seconde Guerre mondiale, sont analysées dans la présente étude. Cette étude a été faite afin d'apporter une contribution importante aux travaux de l'équipe de travail sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada et, nous l'espérons, aux délibérations qui suivront la publication de son rapport. En conséquence, nous nous sommes efforcés d'éviter d'en faire un document destiné uniquement aux spécialistes; l'emploi de la terminologie technique est réduit au minimum, les analyses purement théoriques ont été évitées, et les tableaux et les renvois ont été relégués à la fin de chaque chapitre et à l'appendice.

L'étude comporte trois objectifs: passer brièvement en revue les principales constatations que contiennent les travaux antérieurs sur les incidences économiques de l'immigration, analyser en détail la façon dont l'immigration internationale d'après-guerre vers le Canada a influé sur l'économie du pays, et, sur la base de ces résultats, indiquer les facteurs principaux dont il faut tenir compte pour déterminer la place que doit occuper l'immigration au Canada pendant les années à venir. Vu que les données relatives à l'émigration canadienne — et partant, sur l'immigration nette au Canada — sont beaucoup moins détaillées, il n'a pas toujours été possible d'étudier à fond toutes les questions pertinentes. L'étude devait être terminée dans un délai de deux mois: c'est la difficulté la plus sérieuse qu'il a fallu surmonter. Le temps a donc manqué pour faire de longs travaux de recherche originale; dans bien des cas, il a été impossible de recueillir ou d'analyser avec soin certaines données nouvelles, et certaines données pertinentes du recensement de 1971 qui n'avaient pas encore été publiées n'ont pu être incorporées. En dépit de ces difficultés, cependant, la présente étude devrait nous donner une meilleure idée de l'immigration d'après-guerre au Canada, grâce à une intégration plus serrée des résultats de la recherche théorique et empirique déjà effectuée aux nombreuses analyses inédites qui se sont faites récemment au sein du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

La préparation d'une étude bénéficie souvent de l'apport d'un grand nombre de personnes, et il va de soi que cet apport est encore plus nécessaire lorsqu'on dispose de peu de temps. J'aimerais exprimer, ici, mes remerciements à tous ceux qui m'ont

prêté leur concours. Le personnel de l'équipe de travail s'est mis à mon entière disposition pour passer en revue les grandes lignes ainsi que le premier jet de l'étude. Des fonctionnaires du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration m'ont fourni des données utiles et m'ont fait bénéficier de leurs suggestions et commentaires; les études spéciales sur divers sujets faites par des membres du Groupe des Projets de recherche et par d'autres conseillers, mentionnées dans les renvois, ont fourni un apport essentiel. En particulier, MM. Ed Ziegler et Martin Abrams ont non seulement assuré la coordination nécessaire entre mes propres travaux de recherche et ceux d'autres personnes, mais se sont empressés d'offrir des suggestions et commentaires utiles dès que le premier brouillon eut été terminé. Trois adjoints à la recherche, MM. Bob Bailey, Bob Richards et Ken Sumnall, ont consacré de longues heures à la préparation des tableaux. Le texte souvent illisible de l'étude, et les longs tableaux qui l'accompagnent, ont été dactylographiés avec beaucoup de soin par Mmes Florence Scott et Penelope Torra. Enfin, je suis redevable aux membres de ma famille de m'avoir permis, grâce à leur aide et à leur coopération, de faire mes travaux de recherche et de rédaction le soir, les fins de semaine et les jours de congé. Naturellement, j'assume l'entière responsabilité de mes erreurs d'omission (dont je suis pleinement conscient) et de commission.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	
Préface.....	
1. LES DEUX RÔLES PRINCIPAUX QUE PEUT JOUER L'IMMIGRATION...	1
Incidences de l'immigration au Canada dans l'après-guerre.....	1
Les deux rôles que peut jouer l'immigration.....	4
Ce que comportent ces deux rôles de l'immigration.....	5
Aperçu de l'étude.....	6
Renvois.....	8
2. CADRE GÉNÉRAL DE L'ANALYSE.....	9
L'accroissement de la population canadienne et l'immigration.....	9
L'analyse économique de la population.....	10
L'analyse économique de l'immigration.....	10
La population, l'immigration et les objectifs économiques.....	12
Renvois.....	15
3. L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION.....	17
L'analyse économique de l'immigration.....	17
Les déterminants des flux d'immigration internationale.....	17
Les incidences économiques de l'immigration.....	19
La main-d'oeuvre.....	21
Le capital.....	21
L'initiative privée et la technologie.....	22
La consommation.....	22
Les dépenses des gouvernements.....	23
Les investissements.....	23
La balance des paiements.....	24
La répartition efficace des ressources.....	25
Les prix relatifs.....	25
L'expansion économique.....	26
Les niveaux des prix et le chômage.....	27
La répartition du revenu.....	28
Les incidences régionales de l'immigration.....	29
L'effet global de l'immigration.....	29
Quelques conclusions.....	30
Renvois.....	31
4. L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE.....	37
Statistiques disponibles sur l'immigration.....	37
L'immigration au Canada dans l'après guerre.....	38
Immigration nette estimative.....	39
Renvois.....	42
5. LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE.....	45
L'ampleur et la composition de l'immigration au Canada.....	45
Les fluctuations de l'immigration annuelle.....	45

La composition de l'immigration au Canada.....	46
Les incidences économiques de l'immigration au Canada.....	47
La main-d'oeuvre.....	47
Le capital.....	61
L'initiative privée et la technologie.....	62
La consommation.....	63
Les dépenses gouvernementales.....	65
Les investissements.....	66
La balance des paiements.....	67
La répartition efficace des ressources.....	67
Les prix relatifs.....	68
La croissance économique.....	69
Les niveaux des prix.....	74
Le chômage.....	75
La répartition du revenu.....	76
La répartition régionale.....	76
L'effet global.....	78
Le sommaire.....	81
Renvois.....	82
6. LES TENDANCES POSSIBLES DE L'IMMIGRATION FUTURE.....	89
Les projections de la population active.....	89
Les tendances futures de l'immigration.....	91
Renvois.....	93
7. SOMMAIRE ET CONCLUSIONS.....	95
APPENDICE.....	97

LES DEUX RÔLES PRINCIPAUX QUE PEUT JOUER L'IMMIGRATION

L'objet du présent chapitre est de présenter un aperçu général de l'étude. Vient d'abord un bref sommaire des conclusions de l'analyse, puis les rôles que l'immigration peut jouer dans l'économie sont examinés.

INCIDENCES DE L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE

Certaines des conséquences de l'immigration sont assez faciles à observer et à présenter sous forme de statistiques. Ainsi, l'immigration a contribué sensiblement à l'accroissement de la population canadienne durant la période d'après-guerre. De 1946 à 1971, il est entré 3.5 millions d'immigrants au Canada; par ailleurs, on estime que l'émigration s'est totalisée par 1.5 million de personnes, ce qui donne un total estimatif de 2.0 millions pour l'immigration nette. Au cours de cette période, la population du Canada s'est accrue de 9.2 millions pour atteindre un total de 21.7 millions à la fin de 1971. En conséquence, l'immigration nette a représenté directement 22 p. 100 de l'accroissement de la population après la guerre, tandis que le reste était attribuable à l'accroissement naturel (soit à l'excédent des naissances sur les décès). Et parce que les immigrants appartiennent généralement aux groupes qui sont en âge de travailler, l'immigration nette a contribué encore davantage à l'accroissement de la main-d'oeuvre.

Toutefois, bon nombre des effets économiques de l'immigration n'ont pu être exprimés de façon précise ni, pour la plupart, mesurés de façon générale; néanmoins, il semble que, dans la plupart des cas, les incidences économiques de l'immigration d'après-guerre au Canada n'ont pas été considérables. Il est d'un intérêt particulier d'établir la mesure dans laquelle l'immigration a contribué à la réalisation des objectifs économiques — expansion économique, stabilité des prix, plein emploi, balance des paiements équilibrée et répartition équitable du revenu, dont il est fait mention au chapitre suivant — que notre société reconnaît généralement comme souhaitables.

Parmi tous ces objectifs, l'expansion économique reste celui qui se rattache le plus à l'immigration. Dans le passé, on a justifié l'immigration sur le plan économique en soutenant que les facteurs additionnels créeraient un accroissement de la production, et que l'accroissement de la population et des effectifs ouvriers produirait des économies d'échelle — c'est-à-dire des augmentations proportionnellement plus vastes dans la production que dans les facteurs qui y contribuent — ce qui augmenterait les revenus par tête, tant pour les immigrants que pour les autochtones. Et pourtant, l'argument théorique et empirique à l'appui de cette proposition n'est pas sans ambiguïté. L'expansion économique, définie en fonction

de l'accroissement du revenu par tête, peut être attribuable à une amélioration de la technologie et à un accroissement du capital et de la formation par travailleur, et non pas simplement à des économies d'échelle; de plus, les économies d'échelle exigent de vastes marchés, et non pas simplement une population accrue, ce qui fait que (sauf pour ce qui est des biens et services qui ne peuvent faire l'objet d'échanges commerciaux) le commerce international peut constituer un autre moyen de réaliser des économies d'échelle. Et ce qui est tout aussi important, l'attention qu'on accorde de plus en plus, ces dernières années, à la pollution, à la congestion des villes et à la conservation des ressources non renouvelables, fait qu'on remet en question les avantages d'une expansion de la population et de l'économie mesurée simplement en fonction d'une augmentation du revenu par habitant; il reste cependant que ces problèmes ne se rattachent pas uniquement à des questions de nombre, et qu'on peut adopter des mesures appropriées pour les résoudre. L'important, au fond, c'est de déterminer empiriquement s'il existe ou non des économies d'échelle, et les données disponibles ne fournissent pas, ici, une réponse définitive. Il est probable que, surtout pour une population aussi faible que celle du Canada, il existe effectivement des économies d'échelle; par ailleurs, il est possible que des rendements constants à l'échelle prédominent, ce qui signifierait que l'immigration n'augmente pas la production par travailleur du fait de son apport à une main-d'oeuvre et un marché accrus. Même dans ce cas cependant, l'immigration pourrait encore contribuer à l'expansion de la production par travailleur et de l'économie en favorisant l'accroissement des investissements, en fournissant des entrepreneurs doués et en contribuant à créer une main-d'oeuvre plus adaptable et plus viable.

L'effet net de l'immigration sur la balance des paiements du Canada n'est pas clair, mais il n'a pu être considérable. Ce qui est plus important, c'est l'adoption d'un taux de change flottant qui constitue un autre moyen d'équilibrer la balance des paiements. En conséquence, l'effet de l'immigration sur la balance des paiements du Canada ne peut servir d'argument pour ou contre l'immigration en général, ou une formule particulière d'immigration.

De même, on ne peut déterminer avec certitude — loin de là — l'effet de l'immigration sur le niveau des prix au Canada. Notre économie étant ouverte, le taux de l'inflation à l'étranger exerce une influence considérable sur le Canada. De plus, durant les années d'après-guerre, les immigrants sont surtout venus en grand nombre pendant des périodes d'expansion économique caractérisées par des pressions ascendantes sur le niveau des prix, et il n'est pas possible d'établir clairement l'effet de l'immigration sur le taux d'inflation. Dans la mesure où l'immigration aurait augmenté la demande globale plus que l'offre, elle aurait renforcé les pressions inflationnistes; mais dans la mesure où elle a contribué à réduire de sérieuses raretés de main-d'oeuvre dans des occupations et industries particulières, elle a eu tendance à réduire les pressions ascendantes sur les salaires et les prix. Quel qu'ait été l'effet net, il a probablement été faible par rapport aux autres pressions inflationnistes; et, ce qui est plus important, il existe d'autres politiques plus appropriées pour combattre l'inflation. Néanmoins, c'est à cet égard que l'immigration peut jouer un rôle utile. Du fait qu'elle peut fournir, assez rapidement et d'une façon relativement facile, certaines catégories de travailleurs pouvant remédier à la rareté de main-d'oeuvre, l'immigration peut constituer un élément essentiel des politiques en matière de main-d'oeuvre; de fait, il semble qu'on se soit rangé d'emblée à cet avis, comme l'atteste la création, il y a quelques années, de l'actuel ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

Des considérations semblables s'appliquent à l'effet de l'immigration sur un autre objectif — le plein emploi. Si l'on accepte l'équation de la hausse des prix et du chômage — c'est-à-dire que les taux plus élevés d'inflation surviennent généralement lorsque le chômage baisse, et vice versa — et si l'on considère que l'immigration a réduit légèrement l'inflation, il faut en conclure que l'immigration a aussi fait augmenter le chômage. Des études récentes laissent entrevoir cette possibilité. Ces études, fondées sur des modèles macro-économiques de l'économie canadienne, ont montré que l'immigration a probablement fait augmenter légèrement les taux de chômage; si cela est vrai, on pourrait répondre qu'une légère augmentation du chômage peut être compensée par des politiques monétaires et fiscales appropriées. Les données ne sont toutefois pas entièrement concluantes. Les modèles qui fournissent ces résultats ne tiennent pas compte des effets des changements dans la composition occupationnelle de la main-d'oeuvre, alors qu'il existe des données indiquant que le chômage peut parfois être partiellement attribuable à des «embouteillages» ou des raretés de main-d'oeuvre dans certaines occupations ou régions. En atténuant ces pénuries, l'immigration peut contribuer à réduire le chômage; en conséquence, dans le cadre des politiques en matière de main-d'oeuvre, l'immigration peut être considérée comme contribuant à combattre le chômage — et l'inflation en même temps, dans la mesure où les politiques de main-d'oeuvre peuvent faire *tourner* la courbe de l'«équation» vers le bas. De plus, l'immigration s'accroît généralement à la faveur d'une expansion de l'économie, et la politique d'immigration vise à décourager les entrées d'immigrants lorsque le taux du chômage monte ou est élevé. D'après les données que nous possédons, il n'est pas possible de déterminer l'influence nette de l'immigration sur le chômage.

Les immigrants internationaux et les migrants de l'intérieur se sont à la fois généralement dirigés vers les régions du Canada offrant les meilleures possibilités économiques, mais l'immigration internationale a vraisemblablement remplacé, en partie, les déplacements à l'intérieur du pays. C'est dire que, en contribuant à répondre à la demande croissante de main-d'oeuvre dans les régions en expansion, l'immigration internationale a sans doute aidé à éviter de plus fortes disparités régionales dans le revenu par habitant et aidé à fournir la main-d'oeuvre nécessaire dans certaines professions et industries particulières; et, ainsi, elle a réduit chez les indigènes l'incitation à se déplacer à l'intérieur du pays. Toutefois, en l'absence d'immigration internationale et vu les disparités régionales dans le revenu par habitant assez prononcées pour créer les incitations d'ordre économique au changement de milieu, il y a lieu de croire que les déplacements internes de population auraient, dans une large mesure, abouti à l'urbanisation que l'on a observée et qui caractérise les pays industrialisés. En pareil cas, les travailleurs autochtones qui auraient alors déménagé recevraient évidemment une plus forte rémunération que s'ils étaient restés sur place. En conséquence, vu que les politiques canadiennes de main-d'oeuvre accordent des allocations de mobilité notamment pour encourager la redistribution interne des travailleurs et que l'immigration internationale fournit elle aussi des travailleurs aux régions en pleine expansion, la politique d'immigration est un complément des politiques en matière de main-d'oeuvre¹. En outre, dans la mesure où l'immigration internationale a contribué à freiner de plus fortes disparités régionales dans le revenu par habitant, elle a contribué à faire atteindre l'objectif d'une plus grande égalité régionale en matière de revenu par habitant. Mais dans la mesure où ces immigrants ont également contribué à l'expansion des régions en plein essor, ils ont aussi contribué aux

disparités existantes en matière de croissance régionale et de richesse globale, ainsi qu'à la congestion des villes. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'immigration influe sur la distribution du revenu parmi les divers groupes de la société. Étant donné que l'immigration augmente généralement l'offre relative de certaines professions et qu'elle peut modifier le rapport main-d'oeuvre-capital, les salaires relatifs et autres prix de facteurs sont modifiés; ceux qui possèdent un plus grand nombre de ces facteurs dont les prix baissent se trouveraient ainsi dans un désavantage relatif. Une telle redistribution du revenu peut être modifiée par des impôts et paiements de transferts appropriés, et, en conséquence, les effets de l'immigration sur la répartition du revenu ne sauraient être qualifiés de considérables.

LES DEUX RÔLES QUE PEUT JOUER L'IMMIGRATION

À l'intérieur d'un cadre économique, l'immigration n'est pas un objectif, mais plutôt un moyen possible de tenter d'atteindre les objectifs économiques acceptés par la plus grande partie de notre société. Et à la lumière de ce qui a été dit plus haut, ainsi que des données très détaillées qui seront présentées dans la présente étude, il semble exister deux rôles principaux que l'immigration puisse jouer sans difficulté: contribuer à l'accroissement de la main-d'oeuvre et du marché intérieur — ce qui pourrait rendre possibles des économies d'échelle — et constituer un aspect de la politique de main-d'oeuvre — ce qui pourrait contribuer à assurer une main-d'oeuvre plus adaptable, et partant, favoriser l'expansion économique ainsi qu'une répartition plus efficace des ressources. Néanmoins, il reste qu'il existe des options pour obtenir les mêmes résultats.

Les économies d'échelle exigent essentiellement un marché plus vaste plutôt qu'un simple accroissement de la population, et ce marché accru peut également être obtenu en cultivant les marchés internationaux. Il existe dans le monde des programmes permanents visant à abaisser les tarifs, par exemple, le Marché commun établi en Europe. Par contre, divers secteurs de l'économie canadienne conservent une certaine protection tarifaire, surtout le secteur manufacturier, et rien n'indique qu'il puisse se produire des changements d'importance dans ce domaine au cours des années qui viennent. L'accroissement naturel peut aussi, par ailleurs, augmenter la population. Toutefois, comme il en sera fait mention, l'accroissement naturel a diminué au cours des années récentes et rien n'indique le retour des taux élevés du passé. Par conséquent, l'immigration internationale fournit un moyen immédiat d'augmenter la population du Canada et ses marchés.

De même, la main-d'oeuvre actuelle peut être adaptée à l'évolution de la demande si l'on fournit la formation convenable à ceux qui se joignent à l'effectif de main-d'oeuvre, si on recycle les travailleurs, et si on déplace les travailleurs d'une région ou d'une industrie à une autre. De fait, les politiques actuelles de main-d'oeuvre visent à obtenir ces résultats. Cependant, l'immigration peut souvent constituer un moyen plus rapide et moins coûteux d'adaptation à l'évolution des exigences que le recyclage ou le déplacement des travailleurs. Aussi l'immigration internationale devrait-elle être considérée comme venant appuyer — plutôt que remplacer — les autres politiques actuelles de main-d'oeuvre. On ne saurait nier que l'immigration internationale — ou quant à cela, d'autres politiques de main-d'oeuvre — influenceront sur la tendance des salaires relatifs, et cela est souhaitable si

elle réduit les obstacles réels entre les secteurs du marché du travail². Il reste cependant, bien sûr, une importante question de répartition à laquelle il faut répondre: les postes vacants, devenus plus difficiles à remplir et partant, relativement mieux rémunérés, devraient-ils être offerts à des immigrants parce que cela est moins coûteux ou exige moins de temps pour la société, ou à des autochtones recyclés ou encouragés à se déplacer?

CE QUE COMPORTENT CES DEUX RÔLES DE L'IMMIGRATION

Les deux rôles principaux que peut jouer l'immigration comportent des orientations un peu différentes du programme d'immigration. L'accroissement de la population et de la main-d'œuvre implique une perspective à plus long terme, tandis que l'adaptation à l'évolution des exigences du marché du travail se fonde, par définition, sur une perspective à beaucoup plus court terme.

Il est très difficile — sinon impossible, compte tenu des instruments d'analyse et des données empiriques que nous possédons — de déterminer avec précision ce que devrait être l'objectif à long terme en matière d'immigration. L'établissement de cet objectif exige qu'on détermine la population optimale et la capacité d'assimilation du pays, et ce sont, ainsi qu'il en sera fait mention, des concepts dynamiques qui dépendent de choses comme l'accumulation et l'accroissement des capitaux, ainsi que des progrès technologiques; or, notre connaissance de ce qui détermine exactement cette progression est incomplète, et nous ne pouvons prédire le cours des événements. On peut aborder la question d'une autre façon — moins savante, celle-là — en partant du principe qu'il est toujours possible d'atteindre des taux d'expansion économique plus élevés, mais à des coûts additionnels pour la société. Il y a lieu de croire que les taux antérieurs d'accroissement du revenu par habitant peuvent être maintenus si les taux antérieurs d'accroissement des facteurs — et les rendements accrus qui les accompagnent — sont maintenus; pour ce qui est de l'accroissement de la main-d'œuvre, le faible taux d'accroissement naturel et les tendances probables de taux accrus de participation impliquent un recours nécessaire à l'immigration, qu'il faudrait plutôt comparer à celui des années 50 qu'à celui de la dernière décennie. Comme nous l'avons dit, les incidences de l'immigration, dans le passé, ne pouvaient souvent ni être décrites avec précision ni mesurées; les données que nous possédons indiquent que ces effets économiques ne sauraient être considérés comme ayant été considérables. Il semblerait, par conséquent, que des niveaux d'immigration comparables à ceux des décennies passées ne provoqueraient pas de perturbations dans l'économie, pourvu naturellement que la composition occupationnelle des immigrants ne soit pas différente de celle qui existe dans l'économie au point de bouleverser le marché du travail. Cependant, la question de savoir si une immigration accrue est souhaitable ou non dépend de la façon dont la société tentera d'atteindre l'objectif de l'expansion économique ainsi que de la fusion des autres objectifs économiques qui sont considérés comme les plus recommandables.

Pour ce qui est de l'objectif à court terme de l'immigration, l'intégration de l'immigration à la politique de main-d'œuvre semble chose acceptée, et les changements apportés au Règlement sur l'immigration au cours de la dernière décennie semblent indiquer un désir de souplesse accrue permettant d'employer les travailleurs immigrants pour répondre aux exigences à court terme du marché du

travail. À noter, par exemple, le Règlement adopté en 1967, comportant un barème de points d'appréciation qui se fonde surtout sur des facteurs économiques et socio-économiques jugés significatifs pour la sélection des travailleurs dont la venue est souhaitable, facteurs qui peuvent être modifiés avec le temps de façon à tenir compte de l'évolution des besoins de l'économie. Actuellement ce système (total possible de 100 points) d'appréciation continue d'être orienté vers le besoin de travailleurs instruits, formés et qualifiés (maximum de 30 points), qui sont dans la force de l'âge (maximum de 10 points), ont un emploi réservé (10 points), peuvent combler certaines pénuries professionnelles particulières (maximum de 15 points) ou se diriger vers des régions où le manque de main-d'oeuvre est général (maximum de 5 points); toutefois, parce que le nombre minimal de points requis pour l'admission est différent pour les immigrants indépendants et les parents désignés (soit respectivement 50 points et de 20 à 35 points selon le degré de parenté), la composition professionnelle de ces deux flux d'immigrants n'est pas la même. Plus récemment, il est devenu possible pour des non-immigrants d'être admis dans les effectifs ouvriers canadiens pour une période limitée sur la base d'un permis de travail temporaire. Toutefois, la délivrance de permis temporaires doit se faire avec prudence pour éviter que ces travailleurs ne deviennent, de fait, des immigrants permanents pouvant occasionner des problèmes particuliers, comme la chose s'est produite dans certains pays d'Europe. Il existe donc un mécanisme qui permet de faire venir des travailleurs de l'étranger pour répondre aux besoins intérieurs en main-d'oeuvre.

Pour résumer, une analyse des effets économiques de l'immigration fait ressortir certaines considérations dont il faut tenir compte pour établir le programme d'immigration; mais ces effets économiques ne peuvent être déterminés avec précision ni exprimés sous forme de statistiques, d'où la nécessité d'examiner les considérations suggérées à la lumière de ces restrictions. Les principaux facteurs économiques qui militent en faveur de l'immigration sont les éléments d'expansion qu'elle peut fournir par la réalisation probable d'économies d'échelle, et les apports provenant des situations où les immigrants comblent les pénuries de main-d'oeuvre. Si l'on veut atteindre ces objectifs par l'application d'une politique particulière d'immigration, il faudra établir des règlements prévoyant un flux ininterrompu d'immigrants mais d'une composition qui variera selon les besoins. Tant que le niveau de vie et le milieu social, au Canada, continueront d'offrir un certain attrait, des immigrants seront disposés à venir au pays, et leur admission pourra être réglementée de façon que les objectifs visés puissent être atteints.

APERÇU DE L'ÉTUDE

Le reste de l'étude, qui porte surtout sur un examen plus approfondi des considérations que nous venons de mentionner, est divisé en six chapitres. Le cadre général de l'étude est défini au Chapitre 2. Pour placer l'analyse de la situation au Canada dans l'optique appropriée, les considérations d'ordre économique sont d'abord résumées brièvement au chapitre suivant, après quoi les incidences économiques de l'immigration sont analysées; les études théoriques et empiriques sont débattues, bien que de façon générale, seuls les travaux empiriques décrivant des situations non canadiennes soient compris dans cette section.

Le Chapitre 4 contient un bref aperçu de l'ampleur et des principales caractéristiques de l'immigration au Canada dans l'après-guerre, ainsi que des données disponibles sur l'émigration du Canada. Cet aperçu sert de base au Chapitre 5, qui constitue la section principale de l'étude, et où les effets économiques de l'immigration d'après-guerre au Canada sont examinés à fond. Pour ceux qui ne s'intéressent qu'à l'étude de la situation canadienne, les Chapitres 4 et 5 fournissent les renseignements de base. Au Chapitre 6, on trouvera un bref exposé de certaines considérations fondamentales dont il faut tenir compte pour déterminer ce que pourrait être l'immigration au Canada pendant les années à venir. Enfin, on trouvera au Chapitre 7 les principaux résultats et conclusions de l'étude, de même que les réserves nécessaires.

RENVIS

- ¹ Bien que l'équation chômage-inflation ait été mentionnée, il faut se rappeler qu'il peut y avoir conflit entre d'autres objectifs économiques.

Il est évident qu'il existe un conflit entre la parité régionale et la croissance. Des incitations sous forme de subventions et subsides peuvent être offertes aux régions moins développées et à croissance moins rapide pour encourager des entreprises à s'y établir. Toutefois, cette aide peut donner lieu à une répartition moins optimale des ressources, et la production peut ainsi être plus faible qu'elle ne l'aurait été autrement, ce qui réduira l'expansion économique. De même, l'importance et la croissance des régions en expansion seraient restreintes si l'on empêchait les immigrants internationaux de s'y diriger.

- ² Par exemple, les distances considérables — et partant les frais de déménagement — entre les régions du pays créent effectivement des barrières entre les marchés régionaux du travail. Les immigrants pourraient combler les pénuries existantes et réduire ainsi l'écart des salaires entre les régions.

Il ne faudrait pas non plus confondre cela avec une situation possible où un nombre relativement élevé d'immigrants arriveraient dans un marché particulier du travail et y feraient baisser les salaires; on en aurait la preuve par un mouvement constant de travailleurs quittant un tel marché pour se trouver d'autres emplois relativement mieux payés.

CADRE GÉNÉRAL DE L'ANALYSE

L'accroissement de la population mondiale et ses répercussions économiques et écologiques ont fait l'objet de nombreux débats ces dernières années¹. Dans bon nombre de pays industrialisés, on se penche également sur le problème des populations nombreuses et dans certains cas, sur celui du programme d'immigration qui conviendrait dans les circonstances. Aux États-Unis, par exemple, une commission spéciale vient de compléter son rapport², en Australie une enquête sur la population du pays est en cours, et on présentera un rapport sur la taille optimale de la population et le rôle de l'immigration, entre autres choses³, et en Nouvelle-Zélande, on a fait il y a quelques années une étude des incidences économiques d'une immigration accrue⁴.

L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION CANADIENNE ET L'IMMIGRATION

Comme on l'a mentionné au chapitre précédent, l'immigration nette a représenté 22 p. 100 de l'accroissement démographique après la Seconde Guerre mondiale. Le taux d'accroissement naturel baisse depuis quelques années, ce qui fait qu'au cours des années à venir l'immigration (nette) pourrait jouer un rôle encore plus important dans l'accroissement de la population.

Le taux de naissance brut — défini comme étant le nombre de naissances par mille habitants — a baissé au cours de la dernière décennie, et l'on prévoit qu'il se stabilisera — et, en fait, il augmentera légèrement, selon toute probabilité, au cours des quelques décennies à venir — mais rien n'indique que la tendance récente sera renversée. La raison en est que le nombre moyen d'enfants mis au monde par une femme est maintenant moins de deux, ce qui signifie que, sans l'immigration nette, la population totale diminuerait lorsque le nombre des décès dépasserait le nombre des naissances; toutefois, cela ne pourrait se produire au cours des trois ou quatre prochaines décennies, vu que l'essor des naissances (*baby boom*) survenu après la Seconde Guerre mondiale a créé une proportion relativement forte de femmes qui sont présentement en âge d'avoir des enfants. Nous ne savons vraiment pas pourquoi le taux de naissance diminue, et il reste qu'il pourrait augmenter de nouveau; néanmoins, d'après ce que nous savons, il semble que la population ne saurait s'accroître sensiblement que par l'immigration nette. Il est donc relativement facile d'accroître mesurément la population canadienne et d'en fixer la taille, dans le cadre d'une politique particulière. Mais quelle devrait être la population du Canada et, partant, quelle devrait être sa politique d'immigration?

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE LA POPULATION

L'analyse de l'influence économique de la taille de la population et de son accroissement fait partie intégrante d'une évaluation des objectifs démographiques parmi lesquels il faut faire un choix. Toutefois, nous ne savons pas à quoi nous en tenir sur la totalité de ces effets économiques, même si des études considérables ont été consacrées à cette question⁵. Au début du XIXe siècle, les économistes croyaient en général que la population s'accroissait à la faveur d'une augmentation des salaires au-delà du niveau requis pour la subsistance, que ces salaires baisseraient à mesure que la population (et partant, le nombre des travailleurs) augmenteraient par rapport aux ressources disponibles, et qu'en temps et lieu, les salaires tomberaient au niveau de la subsistance, alors que le manque de nourriture et la peste mettraient fin à l'accroissement de la population; et c'est cette prédiction qui a valu à l'économie politique le nom de «science lugubre». Toutefois, ces conséquences désastreuses ne se sont produites ni en Europe ni en Amérique. La révolution industrielle et les progrès technologiques qui ont suivi ont permis à la population et aux revenus de s'accroître dans les pays industrialisés; en même temps, les taux de naissances ont baissé sensiblement, surtout durant la période entre les guerres, dans de nombreux pays. On commença alors à considérer l'accroissement de la population comme un moyen possible de favoriser l'expansion économique. Dans les pays à faible population et désireux de s'industrialiser, on considéra l'étendue du marché intérieur et le rapport de la main-d'oeuvre vis-à-vis des ressources comme trop faibles pour atteindre un niveau efficace de production à grande échelle. On en vint donc à considérer une plus forte population comme étant nécessaire pour obtenir des revenus plus élevés par habitant, et le concept d'une population optimale fut avancé. Dans les pays industriels à forte population, où l'on jugeait que la Grande Dépression avait été occasionnée par une demande insuffisante par rapport à la capacité de production, on en vint à considérer l'accroissement de la population comme favorisant l'accroissement de la demande, et, partant, le plein emploi et l'expansion économique. Toutefois, plus récemment, on en est venu à remettre en question les fortes populations et l'accroissement *en lui-même*. Les populations nombreuses, à croissance rapide, de certains pays moins évolués sont maintenant considérées comme faisant obstacle au développement économique et à de meilleurs niveaux de vie. Et même dans les pays industrialisés, l'expansion économique rapide et l'accroissement de la population ont accru la pollution tandis que les ressources non renouvelables s'épuisent rapidement.

En conséquence, il suffit de jeter un coup d'oeil rapide sur l'analyse économique de la population pour comprendre qu'une simple généralisation des effets économiques de la population n'est pas possible. Il faut tenir compte des circonstances particulières où se trouve un pays ainsi que les objectifs visés.

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION

Étant donné que l'immigration constitue l'un des moyens d'augmenter la population d'un pays, l'analyse économique de l'immigration est, à un certain égard, l'analyse des incidences économiques de la population. Le concept d'une population optimale, par exemple, a souvent été utilisé comme argument à l'appui de l'immigration⁶. Au Canada, par exemple, le premier ministre, le très honorable W. L. Mackenzie King, déclarait peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale:

Le Gouvernement est bien convaincu que sa politique d'immigration devrait être positive, l'objet précis en étant l'accroissement de la population du pays.

. . . Une plus forte population nous permettrait de mettre en valeur nos ressources. En assurant à notre pays un plus grand nombre de consommateurs, et partant un plus vaste marché intérieur, l'immigration diminuerait la nécessité où nous sommes présentement de compter sur l'exportation de nos produits primaires⁷.

Plus récemment, ce même concept était énoncé en plus grand détail dans le *Livre blanc sur l'Immigration*:

Une plus forte population représente un marché intérieur plus vaste pour nos industries. Un marché national plus considérable permet au secteur manufacturier d'entreprendre une production à long terme et moins onéreuse, et d'étendre la gamme des industries qui peuvent fonctionner d'une façon rentable. Ainsi, l'accroissement de la population nous permettra de mieux soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. L'accroissement de la population entraîne une réduction des frais d'administration, de transport et de communications, par habitant, et stimule l'établissement d'un plus grand nombre de services spécialisés. Voilà des motifs d'ordre économique très importants pour lesquels l'immigration tend à accroître la part du revenu véritable de chaque Canadien⁸.

L'accroissement de la population grâce à l'immigration devait cependant être soigneusement réglementé:

L'essentiel est que les immigrants soient choisis avec soin, et que leur nombre corresponde à la capacité d'absorption du pays . . .

Le chiffre correspondant à notre capacité d'absorption variera manifestement d'une année à l'autre, selon la situation économique⁹.

La position du gouvernement est qu'il est de l'intérêt du Canada d'accepter, et si nécessaire d'encourager, l'entrée au pays, tous les ans, d'un aussi grand nombre d'immigrants qu'il nous est possible d'assimiler sans difficulté. Sous réserve de cette restriction, nous devrions admettre ou rechercher ceux qui sont en mesure de s'adapter aisément aux conditions économiques et sociales du Canada¹⁰.

Toutefois, l'accroissement de la population par l'immigration est qualitativement différent de l'accroissement naturel et, en conséquence, l'analyse économique des incidences de l'immigration n'a jamais porté sur une simple étude de l'évolution de la population. Par exemple, les immigrants sont souvent, en très grande partie, en âge de travailler et ont des niveaux différents d'instruction et de formation professionnelle; ils apportent fréquemment des capitaux et, lorsqu'ils sont installés au pays, envoient de l'argent à leurs parents et amis à l'étranger; dès leur arrivée, ils ont un besoin immédiat d'instruments et outils de travail, de logement, de divers produits et services dont ont besoin les adultes qui travaillent et les jeunes foyers. Il n'est donc pas étonnant que l'analyse des incidences économiques de l'immigration ait souvent porté sur l'influence que ces caractéristiques particulières des immigrants exerce sur les principaux secteurs de l'économie; on a aussi étudié à fond l'orientation et l'ampleur des flux d'immigrants.

Ainsi qu'on le verra plus en détail au chapitre suivant, les travaux de recherche effectués précédemment ont analysé les effets de l'immigration sur la capacité de production de l'économie et la composition de cette production. On a accordé beaucoup d'attention aux métiers et professions des immigrants, à la mesure dans

laquelle ils ont augmenté l'effectif de main-d'oeuvre et, ces dernières années, à la valeur de l'instruction et de la formation — c'est-à-dire au capital humain — que représentent ces immigrants; on a aussi insisté sur la mesure dans laquelle les investissements en biens d'équipement accompagnent l'immigration, étant donné que le rendement par travailleur (et en conséquence, l'accroissement des revenus par habitant) est déterminé en partie par le rapport capital-main-d'oeuvre, c'est-à-dire le montant en capital disponible pour chaque travailleur. Les tendances des dépenses des immigrants ont été analysées et comparées à celles des autochtones afin de déterminer les incidences de l'immigration sur la production totale et sa composition. Les changements survenus dans la capacité de production et la demande ont à leur tour des effets sur l'expansion économique, les taux d'inflation et le chômage, la répartition des revenus parmi les régions et les groupes de particuliers, aussi sur les prix relatifs des biens et services; ces effets sont souvent très difficiles à dépister et à mesurer et, en conséquence, il n'existe pas de consensus quant aux incidences économiques de l'immigration.

LA POPULATION, L'IMMIGRATION ET LES OBJECTIFS ÉCONOMIQUES

L'absence d'un consensus sur les incidences économiques de l'immigration ne constitue que l'un des problèmes majeurs que présente toute évaluation de l'immigration. Il existe une autre difficulté du fait que ces divers effets économiques de l'immigration peuvent être considérés comme souhaitables à des degrés divers par différents secteurs du pays. Par exemple, *si* l'immigration (au cours d'une période particulière ou dans une certaine région) a pour résultat général de faire augmenter sensiblement le nombre des restaurants servant la cuisine européenne, de réduire le niveau du chômage et d'augmenter le taux d'inflation, dirait-on qu'elle est avantageuse et souhaitable? De fait, ce problème comporte deux éléments: déterminer quels sont les effets économiques qui sont des critères ou objectifs pertinents, et classer ces critères suivant les avantages relatifs qu'ils comportent.

Dans le passé, les économistes qui évaluaient les diverses options qui s'offraient ont adopté comme principal critère et comme objectif une efficacité accrue dans la répartition des ressources rares de l'économie. Toutefois, ils ont aussi fréquemment adopté des objectifs additionnels; bon nombre de pays industrialisés accepteraient sans doute les objectifs suivants et, au Canada en particulier, ces objectifs semblent maintenant acceptés par la vaste majorité¹⁴:

- un taux d'expansion relativement élevé et stable;
- un niveau élevé d'emploi;
- une stabilité raisonnable des prix;
- une répartition équitable des revenus croissants;
- une balance des paiements ne présentant pas de problèmes insurmontables.

Ces dernières années, on en est venu de plus en plus à considérer comme objectifs importants la préservation de l'environnement et le maintien d'une densité de population acceptable. Nous nous sommes efforcés, dans cette étude, d'indiquer de quelles façons l'immigration peut influencer sur ces objectifs économiques admissibles. Mais pour ce faire, il faut apporter d'autres précisions.

Lorsqu'on prend l'expansion économique pour objectif, on songe généralement au revenu national (brut) (ou au produit). Cependant, il importe d'indiquer s'il s'agit du revenu *total* ou *par habitant* (ou alternativement, *par travailleur*), car il est évident qu'il est possible que le revenu total augmente pendant que le revenu par habitant reste inchangé ou même, baisse. Si l'on considère que c'est surtout le produit national qui constitue la force du pays et que cette force est d'une importance primordiale, le revenu total est le concept pertinent. Dans tous les autres cas, le revenu par habitant semble le concept le plus approprié, et c'est donc celui-là qui sera utilisé dans la présente étude.

Il importe également de préciser à quel groupe de particuliers ces objectifs devraient s'appliquer. Certaines personnes préconisent un point de vue international en soutenant que ce sont la population et le revenu mondiaux qui sont pertinents, tandis que d'autres acceptent l'existence de nations-états et pour eux, ce sont les frontières nationales qui délimitent l'unité appropriée¹². C'est cette dernière position que nous avons adoptée pour les fins de l'étude. Toutefois, il faut de plus préciser quel est le groupe à l'intérieur de cette unité qui sera le groupe de référence. Vu que la population autochtone — c'est-à-dire les personnes qui étaient sur les lieux avant l'arrivée des immigrants faisant l'objet de l'analyse — est probablement le groupe qui déterminera s'il y aura ou non immigration, ce sont les effets exercés sur cette population autochtone qui nous intéressent, et c'est donc elle qui constituera le groupe principal de référence. Toutefois, les disparités considérables existant entre les autochtones et les immigrants peuvent occasionner certains problèmes, d'où la nécessité d'examiner aussi l'expérience économique des immigrants eux-mêmes.

Comme nous l'avons vu plus tôt, il peut arriver, dans certains cas, que l'immigration exerce un effet positif sur un objectif et un effet négatif sur un autre. Quelle est l'évaluation économique qu'on doit faire d'une immigration de ce genre? Une telle évaluation n'est possible que si les avantages relatifs des objectifs offerts sont précisés. Par exemple, qu'il y ait un grand ou un petit nombre de restaurants servant la cuisine européenne n'est pas considéré comme tellement pertinent dans une évaluation économique; si l'accroissement de l'emploi chez les autochtones l'emporte, d'après le jugement qu'on en fait, sur la hausse du niveau d'inflation, ce genre d'immigration sera alors évalué comme étant avantageux sur le plan économique et, par conséquent, souhaitable¹³. Les économistes peuvent faciliter le classement des objectifs d'après leurs avantages relatifs, dans la mesure où ils sont capables d'indiquer l'importance des coûts et des rendements pertinents qui sont observés; par exemple, les économistes peuvent être en mesure de faire ressortir les diverses incidences découlant d'un accroissement de l'emploi et de l'inflation. Dans certains cas, il peut être possible pour le gouvernement, en adoptant les mesures appropriées, de compenser les effets défavorables; dans d'autres cas, cependant, certains particuliers y perdront alors que d'autres y gagneront, sans qu'il existe une façon objective de comparer les gains et les pertes de différents particuliers; dans ce cas, il faudra que l'évaluation contienne une appréciation.

De même, on pourrait soutenir avec raison qu'il existe également des objectifs et critères non économiques dont il faut tenir compte. Ici encore, une appréciation

s'impose nettement pour classer ou déterminer l'attrait relatif de tous les objectifs de la société.

Il est donc assez évident que l'économie politique ne peut indiquer d'elle-même les politiques appropriées en matière de population ou d'immigration. C'est, en partie, parce qu'il n'existe pas de consensus général quant aux incidences de l'immigration; nos connaissances sont incomplètes, et beaucoup de choses dépendent des circonstances particulières dans lesquelles surviennent les changements dans l'immigration et la population. De plus, des appréciations s'imposent pour classer ces critères selon lesquelles les politiques possibles doivent être évaluées.

RENVOIS

- ¹ Voir, par exemple, D. L. Meadows, et autres, *The Limits to Growth*, rapport préparé à l'intention du Club de Rome pour son projet sur «le problème du genre humain» (New York: Universe Books, 1972).
- ² The Commission on Population Growth and the American Future, *Final Report: Population and the American Future* (Washington: U.S. Government Printing Office, 1972).
- ³ Voir, par exemple, Australian Institute of Political Science, *How Many Australians? Immigration and Growth* (Sydney: Angus and Robertson, 1971), pp. 15-22, et Australia Department of Immigration, *News Release*, «Australia's Human Resources», allocution prononcée par l'hon. A. J. Grassby, M.H.R., devant l'Australian and New Zealand Association for the Advancement of Science, 15 août 1973, pp. 8ff.
- ⁴ New Zealand Monetary and Economic Council, *Increased Immigration and the New Zealand Economy* (Wellington: Government Printer, novembre 1966).
- ⁵ Pour une excellente revue détaillée des études antérieures, voir Nations Unies, Service des Affaires sociales, Division de la Population, *The Determinants and Consequences of Population Trends* (New York: Nations Unies, 1953); pour une analyse plus récente, voir E. R. Morss and R. H. Reed, (éds.), *Economic Aspects of Population Change*, vol. 2, Research Papers of the Commission on Population Growth and the American Future (Washington: U.S. Government Printing Office, 1972).
- ⁶ Voir, par exemple, Mable Timlin, *Does Canada Need More People?* (Toronto: Oxford University Press, 1951).
- ⁷ Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 1947, vol. 3, p. 2632.
- ⁸ Canada, ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, *Livre blanc sur l'Immigration* (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1966), p. 8.
- ⁹ Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 1947, vol. 3, pp. 2645-2646.
- ¹⁰ *Livre blanc sur l'Immigration*, p. 5.
- ¹¹ Voir, en particulier, Conseil économique du Canada, *Premier Exposé annuel: Objectifs économiques du Canada pour 1970* (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1964), surtout les chs. 2 et 9, et *Neuvième Exposé annuel: La période se terminant en 1980* (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1972), ch. 6.
- ¹² Pour des présentations plus détaillées de ces opinions, voir W. Adams (éd.), *The Brain Drain* (New York: MacMillan Co., 1968), surtout les chapitres par H. G. Johnson et D. Patinkin, aussi les nombreux ouvrages de H. G. Johnson, H. G. Grubel, A. D. Scott et B. Thomas, qu'on retrouve dans M. Blaug (éd.), *Economics of Education: 2 Selected Readings* (Harmondsworth, Angleterre: Penguin Books Ltd., 1969).
- ¹³ Et inversement, bien sûr, si l'effet négatif d'une inflation accrue est considéré comme l'emportant sur l'effet positif d'un embauchage accru, l'immigration sera alors évaluée comme n'étant ni avantageuse sur le plan économique, ni souhaitable.

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION

Le but du présent chapitre est de passer en revue les travaux de recherche théorique et empirique portant sur les aspects économiques de l'immigration internationale, de résumer les principaux résultats, pour assembler le cadre analytique dans lequel les incidences économiques de l'immigration d'après-guerre au Canada pourront être analysées au Chapitre 5.

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION

Cette analyse porte sur deux questions principales:

- (1) Pourquoi l'immigration existe-t-elle, ou plus précisément, qu'est-ce qui détermine l'orientation, l'ampleur et la chronologie des flux d'immigration?
- (2) Quels sont les effets économiques de l'immigration?

La plupart du temps, ces deux questions sont analysées séparément, bien qu'il soit évident qu'elles se rattachent l'une à l'autre; non seulement les flux d'immigrants obéissent-ils à diverses circonstances économiques, mais celles-ci subissent à leur tour l'influence du volume et du taux d'immigration.

LES DÉTERMINANTS DES FLUX D'IMMIGRATION INTERNATIONALE

L'immigration internationale effectuée librement ou volontairement est considérée en analyse économique comme le mouvement de la main-d'oeuvre, d'un pays où la productivité ouvrière (et partant le niveau des salaires) est faible, vers un autre où elle est plus élevée. Ce déplacement de main-d'oeuvre permet aux travailleurs immigrants de produire davantage dans leur nouveau pays, par comparaison avec ce qu'ils étaient en mesure de produire antérieurement; le produit total des deux pays concernés augmente, et l'on considère que la situation s'est améliorée. De plus, en l'absence d'autres forces neutralisantes, le déplacement de la main-d'oeuvre réduit les disparités internationales en matière de productivité ouvrière, ce qui contribue à faire disparaître les incitations à l'émigration; dans de telles circonstances, l'immigration s'élimine d'elle-même. Il est beaucoup plus probable, cependant, qu'il existe diverses forces — comme une accumulation plus rapide de capital dans le pays d'immigration ou un plus fort accroissement de population dans le pays d'émigration¹, par exemple — qui feront que l'immigration continuera indéfiniment².

On aura une meilleure idée des déterminants de l'immigration en examinant la décision d'émigrer, du point de vue du travailleur particulier, qui tente (d'après l'économiste) d'accéder au mieux-être pour sa famille et pour lui-même. Sur le plan formel, on peut aborder cet aspect de l'immigration du point de vue du capital

humain³. L'immigration est un investissement qui accroît la productivité de la personne concernée; on pourrait donc dire que l'immigration est indiquée lorsqu'elle produit un rendement positif. C'est-à-dire qu'un travailleur décidera de quitter son pays lorsqu'il constatera que la valeur actuelle de l'augmentation du revenu réel dont il compte bénéficier à l'étranger dépasse le coût du voyage⁴. On peut tirer de cette formule de nombreuses conclusions quant à l'ampleur et à la composition de l'immigration et ses fluctuations périodiques.

Vu que l'augmentation prévue du revenu réel dépendrait du salaire actuel et futur que l'immigrant compte gagner, l'immigration se ferait de pays où les salaires sont bas à ceux où les salaires sont plus élevés, et on peut supposer que l'immigration prendrait plus d'ampleur à mesure que les écarts de salaires entre les divers pays seraient plus prononcés. De plus, il y a lieu de croire que, dès la formation d'une nouvelle communauté composée d'immigrants d'une même région, ceux-ci fourniraient des renseignements à leurs parents et amis vivant encore à l'étranger, et les aideraient peut-être aussi à s'installer s'ils décidaient de se joindre aux premiers venus, ce qui réduirait les coûts réels du déplacement et augmenterait éventuellement l'immigration. De plus, comme les jeunes travailleurs parmi les immigrants possibles escompteraient, au cours de leur nouvelle carrière, une augmentation de leur revenu réel plus forte que celle que pourraient espérer les travailleurs plus âgés; ce sont eux qui songeraient probablement à émigrer. Les frais de déplacement étant moindres pour les célibataires et les chefs de familles peu nombreuses, ceux-ci seraient probablement des candidats à l'immigration. Naturellement, les espérances ne seraient pas les mêmes pour tous, et les écarts entre les divers éléments des revenus et des frais escomptés ne seraient pas nécessairement comparables; par conséquent, la décision d'émigrer, à un moment quelconque, ne pourrait être partagée par tous. Cependant, il reste que certains changements peuvent inciter plus de gens à émigrer au cours d'une période plutôt qu'une autre. Le climat influe sur les coûts réels des déplacements, par exemple, et on peut envisager des tendances saisonnières. De même, les fluctuations périodiques dans l'activité économique influeraient sur le mouvement d'immigration. Ainsi, si les conditions économiques existant à l'étranger s'améliorent à un moment donné, et que les salaires augmentent, l'immigrant qui est sur le point de partir pour ce pays peut s'attendre à un revenu plus élevé et à trouver un emploi en moins de temps à cause de la baisse du chômage; aussi peut-on compter que l'immigration sera plus forte en période d'expansion économique dans le pays où se dirige l'immigrant⁵. Enfin, il convient de noter que nous tirons ces conclusions en présumant que le futur immigrant pourra, de fait, être admis. Toutefois, tous les pays sans exception ont maintenant des politiques ou règlements d'immigration — et certains pays ont également adopté des règlements d'émigration — qui font que l'immigration s'est fondée, ces dernières décennies, tant sur les décisions prises librement par les immigrants que sur les règlements et les incitations auxquels ils ont été soumis.

Des constatations générales et de nombreuses études empiriques ont confirmé bon nombre de ces résultats⁶. L'immigration internationale se fait généralement à partir de pays où les revenus sont modiques, vers des pays à revenus plus élevés; toutefois, l'immigration en provenance de pays très pauvres est relativement faible en général, parce que fréquemment soumise aux règlements restrictifs des pays vers lesquels ces immigrants voudraient se diriger. On observe également que les immigrants sont souvent des travailleurs relativement jeunes qui sont soit célibataires, soit chefs de familles peu nombreuses. On a constaté que le nombre des

immigrants arrivant dans un pays varie à l'inverse du taux de chômage de ce pays; cela est particulièrement vrai lorsqu'on consulte les taux de chômage applicables aux six ou douze mois précédents, cette période de temps représentant le délai entre le moment où l'immigrant prend la décision de partir et le jour où il donne suite à cette décision. De plus, l'immigration varie directement selon l'augmentation de la différence du revenu (ou salaire) national réel moyen qui existe entre le pays d'origine et le pays d'immigration. Le niveau saisonnier de l'immigration est plus faible durant les mois d'hiver. Nous ne possédons pas beaucoup de données sur les frais réels de transport, mais une étude a révélé que l'immigration a tendance à augmenter dans la proportion où ces frais de transports baissent. On sait, par ailleurs, que les changements apportés aux politiques et aux règlements sur l'immigration influent sur les mouvements d'immigration.

Enfin, il convient de noter que l'émigration des membres des professions libérales et des hommes de métier — souvent appelée «drainage des cerveaux» ou *brain drain* — a fait l'objet de nombreux débats ces dernières années⁷. Ce genre d'émigration, qui cadre aisément avec l'analyse du capital humain décrite plus haut, s'explique, en général, comme obéissant aux incitations de meilleurs salaires et possibilités d'emploi. Étant donné que nombre de personnes, dans les professions et les métiers spécialisés ainsi que les postes de direction et de gestion, considèrent très probablement que le marché où elles oeuvrent va au-delà des frontières nationales, elles sont relativement plus mobiles que les autres travailleurs, ce qui explique pourquoi, ces dernières années, elles ont constitué une proportion croissante de l'immigration internationale. Une bonne partie des débats mentionnés a porté sur les effets de cette émigration, en particulier pour le pays d'origine.

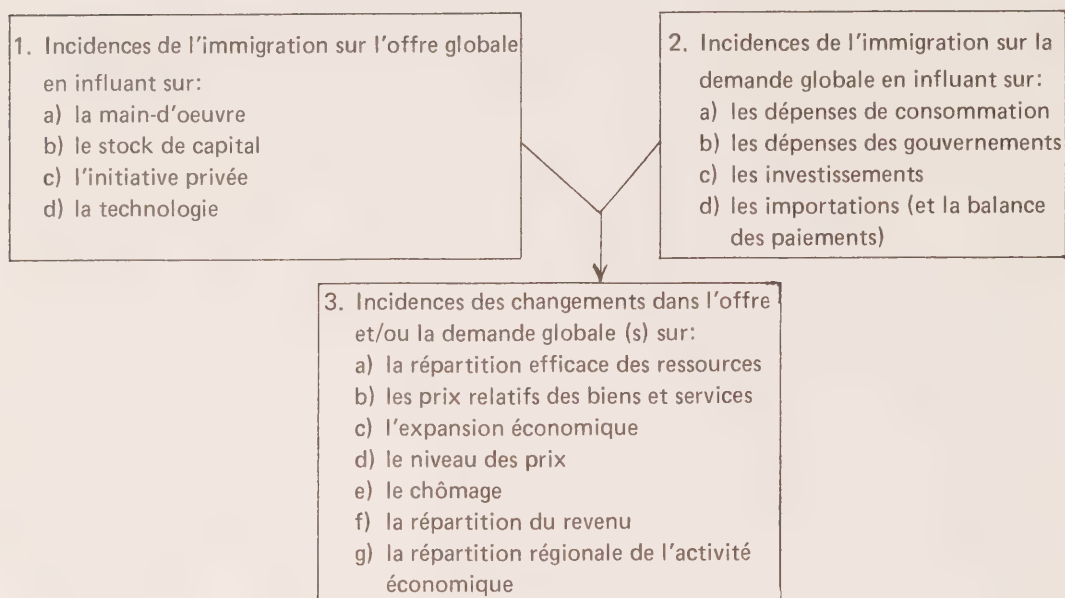
LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION

Ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, ces incidences sont nombreuses et souvent complexes. Certains effets peuvent se produire peu après l'arrivée des immigrants, tandis que d'autres mettent beaucoup de temps à se manifester; de même, l'immigration influe directement sur certains aspects de l'économie, et indirectement sur d'autres par une succession de rapports. Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'il soit souvent difficile d'indiquer avec précision ce que sont les divers effets économiques d'un flux particulier d'immigration, et qu'il soit extrêmement difficile de les mesurer.

Le Graphique 3.1 résume de la meilleure façon ces divers effets économiques de l'immigration. L'immigration influe à la fois sur la capacité de production (ou selon la terminologie officielle, l'offre globale) de l'économie et sur l'utilisation de cette capacité (demande globale); l'action réciproque de l'offre et de la demande globales produit d'autres effets sur un certain nombre d'importants éléments économiques⁸.

Comme l'indique le sommaire du Graphique 3.1, les immigrants augmentent directement l'offre globale en accroissant la main-d'oeuvre, et peut-être aussi par leur apport de capital, de talents d'entrepreneur et de nouvelle technologie. Les immigrants augmentent directement la demande globale par leurs propres dépenses en biens et services; de plus, l'accroissement de la population et de la main-d'oeuvre, entraînera très probablement des dépenses additionnelles par les gouvernements et par les entreprises pour accroître leurs installations et leur

GRAPHIQUE 3.1
RÉSUMÉ SCHÉMATIQUE DES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION



équipement, et ces dépenses additionnelles susciteront le besoin de plus grandes quantités de biens et services importés. Cette activité économique accrue pourra, à son tour, influencer sur l'efficacité avec laquelle les ressources sont réparties ainsi que sur les prix relatifs des biens, services et facteurs de production, et les changements de prix applicables à ces derniers influenceront très directement sur la répartition du revenu réel. De plus, suivant que la demande globale augmente plus ou moins que l'offre globale, il existera des pressions qui feront que le niveau des prix montera ou baissera, et que le chômage augmentera ou diminuera. Tout cela pourrait influencer sur le taux d'expansion économique et modifier la répartition régionale de l'activité économique.

Une bonne partie de l'analyse des incidences de l'immigration sur les éléments de l'offre et de la demande globales a été surtout d'un caractère descriptif; les changements observés qui sont occasionnés par les immigrants sont consignés et décrits. Par contraste, l'étude des effets indirects découlant des changements dans l'offre et la demande globales a été, de nécessité, rendue plus analytique; une hypothèse économique sous-jacente s'impose pour fournir les chaînons qui nous permettront de retracer l'effet initial de l'immigration. Toutefois, lorsque la théorie économique pertinente n'est pas élaborée — comme cela est particulièrement évident lorsqu'on tente d'analyser l'expansion — les effets de l'immigration ne peuvent être établis que très inadéquatement. Il existe deux façons principales d'analyser ces effets indirects. D'une part, la succession probable de chaînons entre un changement dans l'offre (ou la demande) globale et le résultat final (par exemple, l'expansion économique) qui présente un intérêt particulier peut être

retracée séparément des autres influences réciproques possibles; décrite comme étant une analyse de l'équilibre partiel, cette façon d'aborder la question est la plus facile, mais aussi la moins satisfaisante puisqu'elle ne peut, de par sa nature, embrasser les diverses autres influences pertinentes. D'autre part, on peut adopter une façon générale d'aborder la question, en tenant compte de toutes les forces réciproques pertinentes; le modèle approprié de l'économie qui est alors requis peut s'avérer très complexe; cependant et, en dernière analyse, les résultats obtenus peuvent souvent dépendre strictement de la construction particulière du modèle.

Dans le reste de la présente section, nous examinerons en détail les effets de l'immigration sur chacun des éléments de l'offre et de la demande globales, puis les incidences probables de ces changements sur le rendement et les mesures économiques mentionnés au Graphique 3.1.

La main-d'oeuvre

L'immigration internationale est l'un des principaux moyens — et sans doute le plus rapide — de modifier le total et la composition de la population et de la main-d'oeuvre d'un pays. On a écrit beaucoup de choses sur les incidences de l'immigration sur le pays d'accueil⁹. Les caractéristiques pertinentes des immigrants — âge, sexe, taux de participation et en particulier, répartition professionnelle — sont généralement cataloguées et décrites, puis comparées à celles de la main-d'oeuvre nationale pour déterminer l'apport de ces nouveaux travailleurs à l'effectif total de la main-d'oeuvre et à son accroissement au cours d'une période donnée. De plus, on analyse souvent la façon dont ces travailleurs immigrants se répartissent dans tout le pays, pour déterminer s'ils ont comblé des pénuries de main-d'oeuvre ou contribué à accroître encore davantage le surplus de main-d'oeuvre.

Le capital

À moins que l'arrivée de travailleurs immigrants ne coïncide avec l'entrée de capitaux étrangers ou d'un accroissement des investissements intérieurs, l'immigration peut avoir pour effet immédiat de réduire le rapport capital-main-d'oeuvre. En conséquence, on a tenté de déterminer dans quelle mesure les entrées de fonds étrangers accompagnent l'immigration.

Les immigrants apportent souvent des fonds, mais ces fonds sont généralement de beaucoup inférieurs aux sommes requises pour leur assurer le capital social et de production nécessaire. Ce qui est plus important, on a constaté que l'immigration vers l'Amérique du Nord, au cours du dernier siècle, a coïncidé avec des entrées considérables et indépendantes de capital et, comme la main-d'oeuvre, ces entrées de capital obéissaient aux incitations d'occasions de profit plus intéressantes¹⁰. Plus récemment, cependant, on a constaté qu'il était peu probable que les entrées de capital étranger en Israël et en Australie aient fourni tous les capitaux additionnels rendus indispensables par les mouvements d'immigration dans ces deux pays¹¹. Naturellement, la proportion grandissante de travailleurs qualifiés et hautement spécialisés parmi les immigrants, au cours de la dernière décennie, représente aussi un transfert appréciable de capital humain.

Il n'existe aucune explication convenable des déterminants de l'initiative privée — c'est-à-dire des talents d'organisation, de gestion et d'entrepreneur, si essentiels à la croissance économique — ni des connaissances technologiques qui permettent de créer de nouvelles méthodes de production et de nouveaux produits. On a admis comme possible, par exemple, que le nombre des entrepreneurs et des innovateurs augmente à la faveur d'un accroissement démographique; on en est venu à la conclusion qu'à mesure que le nombre de ces personnes douées augmente, elles accomplissent davantage par suite de l'action réciproque de leurs initiatives et parce qu'elles savent bénéficier de l'expérience acquise, et que plus ces personnes sont instruites, plus elles sont susceptibles d'innover¹². Du fait de cette absence d'explications adéquates, les incidences de l'immigration sur l'initiative privée et les connaissances technologiques sont très difficiles à étudier et, en conséquence, n'ont retenu que peu d'attention.

L'immigration transfère directement des talents d'entrepreneur et des connaissances techniques dans la mesure où certains immigrants possèdent ces talents et connaissances. De plus, le fait que les travailleurs passent d'un milieu à un autre, d'une culture différente, peut donner naissance à de nouvelles idées et techniques, et l'accroissement de la population qui s'ensuit peut engendrer d'autres incitations. Par exemple, certains historiens ont cité l'importance du rôle des Huguenots et autres groupes expulsés sur le développement de l'Angleterre et des Pays-Bas après la Réforme¹³ et, plus récemment, on a fait ressortir la mesure dans laquelle l'immigration a fourni des talents d'entrepreneur et autres qualifications aux pays peu évolués¹⁴.

La consommation

Parce que les immigrants sont différents à plusieurs égards des autochtones — particulièrement en ce qui concerne l'âge, la composition de la famille, les goûts et du fait qu'ils arrivent souvent avec peu de bagages — on peut également présumer que les tendances de leur consommation (ou de leurs dépenses) seront différentes. De nombreuses études, fondées habituellement sur des sondages, ont été effectuées pour déterminer l'ampleur et la composition des dépenses des immigrants¹⁵.

On constate souvent qu'au début, les immigrants dépensent une proportion légèrement plus faible de leur revenu que les autochtones; et ils envoient une partie de ces épargnes à l'étranger. De plus, étant donné que les immigrants doivent généralement faire l'acquisition de la plupart des biens durables nécessaires (automobile, meubles, appareils ménagers, etc.) après leur arrivée, ils décident très souvent de louer un logis au début, pendant qu'ils s'efforcent de satisfaire à leurs nombreux besoins, et souvent achètent une maison quelques années plus tard. Dans la mesure où les immigrants ont apporté des fonds, ils peuvent répondre à ces nombreux besoins beaucoup plus tôt; et souvent, l'épouse se trouve un emploi pour accroître le revenu familial.

Les dépenses des gouvernements

En plus d'avoir besoin de biens et services qu'ils achètent directement, les immigrants utilisent des installations et services fournis (ou financés) par les gouvernements. Par exemple, les enfants des immigrants doivent fréquenter l'école, les adultes doivent souvent s'inscrire à des cours d'anglais ou de français, et les travailleurs immigrants peuvent avoir besoin des services officiels de placement pour trouver de l'emploi. Les immigrants ont aussi besoin de soins médicaux et hospitaliers. Comme les immigrants doivent satisfaire à certaines exigences de santé pour être admis, il est très probable qu'en moyenne ils ont un moins grand besoin des services de santé que les autochtones; par contraste, les familles immigrantes appartiennent plus fréquemment aux groupes qui sont en âge d'avoir des enfants, et utilisent peut-être davantage les services d'obstétrique. De même, si les gouvernements prévoient des mesures spéciales pour les immigrants — en leur offrant le passage, par exemple, et le logement initial, comme en Australie — ou les rendent simplement admissibles à divers paiements de transferts comme les allocations familiales ou l'assurance-chômage, ces paiements constituent aussi des dépenses pour l'administration.

L'ampleur des dépenses supplémentaires du gouvernement que provoque l'immigration dépend, en partie, du volume de capacité inutilisée qui existe, et aussi de la mesure où l'on tolérera l'encombrement et une certaine réduction dans la qualité du service. Étant donné que les immigrants paient aussi des impôts lorsqu'ils gagnent un revenu et qu'ils font des dépenses, l'effet net de l'immigration sur le budget du gouvernement n'est pas évident; la situation particulière qui existe déterminera si ces revenus fiscaux sont inférieurs ou supérieurs aux dépenses du gouvernement attribuables à l'immigration.

Les rares études qui ont été faites pour tenter de déterminer l'ampleur des dépenses et du revenu du gouvernement attribuables à l'immigration font ressortir l'importance de la situation particulière qui existe. Par exemple, les dépenses du gouvernement australien pour l'immigration sont relativement élevées, tandis que le Royaume-Uni ne prévoit aucune mesure spéciale en faveur des immigrants du Commonwealth¹⁶.

Les investissements

Comme nous l'avons mentionné, les entrées de travailleurs immigrants réduisent la quantité de biens d'équipement disponible pour chaque travailleur, à moins qu'une telle immigration ne coïncide avec des entrées de capitaux. Si le capital étranger n'est pas assez considérable pour maintenir le rapport capital-main-d'oeuvre existant, les investissements intérieurs peuvent augmenter et fournir ainsi le capital additionnel nécessaire. La mesure dans laquelle cela se produit dépend, d'une part, des incitations encourageant les investisseurs à faire de nouveaux placements et, d'autre part, de l'aptitude de l'économie à produire les épargnes additionnelles nécessaires pour créer les ressources d'investissement nécessaires.

De même le capital social (logement, écoles, hôpitaux, systèmes de transport) peut ne pas suffire à répondre aux besoins des immigrants, ce qui nécessiterait d'autres investissements. Souvent les immigrants, à leur arrivée, acceptent des logis situés dans les vieux quartiers urbains et dont personne ne veut, ou s'entassent dans

les logis disponibles; ces logements suffisent alors pendant un certain temps, mais éventuellement les immigrants réussissent à accumuler suffisamment d'épargnes pour acheter des habitations plus convenables.

Les études actuelles traitant des incidences de l'immigration sur les investissements citent les divers effets possibles et tentent de les quantifier. Elles font fréquemment ressortir la difficulté d'encourager l'épargne qui s'impose pour rendre ces investissements possibles¹⁷.

La balance des paiements

Par suite de l'accroissement des dépenses et du produit attribuables à l'immigration, les importations et les exportations de biens et services sont modifiées, ce qui influe sur la balance des paiements; de plus, les fonds apportés par les immigrants et les sommes qu'ils envoient à l'étranger influent sur le compte capital. Un certain nombre d'études ont été faites dans le but de dépister et de quantifier ces effets¹⁸.

On soutient généralement que parce que toutes les dépenses entraînent directement ou indirectement l'achat de certains produits importés, l'accroissement des dépenses doit s'accompagner d'importations accrues. De plus, dans la mesure où les immigrants conservent une certaine préférence pour les produits de leur pays d'origine, ils continueront au début d'acheter ces produits de préférence aux produits de fabrication indigène; éventuellement, toutefois, une demande intérieure croissante pour ces produits importés pourra rendre possible la fabrication indigène de produits semblables (en remplacement des importations), peut-être grâce à la main-d'oeuvre immigrante et aux connaissances spéciales qu'elle possède. De plus, à mesure que le marché intérieur s'accroît, l'importance relative du commerce extérieur diminue manifestement, même si ce dernier est plus considérable en termes absolus.

Les changements dans les exportations subissent deux influences principales. D'une part, les travailleurs immigrants influent directement ou indirectement sur les prix et les quantités des produits exportables; par exemple, si les produits d'exportation exigent une forte proportion de main-d'oeuvre, l'offre accrue de main-d'oeuvre créée par l'immigration tendra à réduire les prix relatifs de ces produits et à en accroître la disponibilité, ce qui rendra possible un accroissement des exportations. D'autre part, un accroissement des exportations exige aussi que les pays étrangers achètent effectivement une plus grande partie de ces exportations, et il n'y a pas lieu que cela se produise automatiquement¹⁹. En conséquence, on en vient typiquement à la conclusion que, nettement à court terme et peut-être même à long terme, l'effet net de l'immigration est d'augmenter les importations plus que les exportations, ce qui provoque une balance défavorable qui doit être financée d'une façon ou d'une autre.

Ce déficit de la balance commerciale pourrait être comblé par les fonds apportés par les immigrants qui ne seront cependant probablement pas tellement considérables; ou encore, le déficit peut être compensé par les entrées indépendantes de capitaux qui se produisent, comme on l'a vu, en périodes d'immigration.

Naturellement, il y a aussi les fonds que les immigrants envoient à l'étranger, et qui ajouteraient au déficit. Par conséquent, l'effet global de l'immigration sur la balance des paiements n'est pas clair²⁰.

La répartition efficace des ressources

Dans une économie de marché, les offres accrues de facteurs et de produits et l'accroissement des marchés qui les accompagnent peuvent améliorer, de diverses façons, l'efficacité de la répartition des ressources. L'accroissement du marché peut augmenter la concurrence et favoriser la spécialisation. La main-d'œuvre peut être rendue plus adaptable à l'évolution des exigences. La venue de travailleurs possédant des aptitudes particulières peut remédier aux embouteillages dans la production et contribuer ainsi à une production accrue; de même, dans la mesure où les immigrants se dirigent vers des régions où il existe une pénurie de main-d'œuvre, les déplacements de travailleurs à travers le pays ne sont plus nécessaires. Lorsque ces choses se produisent, elles augmentent la production par unité de facteur, et les ressources disponibles sont utilisées avec une plus grande efficacité.

Les prix relatifs

Les prix relatifs sont modifiés à la fois par les changements dans les quantités disponibles de facteurs de production, dans l'offre et la demande de produits et de services, ainsi que dans l'ampleur et l'efficacité du marché. En quelques mots, les facteurs, les produits et les services à l'égard desquels la demande s'est accrue (par rapport à l'offre) subiront une augmentation de prix relatif, tandis que ceux à l'égard desquels l'offre relative a augmenté subiront une réduction de prix relatif²¹.

Parmi les facteurs de production, le prix relatif de la main-d'œuvre, en général, sera réduit par suite de l'immigration, vu qu'il existera dorénavant une réserve accrue de main-d'œuvre travaillant de concert avec les autres ressources²². La mesure dans laquelle le prix relatif de la main-d'œuvre diminuera dépendra, entre autres choses, du taux d'entrée des travailleurs immigrants, de la mesure où la main-d'œuvre dorénavant accrue remplacera d'autres facteurs de production relativement plus rares, et de celle où les autres facteurs de production et la technologie augmenteront également par suite d'une immigration accrue. Vu que la main-d'œuvre n'est pas homogène dans son ensemble, il se produira aussi des changements de prix relatif parmi les divers types de travailleurs. Les travailleurs qui sont remplaçables par des immigrants — ou en concurrence directe avec eux — subiront des baisses de salaire relatif, tandis que ceux qui font le complément de la main-d'œuvre immigrante verront leur salaire relatif augmenter²³. Naturellement, les salaires des travailleurs immigrants et autochtones occupant les mêmes emplois peuvent être différents; d'une part, il se peut que les aptitudes des immigrants ne soient pas appréciées à leur juste valeur, que ceux-ci ne soient pas familiers avec les méthodes de travail en vigueur, ou encore, ne possèdent pas une connaissance suffisante de la langue; d'autre part, ils peuvent être prêts à travailler beaucoup plus arduement que les autres travailleurs.

De plus, ces changements dans les prix relatifs des facteurs de production influenceront à leur tour sur les prix relatifs des biens et services finals. À moins qu'ils ne subissent l'influence de changements dans la tendance de la demande, l'offre de produits comportant une proportion relativement forte de facteurs dont le prix est

dorénavant relativement plus bas s'accroîtra et, en conséquence, les prix relatifs de ces produits baisseront²⁴.

L'expansion économique

Parmi les effets économiques de l'immigration, celui qui touche à la croissance a fait l'objet de nombreuses études²⁵. On peut présumer que le produit total de l'économie augmentera à la faveur d'un accroissement des facteurs, mais l'expansion du produit par travailleur (ou par habitant) par suite de l'immigration exigera soit des accroissements simultanés dans les autres facteurs, une efficacité accrue dans la production grâce à une meilleure répartition des ressources, des économies d'échelle, des changements technologiques, soit une combinaison quelconque de ces éléments.

Comme nous l'avons vu, des entrées concomitantes de capitaux ou des investissements intérieurs accrus s'imposent pour maintenir le rapport capital-main-d'œuvre à son niveau existant; à moins qu'il ne soit compensé par d'autres forces, un rapport capital-main-d'œuvre réduit se traduit par un nombre réduit de facteurs complémentaires pour la main-d'œuvre et, en conséquence, la productivité de la main-d'œuvre baisserait. Le produit par travailleur et l'expansion économique décroîtraient.

Si un excédent quelconque (ou un manque d'utilisation) de la capacité en capital existait avant l'immigration, les immigrants ne souffriraient pas nécessairement d'offres suffisantes de facteurs complémentaires; de plus, si cet excédent de capacité était attribuable à de sérieuses pénuries de main-d'œuvre dans des occupations particulières, il se peut que l'immigration remédie à ces embouteillages et augmente sensiblement la production. En fin de compte, le revenu par habitant augmenterait, et dans la mesure où l'immigration continuerait de fournir les travailleurs dont il existe une pénurie, le taux de croissance augmenterait. De plus, dans la mesure où les immigrants constituent un capital humain, une telle immigration augmente le capital total du pays d'accueil; ainsi la production par habitant peut-elle augmenter non seulement parce qu'on a remédié aux embouteillages, mais aussi parce que la main-d'œuvre autochtone pourra présenter un rapport capital humain-main-d'œuvre accru²⁶.

Si l'immigration s'accompagne du capital nécessaire (soit des entrées de capital étranger, soit des épargnes intérieures), on se demande alors s'il existe des économies d'échelle: c'est-à-dire que si tous les facteurs augmentent d'un pourcentage particulier, le produit augmentera-t-il encore davantage? Les données empiriques ne sont pas concluantes à cet égard²⁷. Si de pareilles économies d'échelle existent effectivement, l'immigration rendra possibles des revenus par habitant et des taux de croissance plus élevés.

Si des économies d'échelle se produisent, la taille de la population par rapport aux ressources naturelles disponibles est alors moins qu'optimale; considérée dans cette optique, la vaste documentation qui existe sur le concept de la population optimale est utile à l'étude de l'effet de l'immigration sur la croissance²⁸. Toutefois, il n'a pas été possible d'établir, même de façon générale, la taille optimale de la population d'une région, dans des circonstances particulières et données; il n'est donc pas possible de déterminer le flux annuel ou total d'immigrants qui serait

nécessaire pour atteindre la taille optimale de la population. De plus, les quantités disponibles d'autres entrées de facteurs changent effectivement, et il en va de même de la technologie; aussi la population optimale pourrait-elle changer également.

Comme on l'a vu, la technologie peut être augmentée directement par suite de l'arrivée d'immigrants; et vu que les progrès technologiques constituent une source importante de croissance par habitant, l'immigration peut contribuer indirectement à une croissance accrue par sa contribution à la technologie²⁹. La venue de main-d'oeuvre immigrante peut aussi favoriser l'évolution technologique en la facilitant et en lui faisant adopter certaines tendances. On a soutenu que le taux rapide d'expansion du capital qui accompagne souvent l'immigration rend possible un taux plus élevé d'évolution technologique parce qu'il est plus facile d'adopter une technologie nouvelle à l'aide de biens d'équipement modernes³⁰. Parallèlement, la disponibilité de main-d'oeuvre (venue du secteur agricole et de l'immigration) dans la plupart des pays de l'Europe occidentale au cours des années 50 a été considérée comme le facteur important qui a rendu possibles les taux élevés d'expansion industrielle (surtout dans le produit total) dans ces pays, pendant cette décennie³¹. Une offre croissante de main-d'oeuvre a rendu la population active plus souple et plus malléable, et donc plus capable de s'adapter aux transformations industrielles; elle a aussi empêché la hausse rapide des salaires et permis ainsi des profits assez élevés pour accroître le capital. Par contraste, on a également soutenu que les sévères pénuries de main-d'oeuvre ont fait adopter des innovations visant à réduire la main-d'oeuvre nécessaire, ce qui a contribué à une bonne partie de la croissance subséquente³². Il semblerait donc que les circonstances où se produit l'immigration sont au moins aussi importantes que l'immigration elle-même pour en déterminer les effets sur la croissance économique.

Les niveaux des prix et le chômage

L'immigration occasionne des augmentations de l'offre et de la demande globales, et il est d'une importance critique de savoir laquelle des deux augmente relativement plus. Si c'est la demande globale, la pression de la demande portera sur le niveau des prix et les feront monter, et/ou sur le niveau existant du chômage et le fera baisser; si c'est l'offre globale qui augmente relativement plus, on peut s'attendre à l'inverse.

Mais même si un excédent de demande ne se produit pas, des pressions inflationnistes pourraient apparaître. On a soutenu, par exemple, que si les immigrants acceptaient le niveau réel des salaires des autochtones, ou que si les salaires réels restaient inchangeables vers le bas à cause d'un nombre quelconque de contraintes institutionnelles, les coûts réels de production d'une entreprise augmenteraient après l'immigration, étant donné (comme nous l'avons vu) qu'en l'absence de contrepoids la productivité de la main-d'oeuvre diminuerait vu la réduction du rapport capital-main-d'oeuvre. En conséquence, un plus petit nombre de travailleurs seraient embauchés ou les prix des produits seraient augmentés — sauf que seule cette dernière éventualité se produirait dans un pays dont le gouvernement s'est engagé à maintenir le plein emploi. Avec l'existence de niveaux plus élevés, les travailleurs tenteraient d'obtenir des augmentations de salaires afin de maintenir leurs salaires réels; aussi une inflation par poussée sur les coûts se produirait-elle³³.

Une inflation par déplacement de la demande pourrait aussi se produire. Des pressions sur les niveaux des prix et du chômage pourraient provenir de changements dans la composition de la main-d'œuvre et du produit résultant de l'immigration. Si la demande de production se produisait dans des secteurs de l'économie caractérisés par une main-d'œuvre ou autres facteurs productifs inadéquats, il y aurait des pressions sur les prix qui les feraient monter; par ailleurs, comme nous l'avons vu, les travailleurs immigrants contribueraient peut-être à éliminer les embouteillages dans la production, ce qui réduirait les pressions sur les prix et le chômage à la fois, mais si les immigrants devaient tenter, de façon générale, de se caser dans des occupations et des industries où les possibilités d'emploi n'auraient pas beaucoup augmenté à la suite d'un accroissement de la demande globale, le chômage pourrait s'ensuivre pour les travailleurs immigrants ou pour les autochtones dont les immigrants ont pris la place.

Comme nous l'avons indiqué aux paragraphes précédents, dans certaines circonstances l'immigration peut réduire (ou accroître) les pressions sur l'inflation et le chômage *à la fois*; en termes plus formels, l'immigration peut déplacer la courbe de compensation entre les augmentations générales de prix et le chômage³⁴.

Des études empiriques indiquent que les mouvements d'immigration d'après-guerre vers l'Australie, Israël et le Royaume-Uni ont été inflationnistes³⁵; en revanche, les entrées de travailleurs étrangers dans l'Europe occidentale sont généralement considérées comme ayant contribué à réduire les pressions inflationnistes de l'époque dans cette partie du monde³⁶. Bon nombre de travailleurs étrangers sont venus en Europe occidentale sans leurs familles et ont donc contribué relativement plus à l'offre globale qu'à la demande; de plus, ces travailleurs ont aussi remédié à de sérieuses pénuries de main-d'œuvre ainsi qu'à des goulots d'étranglement pour la production.

La répartition du revenu

Les effets de l'immigration sur la répartition du revenu sont complexes, et nous ne possédons pas toutes les données nécessaires pour en faire l'analyse. Il n'est donc pas étonnant qu'aucune étude empirique approfondie n'ait été faite de ces incidences. L'analyse théorique peut aussi être complexe, mais peut être résumée assez facilement dans ses termes les plus simples³⁷. Comme on l'a vu, l'immigration influe sur les prix relatifs des facteurs de production. Dans la mesure où la main-d'œuvre devient relativement plus abondante, les salaires baissent par rapport aux prix des autres facteurs; et au sein de la main-d'œuvre elle-même, les travailleurs qui sont en concurrence avec les immigrants verront leurs salaires relatifs baisser, tandis que ceux qui font complément aux immigrants verront leurs salaires relatifs augmenter. À moins que d'autres forces ne fassent contrepoids, l'immigration a donc tendance à réduire la part relative de revenu des autochtones au total, sauf que les groupes de travailleurs qui font complément peuvent effectivement y gagner en termes relatifs. D'autre part, certains facteurs comme le capital et le terrain qui, dans la plupart des cas, font complément à la main-d'œuvre, auront une part accrue du revenu national³⁸. Les effets de redistribution sur les revenus relatifs des particuliers dépendront aussi, naturellement, de la mesure dans laquelle leurs revenus proviennent de ces diverses sources³⁹.

Les incidences régionales de l'immigration

L'immigration touche directement les régions du fait que les immigrants décident généralement de s'installer dans des régions et villes particulières, et indirectement, du fait de la multiplicité d'incidences qui résultent des accroissements de l'offre et de la demande globales par suite de l'immigration. Dans la mesure où les immigrants tendent à s'établir dans des régions caractérisées par une croissance économique et des pénuries de main-d'oeuvre, l'immigration internationale peut renforcer, et même remplacer, les mouvements internes de travailleurs vers ces régions; et en contribuant à l'essor et au développement de ces régions en croissance, l'immigration internationale accroît davantage les disparités régionales existantes sur le plan de l'industrialisation et de la prospérité globale.

L'effet global de l'immigration

Ces effets divers de l'immigration pourraient être analysés simultanément dans le cadre d'un modèle de l'économie du pays d'accueil des immigrants. En adoptant cette méthode d'analyse, on tiendrait mieux compte des interactions secondaires de ces incidences, et l'on pourrait évaluer l'ampleur des effets observés; toutefois, la structure du modèle construit pourrait influencer sensiblement sur une telle évaluation.

Un certain nombre d'études de ce genre ont été faites au cours de certaines années récentes d'immigration en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni⁴⁰, il va sans dire que ces analyses sont complexes, et nous ne pouvons donner ici qu'un bref résumé de leurs principales conclusions.

La première tentative d'importance pour utiliser un modèle afin d'étudier les incidences économiques de l'immigration concerne une expérience australienne. L'immigration n'a pas été considérée comme constituant un élément important dans la plupart des rapports et en conséquence, on en a conclu ce qui suit.

«L'absence d'un effet remarquable de l'immigration dans la majorité des équations du système constitue un résultat digne d'attention. Il semble que l'économie australienne ait absorbé le flot d'immigrants sans trop modifier sa structure. Le flot de la migration n'a pas comporté assez d'envergure pour déranger les rapports déjà existants.»⁴¹

Il semble, toutefois, qu'on en soit arrivé à ces conclusions, partiellement, à cause des données globales utilisées, mais surtout en raison de la façon dont les effets de l'immigration ont été exposés dans les divers rapports⁴².

On a également employé un modèle pour analyser les effets de l'immigration récente au Royaume-Uni en provenance du Commonwealth. Un certain nombre de corrélations ont été jugées possibles, mais au lieu d'en faire une évaluation empirique, on en a exposé les formes probables et l'on a invoqué divers arguments pour démontrer qu'elles étaient admissibles. Les conclusions obtenues forment un contraste frappant avec celles que l'analyse australienne a données:

«... L'importation de main-d'oeuvre... n'agit pas en règle générale pour réduire l'excédent global de la demande dans le pays d'accueil. En vérité... sans l'intervention du gouvernement, l'immigration accentuée dans une Grande Bretagne qui connaît un emploi intégral causerait vraisemblablement pour un certain nombre d'années une augmentation dans l'excédent de la demande intérieure et aggraverait

la balance des paiements. . . Pour les fins de l'économie intérieure, l'absorption des actifs immigrants fait fléchir le rapport capital/travail et tend à ravir à la main-d'oeuvre des revenus qui vont aux propriétaires de capitaux et de biens-fonds. Aux fins du commerce extérieur, l'accroissement de la population au moyen de l'immigration accentue la demande des importations et, conséquemment, la tentative d'augmenter les exportations, actions qui, de part et d'autre, modifient les modalités commerciales, au désavantage du Royaume-Uni. . . Notre intelligence de la nature exacte du rapport à long terme qui existe entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre est limitée et imparfaite. On peut toutefois avancer ce qui suit: les changements à long terme que produirait un flot de main-d'oeuvre dans l'économie britannique seraient vraisemblablement anodins. . . »⁴³

Une formule comparable, mais simplifiée, a été utilisée pour analyser et quantifier les effets d'une entrée accrue d'immigrants (4,000) en Nouvelle-Zélande. En quelques mots, les conclusions ont été les suivantes:

« Dans les circonstances actuelles, un taux élevé d'immigration générale produirait de nouvelles pressions sur les ressources de notre économie et aurait pour effet d'augmenter les difficultés dans notre balance des paiements . . . »

« Néanmoins, nous prévoyons comme possible l'augmentation de l'entrée d'immigrants qualifiés recevant de l'aide, ce qui, à tout prendre, serait à l'avantage de l'économie, dans les conditions actuelles . . . »⁴⁴

Les constatations recueillies à l'aide de ces modèles ne sont pas fondamentalement différentes de celles que donne une analyse plus restreinte; toutefois, l'usage de modèles peut donner des évaluations quantitatives des incidences de l'immigration. De plus, il est évident que les caractéristiques du modèle et les circonstances particulières qui entourent l'immigration exerceront quelque influence sur les résultats obtenus.

QUELQUES CONCLUSIONS

L'étude et le sommaire ci-dessus ont assez approfondi la question; ils servent à faire ressortir que l'analyse des incidences économiques de l'immigration comporte de nombreux détails et est souvent complexe. En fin de compte, lorsque toutes les diverses ramifications ont été considérées, il reste la tâche très difficile de quantifier ces effets et de présenter une évaluation générale des incidences. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, dans la mesure où certains groupes, dans l'économie, sont favorisés tandis que d'autres sont désavantagés, l'évaluation définitive exigera sans doute une appréciation quelconque; mais elle exigera en même temps une analyse des coûts et avantages de l'immigration, même si certaines personnes doutent fort qu'une telle analyse puisse être pratique ou souhaitable, en ce qui a trait aux incidences de l'immigration⁴⁵. Nous n'avons pas tenté la chose dans la présente étude parce qu'avec les données disponibles, il a souvent été impossible de déterminer les divers effets économiques de l'immigration; nous avons préféré faire ressortir en général l'importance relative des incidences de l'immigration, en les comparant à celles d'autres facteurs d'évolution.

RENVOIS

¹ Milton Friedman souligne que les enfants peuvent être élevés à moins de frais dans certaines régions (rurales, en particulier) et soutient que l'exportation de population à partir de telles régions peut être considérée comme une répartition rationnelle des ressources. *Price Theory, A Provisional Text* (Chicago: Aldine Publishing Co., 1962), pp. 208-210.

² Inversement, il existe d'autres forces qui réduisent les différences dans la productivité de la main-d'œuvre entre les pays et atténuent ainsi les déplacements de main-d'œuvre. Par exemple, les mouvements de capitaux en provenance de pays où ils sont relativement abondants tendent à égaliser les gains factoriels et à réduire ainsi les incitations aux mouvements factoriels. Le commerce international de biens et services est un substitut pour les mouvements de facteurs de production et, selon certaines hypothèses rigoureuses, les prix des facteurs de production sont égalisés entre les pays sans qu'il se produise de mouvements de facteurs productifs. (Voir, par exemple, J. E. Meade, *Trade and Welfare* (Londres: Oxford University Press, 1955), partie 3.) Cela veut dire qu'un pays peut produire à des frais comparativement moindres — et partant, exporter — les biens et services qui exigent des quantités relativement plus élevées de ses facteurs moins coûteux (plus abondants), ce qui fait que le commerce international augmente la demande à l'égard de ses facteurs relativement plus abondants et en augmente ainsi les prix relatifs; de même, on importe les biens et services dont la production est comparativement plus coûteuse parce qu'ils exigent des quantités relativement considérables de facteurs rares, ce qui fait que le commerce tend à réduire, au sein du pays, la demande à l'égard des facteurs relativement plus rares et à réduire ainsi leurs prix relatifs. Toutefois, vu que les tarifs, contingents et autres entraves restreignent le commerce et, par conséquent, augmentent les différences dans les prix des facteurs entre les pays, de telles entraves favorisent les mouvements internationaux de facteurs, y compris la main-d'œuvre.

³ Voir, en particulier, H. G. Grubel et A. D. Scott, «Determinants of Migration: the Highly Skilled», *International Migration* 5:127-139; L. A. Sjaastad, «The Costs and Returns of Human Migration», *Journal of Political Economy* 70 (Supplément, octobre 1962), pp. 80-93, et J. Isaac, *Economics of Migration* (Londres: Kegan, Paul, Trench, Trubner and Co. Ltd., 1947), ch. 3.

⁴ Le revenu et les coûts dont un tel travailleur est censé tenir compte sont définis de façon très générale dans l'analyse formelle comme comprenant à la fois les éléments pécuniaires et non pécuniaires. Aussi le revenu réel prévu comprend-il non seulement le salaire qu'il prévoit gagner (et celui d'un ou de membres de sa famille), mais aussi les avantages sociaux, le niveau des impôts ainsi que les paiements et services gouvernementaux reçus en retour, le taux et la probabilité du chômage, et le coût de la vie en général; le climat, une réduction de la pollution, de meilleures conditions sociales, et la proximité des parents et amis, par exemple, sont compris dans les éléments non pécuniaires. De même, les coûts de l'immigration comprennent le passage, le coût de la vente (et du rachat) d'une maison, et le revenu perdu pendant le voyage; parmi les facteurs non pécuniaires, on compterait le fait de quitter son pays pour un autre dont le milieu linguistique, culturel et social pourrait être différent.

⁵ Et inversement, une récession ou un ralentissement, dans le pays de destination, réduirait le volume d'immigration.

Par contraste, bien qu'une récession, dans le pays d'origine, réduirait les salaires et pourrait se traduire par les mêmes prévisions d'augmentations de salaires que celles que produirait une expansion économique à l'étranger, ces salaires inférieurs existants feraient probablement qu'il deviendrait plus difficile, pour le travailleur, de couvrir ses frais de voyage; par conséquent, l'effet net sur l'immigration n'est pas clair.

⁶ Les principaux mouvements d'immigration ont été décrits et étudiés dans de nombreuses monographies. Pour une étude des mouvements d'avant-guerre, voir, par exemple, W. F. Willcox, (éd.), *International Migration*, vol. 2 (New York: National Bureau of Economic Research, 1931); pour une étude des mouvements plus récents, voir Bureau International du Travail, *Les Migrations Internationales, 1945-1957* (Genève: Bureau International du Travail, 1959), et A. T. Bouscaren, *International Migration Since 1945* (New York: Praeger, 1963).

L'étude classique la plus détaillée des fluctuations saisonnières et à court terme de l'immigration est celle de H. Jerome, *Migration and Business Cycles* (New York: National Bureau of Economic Research, 1926). De même, des études plus récentes confirment les résultats des travaux antérieurs; voir, par exemple, B. M. Fleisher, «Some Economic Aspects of Puerto Rican Migration to the United States», *Review of Economics and Statistics* 45:245-253; A. C. Kelley, «International Migration and Economic Growth, Australia: 1935-1965», *Journal of Economic History* 25:333-354; M. Wilkinson, «European Migration to the United States: An Econometric Analysis of Aggregate Labor Supply and Demand», *Review of Economics and Statistics* 52:272-279. La seule étude qui n'établit pas de rapport prononcé entre l'immigration et les taux de chômage est celle de J. Kmenta, «Australian Postwar Immigration: An Econometric Study» (thèse de doctorat, Stanford University, 1964), ch. 2; toutefois, d'autres études indiquent qu'il n'en est pas ainsi. Voir, par exemple, R. T. Appleyard, «The Effect of Unemployment on Immigration to Australia», *Economic Record* 39:65-80 et son ouvrage intitulé «The Economics of Recent Immigration to Australia from Germany and the Netherlands», *International Migration* 1:29-37.

Les rapports entre les cycles économiques plus longs et l'immigration ont été étudiés par B. Thomas, *Migration and Economic Growth: A Study of Great Britain and the Atlantic Community* (Cambridge: Cambridge University Press, 1954) (et deuxième édition, 1973); il en donne une version plus courte dans *Migration and Urban Development* (Londres: Methuen and Co. Ltd., 1972).

Pour un résumé des constatations de ces études et d'autres études connexes, voir surtout L. Parai, «Canadian International Immigration, 1953-65: An Empirical Study» (thèse de doctorat, Yale University, 1969), chapitres 1 et 2 et appendices 1 et 2, et Nations Unies, *The Determinants and Consequences of Population Trends*, ch. 6.

⁷ La documentation sur le sujet est immense. Pour des sommaires utiles des questions principales et de l'ampleur des mouvements, voir M. Blaug (éd.), *Economics of Education: 2 Selected Readings*, partie 3; W. Adams, *The Brain Drain*; Sudha Shenay, «The Movement of Human Capital», inclus dans Institute of Economic Affairs, *Economic Issues of Immigration* (Londres, 1970); A. D. Scott, «The Brain Drain – Is a Human Capital Approach Justified?» dans *Education, Income and Human Capital*, éd. W. L. Hansen (New York: Columbia University Press, 1970); G. Psacharopoulos, «On Some Positive Aspects of the Economics of the Brain Drain», *Minerva* 9:231-242; et R. G. Myers, *Education and Emigration* (New York: David McKay Company, Inc., 1972), surtout le ch. 2.

⁸ Pour deux excellents sommaires des incidences économiques de l'immigration, voir B. Thomas, *International Migration and Economic Development* (Paris: UNESCO, 1961), pp. 24-48, et Nations Unies, *The Determinants and Consequences of Population Trends*, ch. 16.

⁹ Voir, en particulier, Nations Unies, *The Determinants and Consequences of Population Trends*, ch. 16; International Labour Organization, *International Migration, 1945-57*, surtout les chapitres 8 et 10; C. P. Kindleberger, *Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1967), surtout les chapitres 2 et 10; V. Lutz, «Foreign Workers and Domestic Wage Levels with an Illustration from the Swiss Case». Banca Nazionale Del Lavoro Quarterly Review 16:3-68; W. R. Bohning, *The Migration of Workers in the United Kingdom and the European Community* (Londres: Oxford University Press, 1972); K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration* (Cambridge: Cambridge University Press, 1970), chapitres 3 et 4; Australie, *Report of the Committee of Economic Enquiry*, vol. 2, pp. 521-523, et W. D. Borrie et J. Zubrzycki, «Employment of Postwar Immigrants in Australia», *International Labour Review* 77:239-253.

¹⁰ B. Thomas, *Migration and Economic Growth: A Study of Great Britain and the Atlantic Community*.

¹¹ Voir, par exemple, S. Riemer, «Israel: Ten Years of Economic Dependence», *Oxford Economic Papers* 12:141-149, et H. W. Arndt, «The National Economy of Australia and Migration», *International Migration* 2:72-73. (Cet ouvrage a été réimprimé en tant que ch. 2 de *A Small Rich Industrial Country* (Melbourne: F. W. Cheshire Publishing Pty. Ltd., 1968).)

¹² Voir surtout A. C. Kelley, «Scale Economies, Inventive Activity, and the Economics of American Population Growth», *Explorations in Economic History* 10:35-52, et du même auteur, «Demographic Changes and American Economic Development: Past, Present and Future», dans *Economic Aspects of Population Change*, eds. E. R. Morss et R. H. Reed, pp. 9-44; R. R. Nelson et E. S. Phelps, «Investment in Humans, Technological Diffusion and Economic Growth», *American Economic Review* 56:69-75; K. Arrow, «The Economic Implications of Learning by Doing», *Review of Economic Studies* 29:155-173.

¹³ H. Heaton, *Economic History of Europe* (New York: Harper and Brothers, 1948), pp. 218-219; W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth* (Cambridge: Cambridge University Press, 1960), pp. 51-52; J. Isaac, *Economics of Migration*, ch. 2, pp. 12-16 surtout.

¹⁴ J. S. Fforde, *An International Trade in Managerial Skills* (Oxford: Oxford, Basil Blackwell, 1957), et T. H. Silcock, «Migration Problems of the Far East», ch. 18 dans *The Economics of International Migration*, éd. B. Thomas (Londres: Macmillan and Co. Ltd., 1958).

¹⁵ Voir surtout K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, chs. 5 et 6; J. McCaughey, «Migrants», dans R. F. Henderson, et autres, *People in Poverty, A Melbourne Survey* (Melbourne: University of Melbourne Press, 1970), pp. 119-145; R. T. Appleyard, *Low-Cost Housing and the Migrant Population* (Committee for Economic Development of Australia, 1963); T. Bakkers, «House Finance for Netherlands Migrants in Australia», *International Migration* 1:49-60.

¹⁶ K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, ch. 6, et P. Sharp, «Why Continue Immigration», dans Australian Institute of Political Science, *How Many Australians? Immigration and Growth*, ch. 4.

¹⁷ Voir, par exemple, K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, ch. 7; R. J. Cameron, «Immigration and the Labour Shortage», *Australian Quarterly* 22:104-112; et L. J. B. Fox, et autres, *The Impact of Immigration* (Sydney: Commonwealth Bank of Australia, 1950), pp. 12-15.

¹⁸ Voir surtout K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, ch. 9; E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration, Excess Aggregate Demand and the Balance of Payments», *Economica* 33:129-147, qui est résumé dans l'ouvrage des mêmes auteurs intitulé «Immigration: Some Economic Effects», *Lloyd's Bank Review* no 81 (1966), pp. 33-46; et J. Isaac, *Economics of Migration*, ch. 7.

¹⁹ Une population réduite dans les pays étrangers aura besoin de moins de marchandises étrangères. Mais si le revenu par tête augmente par suite de la réduction de l'offre de main-d'œuvre, la demande à l'égard de telles marchandises augmentera; les augmentations qui s'ensuivront dans les dépenses de ceux qui recevront les envois de fonds des immigrants produiront une demande additionnelle de marchandises étrangères. Ces changements dans la demande d'importations seront naturellement partagés par un certain nombre de pays commerçants.

²⁰ S'il y a un déficit net, les réserves de change étranger du pays diminueront, ou la valeur de la monnaie domestique baissera (par rapport aux devises étrangères). Dans ce dernier cas, les biens et services étrangers deviendraient plus coûteux; les conditions où s'exerce le commerce du pays en souffriraient. C'est l'inverse qui se produirait, naturellement, s'il y avait un surplus net dans la balance des paiements.

²¹ Voir surtout J. J. Spengler, «The Economic Effects of Migration», dans Milbank Memorial Fund, *Selected Studies of Migration Since World War II* (New York, 1958), pp. 172-192, et du même auteur, «Effects Produced in Receiving Countries by Pre-1939 Immigration», dans *The Economics of International Migration*, éd. B. Thomas, ch. 2, et P. H. Karmel, «The Economic Effects of Immigration», dans H. E. Holt, et autres, *Australia and the Migrant* (Sydney: Angus and Robertson, 1953).

²² J. Isaac, *Economics of Migration*, pp. 200 et suiv.; V. Lutz, «Foreign Workers and Domestic Wage Levels, with an Illustration from the Swiss Case»; L'Organisation Internationale du Travail, Rapports et Enquêtes, «La main-d'œuvre étrangère en Suisse», *Revue Internationale du Travail*, février 1963, pp. 152-177.

²³ De même, les prix relatifs des facteurs de production qui sont des substituts pour la main-d'œuvre immigrante — et pour la main-d'œuvre à l'égard de laquelle les prix relatifs ont baissé — diminueront, tandis que les prix relatifs des facteurs qui font complément augmenteront.

Que les prix *relativement plus bas* comportent des prix *absolus plus bas* dépend de l'effet net des incidences opposées du revenu et de la substitution. C'est-à-dire qu'une efficacité et une expansion économique accrues augmenteront les prix absolus des facteurs, tandis que l'offre relativement plus abondante fera baisser ces prix. En outre, dans la mesure où les biens achetés par les travailleurs peuvent comporter une forte proportion relative de main-d'œuvre, la baisse du prix relatif de ces biens représenterait une augmentation des salaires réels reçus.

²⁴ Et comme on l'a vu, les immigrants feront aussi des dépenses; dans la mesure où leurs goûts diffèrent de ceux des autochtones, la tendance de la demande de biens et services sera modifiée, ce qui influera encore sur les prix relatifs. De même, la tendance de la demande venant des autochtones changera en même temps que leurs revenus changeront.

²⁵ Voir, par exemple, J. J. Spengler, «The Economic Effects of Migration», pp. 176-181; K. Jones et A. D. Smith, *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, ch. 8; E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration — Some Long Term Economic Consequences», *Economia Internazionale* 21:281-300, 515-524, qui est résumé dans l'ouvrage des mêmes auteurs intitulé «Immigration: Long-Run Economic Effects», *Lloyd's Bank Review*, no 87 (1968), pp. 15-25, et dans E. J. Mishan, «Does Immigration Confer Economic Benefits on the Host Country?» dans Institute of Economic Affairs, *Economic Issues of Immigration*, ch. 5; W. M. Corden, «The Economic Limits to Population Increase», *Economic Record* 31:242-260; G. D. A. MacDougall, «The Benefits and Costs of Private Investment from Abroad: A Theoretical Approach», *Economic Record* 36:13-35; et P. J. Lloyd, «Immigration Policy: An Economist's View» (Australian National University, 1970).

²⁶ Pour une analyse récente de l'effet du capital humain sur la croissance, voir L. Neal et P. Uselding, «Immigration: A Neglected Source of American Economic Growth: 1790 to 1912», *Oxford Economic Papers* 24:68-88.

²⁷ Tel qu'étudié du point de vue particulier de l'immigration, voir A. N. E. Jolley, «Immigration and Australian Postwar Economic Growth», *Economic Growth* 47:47-59.

²⁸ Pour un important sommaire de cette documentation, voir Nations Unies, *Determinants and Consequences of Population Trends*, chs. 12 et 13; pour une excellente revue de la relation entre l'immigration et la population optimale, voir J. Isaac, *Economics of Migration*, ch. 4.

²⁹ Par exemple, E. F. Denison, *The Sources of Economic Growth in the United States and the Alternatives Before Us* (New York: Committee for Economic Development, 1962), surtout aux chs. 21 et 23, estime que 20 p. 100 de l'accroissement du revenu national total — et 36 p. 100 de l'accroissement du revenu national par personne employée — durant la période de 1929-1957 était attribuable à des progrès scientifiques; de même, E. F. Denison, *Why Growth Rates Differ, Postwar Experience in Nine Western Countries* (Washington, D.C.: The Brookings Institution, 1967), ch. 21, estime que durant la période de 1950-1962, 20 p. 100 de l'accroissement du revenu national par personne employée dans l'Europe du Nord-Ouest était attribuable aux progrès scientifiques.

- ³⁰ H. W. Arndt, «The National Economy of Australia and Migration», *International Migration* 2 (no 1, 1964), p. 70.
- ³¹ N. Kaldor, *Causes of the Slow Rate of Economic Growth of the United Kingdom* (Cambridge: Cambridge University Press, 1966); C. P. Kindleberger, *Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply*; et Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, Nations Unies, *Some Factors in Economic Growth in Europe During the 1950s* (deuxième partie de *Economic Survey of Europe in 1961*) (Genève: Nations Unies, 1964).
- ³² Toutefois, C. P. Kindleberger, *Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply*, pp. 203-204, cite des faits historiques pour démontrer que la stabilité des salaires n'a pas nécessairement empêché qu'on adopte des innovations visant à réduire la main-d'oeuvre nécessaire.
- ³³ A. P. Lerner, «Immigration, Capital Formation, and Inflationary Pressure», dans *The Economics of International Migration*, éd. B. Thomas, ch. 3; P. H. Karmel, «The Economic Effects of Immigration», et W. M. Corden, «The Economic Limits to Population Increase».
- ³⁴ Pour un excellent sommaire du concept de l'équation, voir J. S. L. Winder, «Structural Unemployment», ch. 4, dans *The Canadian Labour Market*, eds. A. Kruger et N. M. Meltz (Toronto: Centre for Industrial Relations, University of Toronto, 1968), pp. 156-164 surtout.
- ³⁵ H. W. Arndt, «The National Economy of Australia and Migration»; E. J. B. Foxcroft, et autres, *The Impact of Immigration*; S. Riemer, «Israel: Ten Years of Economic Dependence»; U. Bahral, *The Effect of Mass Immigration on Wages in Israel* (Jerusalem: Falk Project for Economic Research in Israel, 1965); E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration, Excess Aggregate Demand and the Balance of Payments», et «Immigration: Some Economic Effects».
- ³⁶ V. Lutz, «Foreign Workers and Domestic Wage Levels with an Illustration from the Swiss Case»; C. P. Kindleberger, *Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply*, p. 4; T. Bain et A. Puga, «Foreign Workers and the Intra-Industry Wage Structure in West Germany», *Kyklos* 25 (no 4, 1972), pp. 820-824.
- ³⁷ Voir W. M. Corden, «The Economic Limits to Population Increase»; M. W. Reder, «The Economic Consequences of Increased Immigration», *Review of Economics and Statistics* 45:221-230; J. J. Spengler, «The Economic Effects of Migration», et E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration: Some Long Term Economic Consequences».
- ³⁸ La part revenant à un facteur particulier quelconque est égale à

$$\frac{(\text{prix de ce facteur particulier}) \times (\text{quantité de ce facteur})}{(\text{prix moyen de tous autres facteurs}) \times (\text{quantités des autres facteurs})}$$

Les changements dans la part du revenu d'un facteur peuvent donc être considérés utilement comme étant déterminés par deux éléments: les changements dans les prix relatifs des facteurs et les changements dans le rapport des facteurs. C'est pourquoi l'étude des changements dans les parts des facteurs consiste à analyser ces changements et à déterminer la mesure dans laquelle ils s'interpénètrent, vu que les combinaisons suivant lesquelles les facteurs peuvent être utilisés en production sont déterminées de façon technique par les méthodes existantes de production.

Dans le cas d'un facteur dont l'offre n'a pas changé par suite de l'immigration, par exemple: l'offre de travailleurs autochtones, le rapport entre ce facteur et tous autres facteurs a baissé, par définition; en outre, dans les cas où les facteurs autochtones sont des substituts pour (ou en concurrence avec) la main-d'oeuvre immigrante, la baisse de leurs prix relatifs contribue encore à la diminution de leur part de revenu. Inversement, là où les prix relatifs des facteurs ont augmenté — comme dans les facteurs complémentaires — la part de revenu de tels facteurs augmentera si le changement dans les prix relatifs dépasse la baisse du rapport factoriel.

- ³⁹ Il conviendrait peut-être de souligner qu'une baisse dans la part de revenu d'un facteur ou d'un particulier ne signifie pas nécessairement que le revenu *absolu* du facteur a baissé. Par exemple, le revenu absolu en salaire d'un travailleur autochtone augmentera si les économies d'échelle, la répartition plus efficace des ressources ou la technologie améliorée qui découlent de l'immigration suffisent à compenser la baisse des salaires provenant de l'accroissement de l'offre de main-d'oeuvre. En d'autres mots, si le produit total de l'économie augmente, une part ou proportion réduite de ce produit peut néanmoins représenter un revenu absolu accru.
- ⁴⁰ J. Kmenta, *Australian Postwar Immigration: An Econometric Study*, ch. 6, dont le modèle et ses résultats ont été publiés dans «An Econometric Model of Australia, 1948-61», du même auteur, *Australian Economic Papers* 5:131-164; J. H. Duloy, «Structural Changes Due to Immigration: An Econometric Study», *Australian Economic Papers* 6:223-233; New Zealand Monetary and Economic Council, *Increased Immigration and the New Zealand Economy*; E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration, Excess Aggregate Demand and the Balance of Payments», et des mêmes auteurs, «Immigration — Some Long Term Economic Consequences», donnent une analyse rigoureuse de leur modèle, tandis qu'une présentation simplifiée est donnée dans E. J. Mishan, «Does Immigration Confer Economic Benefits on the Host Country?».

⁴¹ J. Kmenta, *Australian Postwar Immigration: An Econometric Study*, p. 210; nous rencontrons sensiblement les mêmes commentaires dans «An Econometric Model of Australia, 1948-61», p. 147.

⁴² J. Kmenta a postulé un modèle à quinze équations dont les paramètres ont été évalués empiriquement à partir des données annuelles appropriées applicables à la période de 1946-1961. On pourrait compter que l'immigration produit un effet dans la plupart de ces relations; en conséquence, l'immigration a été présentée sous une forme influant sur l'«interception» plutôt que sur le «coefficient d'inclinaison» des équations. Ce n'est que dans les équations applicables à la demande des entreprises à l'égard d'investissements en capital fixe et à la demande d'importations que l'immigration a constitué une variable d'une importance statistique quelconque; mais comme Duloy l'a démontré, une détermination plus juste de la relation aurait fait ressortir l'importance de l'immigration dans d'autres équations également.

En retraçant l'effet de l'immigration sur les investissements et les importations à l'aide du modèle, Kmenta a constaté «... qu'un afflux net courant de 1,000 immigrants augmente de £1.9 million la demande d'importations et de £0.4 million la demande de capital fixe commercial/industriel; par conséquent, la consommation est réduite de £1.9 million et le produit national brut de £3.7 millions. Apparemment, l'immigration ne produit aucun effet immédiat sur les prix, mais la productivité baisse et en conséquence, le salaire moyen diminue.» (*Australian Postwar Immigration: An Econometric Study*, p. 220.)

⁴³ E. J. Mishan et L. Needleman, «Immigration: Long-Run Economic Effects», *Lloyd's Bank Review* 87:15-16.

Dans leur analyse rigoureuse, Mishan et Needleman essaient de quantifier ces effets. En prenant diverses valeurs probables des paramètres de leurs postulats concernant les rapports, ils peuvent calculer la portée probable des changements intervenant dans des facteurs comme, par exemple, l'excès de la demande, la balance des paiements et les divers taux de croissance.

⁴⁴ New Zealand Monetary and Economic Council, *Increased Immigration and the New Zealand Economy*, p. 15.

⁴⁵ Voir, par exemple, R. T. Appleyard, «Immigration and the Australian Economy», dans Australian Institute of Political Science, *How Many Australians? Immigration and Growth*, p. 6, qui fait écho aux réserves exprimées plus tôt par H. Arndt. Par contraste, voir C. P. Kindleberger, *Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply*, ch. 10, et E. Gehmacher, «Economic and Social Cost-Benefit Analysis of Foreign Workers Occupation», communication présentée à la conférence «Policy and Research Migration», University of Waterloo, octobre 1973.

L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE

Le but du présent chapitre est de décrire brièvement la nature des données disponibles sur l'immigration vers le Canada et l'émigration du Canada ainsi que les restrictions qu'elles comportent, et de résumer les principales caractéristiques de ces mouvements. C'est dans cette optique que nous pourrons analyser les incidences économiques de ces déplacements au chapitre suivant.

STATISTIQUES DISPONIBLES SUR L'IMMIGRATION¹

Ceux qui sont admis au Canada à titre d'«immigrants reçus» sont comptés comme immigrants; leur nombre ainsi que des renseignements détaillés sur leurs caractéristiques sont consignés par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration à partir de formules remplies par les immigrants eux-mêmes. Les statistiques ainsi recueillies et publiées tous les trimestres et tous les ans² comportent un certain nombre de lacunes, surtout depuis 1967. On a commencé alors à accorder le statut d'«immigrant reçu» à des non-résidents habitant déjà au Canada; ces personnes sont donc effectivement arrivées avant la date à laquelle elles ont été inscrites comme arrivantes. Les données disponibles ne font aucune distinction — comme en comportent les statistiques australiennes, par exemple — entre les immigrants qui ont l'intention de rester au Canada pendant une longue période de temps et ceux qui ne prévoient y demeurer que peu de temps.

La lacune la plus sérieuse tient au fait qu'il n'existe pas de statistiques officielles canadiennes sur l'émigration du Canada³. On peut obtenir des chiffres incomplets en utilisant les statistiques américaines sur l'immigration des États-Unis en provenance du Canada, et les données britanniques sur les émigrants canadiens arrivant en bateau au Royaume-Uni.

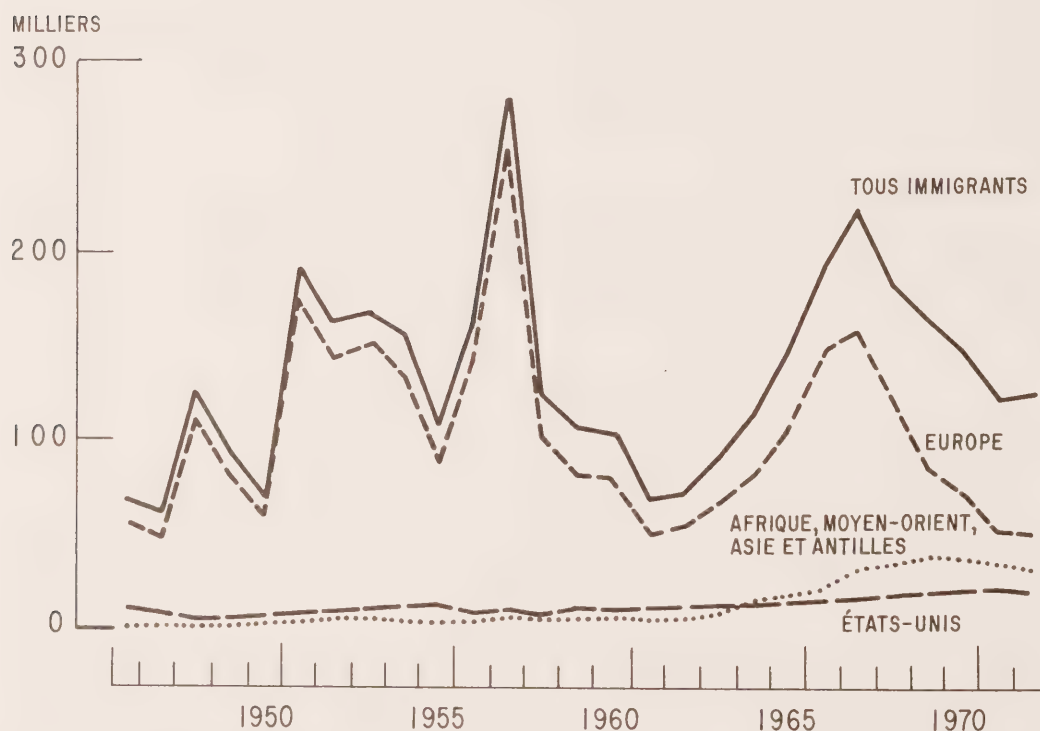
Les données applicables aux immigrants qui résident encore au Canada sont disponibles à partir de deux sources principales: le recensement décennal et diverses enquêtes. Le recensement fournit non seulement des renseignements détaillés sur de nombreuses caractéristiques des immigrants, mais encore un moyen (avec les données disponibles sur l'immigration, les naissances et les décès) d'évaluer l'émigration entre les recensements. Des sondages réguliers, comme l'enquête sur les revenus et dépenses des familles et l'enquête sur la main-d'oeuvre faite tous les ans, en février, font ressortir les différentes caractéristiques de ces immigrants et fournissent des données annuelles pour les années intercensales. De plus, une enquête longitudinale — c'est-à-dire une enquête qui permet de recueillir des renseignements sur un même groupe au cours d'une certaine période de temps — que mène présentement le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, recueille des renseignements portant, entre autres choses, sur l'adaptation économique de ces immigrants.

L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE

Le Graphique 4.1 présente un sommaire du total de l'immigration annuelle au Canada, selon les principaux pays de dernière résidence permanente. Au cours des années 1946-1972, près de 3.7 millions d'immigrants sont arrivés au Canada; ce nombre n'est dépassé que par les 7.5 millions d'immigrants qui se sont dirigés vers les États-Unis pendant la même période, et par les 3.9 millions d'immigrants admis en Australie⁴. La source principale d'immigrants pour le Canada a été le Royaume-Uni et l'Irlande, et plus de 85 p. 100 de tous les immigrants arrivés au Canada après la guerre provenaient de l'Europe et des États-Unis. Toutefois, depuis 1961⁵ et surtout depuis 1967, la proportion des immigrants venant des Antilles, du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Afrique a nettement augmenté; durant la décennie de 1940-1950, 4.5 p. 100 de tous les immigrants arrivés au Canada sont venus de ces pays, par rapport à 23 p. 100 au cours des six dernières années. Par contraste, l'immigration en provenance de l'Europe est tombée de 87 à 57 p. 100 pendant la même période. L'autre caractéristique de ces données qu'il convient de souligner a trait aux fluctuations marquées survenues dans l'immigration annuelle.

GRAPHIQUE 4.1

Immigrants arrivés au Canada, selon les principaux pays de dernière résidence permanente, 1946-1972



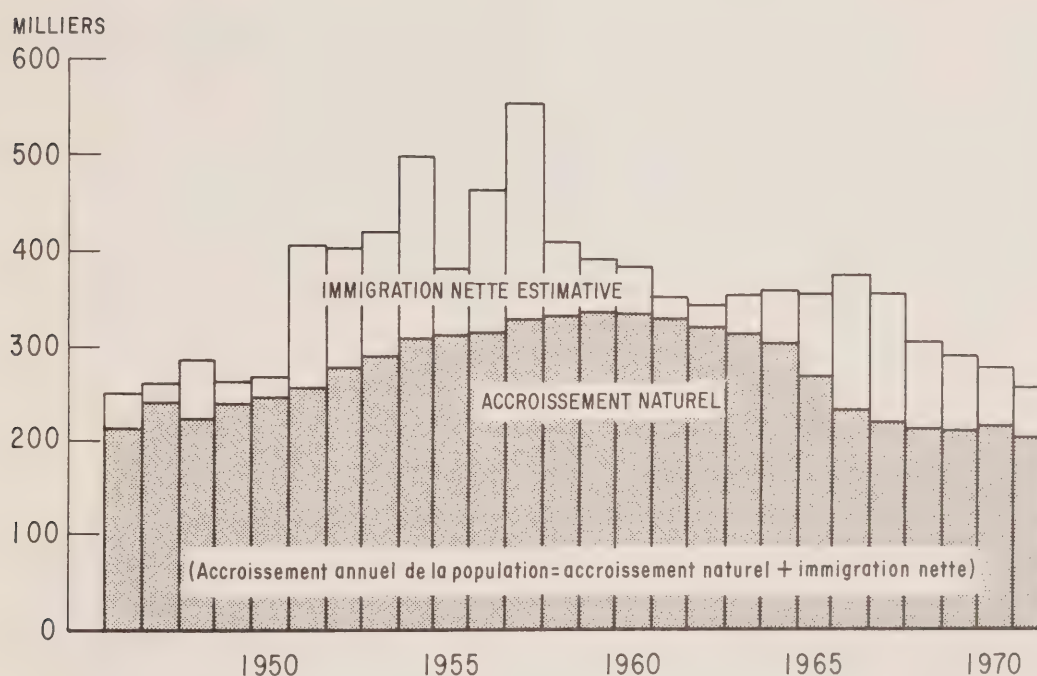
SOURCE: Tableau A.1

IMMIGRATION NETTE ESTIMATIVE

Le Graphique 4.2 donne une bonne idée de l'importance de cette immigration dans l'après-guerre, en particulier de l'immigration nette estimative. Au cours de la période 1946-1971, la population du Canada a augmenté de près de 9.2 millions de personnes; l'immigration s'est totalisée par un peu plus de 3.5 millions et l'émigration estimative a été de 1.5 million, ce qui donne une immigration nette estimative de 2.0 millions, ou 22 p. 100 de l'accroissement de la population. Il faut aussi noter que l'immigration nette estimative varie considérablement, ces fluctuations étant comparables à celles de l'immigration brute; l'accroissement naturel a commencé à baisser au cours de la dernière décennie.

GRAPHIQUE 4.2

Éléments principaux de l'accroissement démographique annuel au Canada, 1946-1971



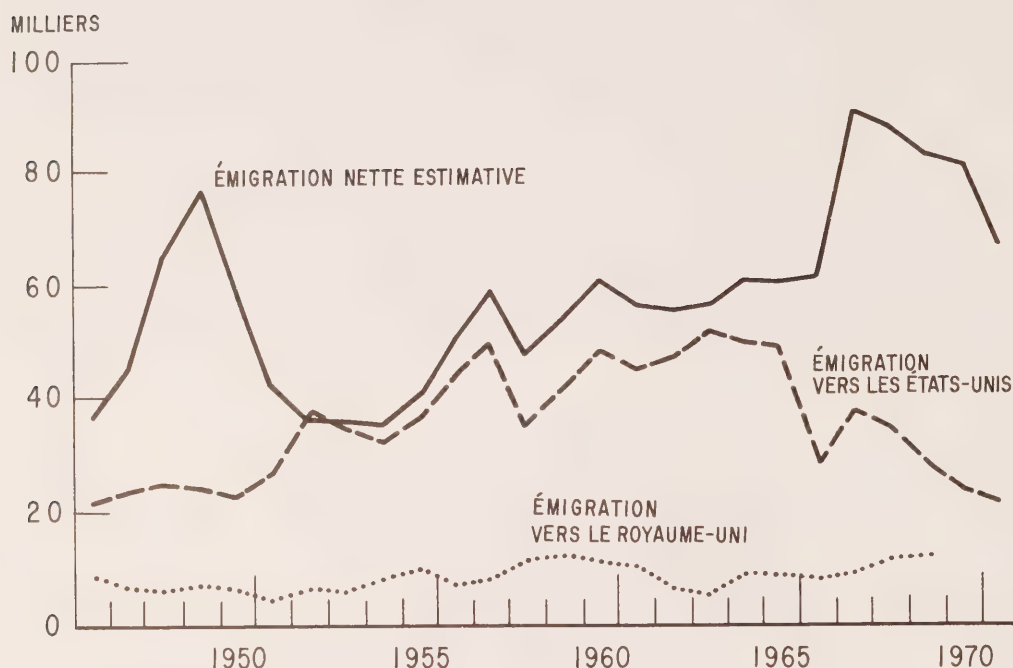
SOURCE: Tableau A.2

Le Graphique 4.3 illustre l'émigration estimative⁶ et les données enregistrées sur l'émigration du Canada vers le Royaume-Uni et les États-Unis. On notera que le déplacement le plus important se fait vers les États-Unis, que cette émigration vers les États-Unis a augmenté avec les années pour ralentir nettement après 1965, année de l'entrée en vigueur de nouveaux règlements américains sur l'immigration; en vertu de ces nouvelles dispositions, les candidats à l'immigration aux États-Unis, quel que soit leur pays de provenance, n'y sont admissibles que s'ils doivent remplir

des postes vacants qui ne peuvent être remplis par des Américains, ce qui fait que la préférence accordée aux Canadiens dans le passé n'existe plus⁷.

GRAPHIQUE 4.3

Émigration du Canada, 1946-1971



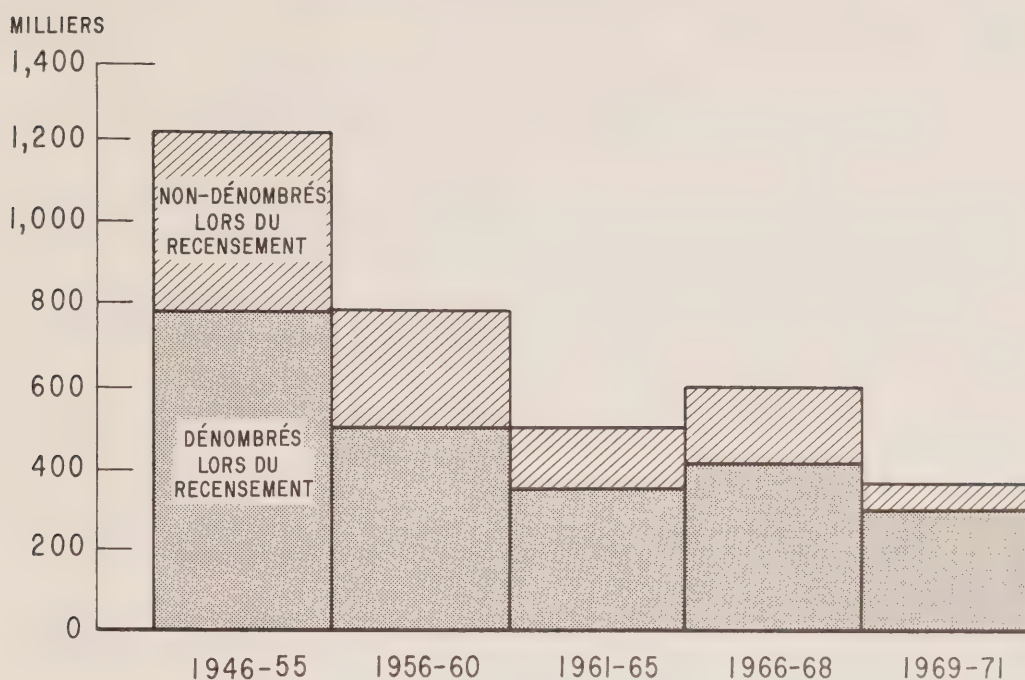
SOURCE: Tableaux A.2 et A.3

Les chiffres de l'émigration estimative reflètent en réalité l'émigration totale du Canada moins le nombre de Canadiens de retour⁸, il est donc intéressant de comparer ces chiffres estimatifs de l'émigration à ceux de l'émigration du Canada vers les États-Unis et le Royaume-Uni, pour avoir une idée de l'ampleur possible de l'émigration vers d'autres pays. La plupart des années, les différences entre les deux groupes de données sont relativement faibles, ce qui indique que l'émigration du Canada vers le reste du monde ne diffère pas beaucoup du nombre (net) de Canadiens qui reviennent au pays.

Les données des recensements fournissent d'autres renseignements intéressants. Comme l'indique le Graphique 4.4, environ les deux tiers des immigrants arrivés au Canada dans l'après-guerre y étaient encore en juin 1971; il faut supposer que les autres sont retournés dans leur pays ou ont émigré ailleurs, sont décédés ou n'ont pas été dénombrés. De plus, si l'on compare les 2.3 millions d'immigrants arrivés dans l'après-guerre et habitant encore au Canada en juin 1971, à l'immigration nette estimative de 2.0 millions durant la période de 1946 à 1971, on peut dire qu'environ 300,000 personnes nées au Canada et immigrants arrivés dans l'avant-guerre ont émigré du Canada au cours de cette période.

GRAPHIQUE 4.4

Immigrants d'après-guerre admis au Canada, et résidant
au Canada lors du recensement de 1971



SOURCE: Tableau A.4

Cette analyse générale indique clairement qu'il existe un flux appréciable d'émigration brute en provenance du Canada, qui compense dans une certaine mesure l'effet de l'immigration brute. Néanmoins, l'immigration nette a produit un effet assez considérable. Comme on l'a vu, l'immigration nette a compté pour 22 p. 100 de l'accroissement de la population après la guerre; lors du recensement de 1971, environ un résident canadien sur neuf — (ou plus précisément 10.9 p. 100) — était un immigrant arrivé dans l'après-guerre⁹. Si l'on n'utilise que les données détaillées disponibles sur l'immigration, on se fera une idée générale des incidences de l'immigration, mais les résultats qui en découleront exagéreront l'effet; en conséquence, il faut ajuster les données applicables à l'immigration brute, ou à défaut de ce faire, tenir compte des lacunes que présentent ces statistiques détaillées.

RENVOIS

¹ Pour une étude plus détaillée, voir L. Parai, *Immigration and Emigration of Professional and Skilled Manpower During the Postwar Period*, Étude spéciale n° 1 préparée à l'intention du Conseil économique du Canada (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965), pp. 95-101.

² Les données se trouvent dans trois publications principales: ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, *Immigration Statistiques trimestrielles et Statistiques sur l'Immigration* (publication annuelle), et Statistique Canada, *Annuaire du Canada*.

³ Les statistiques sur l'immigration ne comprennent pas non plus les résidents qui reviennent au pays.

⁴ Pour une comparaison détaillée avec l'Australie, voir L. Parai, «International Immigration into Australia and Canada, 1946-71» (University of Western Ontario, juin 1973).

⁵ Le changement important dans le Règlement sur l'immigration au Canada — et de fait, dans la politique même — qui a fait que le niveau d'instruction, la formation et les aptitudes ont remplacé les origines géographiques comme critères principaux régissant l'admission, est entré en vigueur le 1er février 1962, après avoir été annoncé le mois précédent. (Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 1962, vol. 1, pp. 11-13.) Toutefois, dans bien des cas, les données disponibles indiquent que l'année 1961 marque un changement net et, en conséquence, c'est cette année-là qui a été choisie pour délimiter la période; de plus, il semble que la politique ait effectivement été changée en 1961. Par exemple, au début de 1961, on a souligné au cours d'un débat que

«Nous voici . . . devant quelque chose de neuf [règlements sur l'immigration]. Il semble qu'on ait récemment mis encore une condition. Le ministre [de l'immigration] en a fait l'annonce à Guelph il y a peu de temps en parlant des immigrants ayant une spécialité. Pour m'assurer que je ne citerai pas de travers, j'ai sous les yeux le discours en cause. Voici ce qu'on y trouve à la page 8 du texte:

«Nous rendons un très mauvais service à l'immigrant et à la communauté nationale lorsque nous faisons venir chez nous des gens qui n'ont ni métier, ni spécialité, ni profession, ni aptitudes techniques, ni quelque autre genre de formation adaptée aux exigences d'un monde de plus en plus technique.

«Si on me demandait à quoi je reconnais qu'un immigrant est acceptable, je répondrais, je pense, que cela dépend de ce qu'il peut apporter au progrès, à la force et au bien-être de la communauté canadienne. Ce critère peut paraître égoïste à première vue, mais après un peu de réflexion, on conviendra avec moi que c'est le seul qui soit juste et logique.»

«Peu s'inscriront en faux contre cela, mais le ministre, l'honorable Ellen L. Fairclough, dira-t-elle au comité, puisqu'elle ne l'a pas dit au pays, si c'est maintenant là l'exigence prioritaire de la politique d'immigration. . . ?» (Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 1960-1961, vol. 2, p. 1978.)

Par conséquent, les sous-périodes utilisées fréquemment dans cette analyse sont: 1946-1950 — période d'ajustement venant immédiatement après la guerre; 1950-1960 — période durant laquelle l'origine géographique constituait le principal critère pour l'admission; 1961-1966 — période durant laquelle le Règlement de février 1962 a pris effet; 1967 — période durant laquelle le système actuel de points a été appliqué.

Occasionnellement, les données prises dans d'autres études ne sont pas disponibles pour ces sous-périodes; et dans un cas couvrant une période de 20 ans, il a été plus approprié de prendre des sous-périodes égales de 5 ans.

⁶ Les chiffres annuels estimatifs portant sur l'émigration sont obtenus en tant que résidus de l'identité: changement dans la population annuelle \equiv naissances moins décès plus immigration moins émigration.

Les estimations de population faites au Canada pour les données intercensales sont fondées sur les statistiques disponibles applicables aux résidents canadiens immigrants aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui sont fournies par ces deux pays; et à l'époque du recensement, la différence entre la population estimative et la population dénombrée est répartie sur les années précédentes (entre recensements). En conséquence, les chiffres estimatifs applicables à l'émigration comprennent les erreurs résiduelles des estimations ainsi que le mouvement net de résidents, qui comprend l'émigration vers des pays autres que les États-Unis et le Royaume-Uni moins tous les résidents revenant de l'étranger. (On trouvera dans l'*Annuaire du Canada*, 1970-1971, p. 256, une description plus détaillée de la construction de ces estimations de population.)

⁷ Pour un bref sommaire de ces changements dans les règlements sur l'immigration aux États-Unis, voir P. Rodino, «New Immigration Laws in Retrospect», *International Migration Review* 2: 56-61; on trouvera des études plus détaillées dans «U.S. Immigration: Policies, Procedures, Problems», *International Migration Review* 4:3-89; «The New Immigration», *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 367.

⁸ Plus, naturellement, les erreurs résiduelles des estimations et, en conséquence, il ne faut pas attacher trop d'importance à un chiffre annuel quelconque.

⁹ Cela se compare à 8.3 p. 100 en 1961. De même, on pourra noter que 15.3 p. 100 des résidents canadiens étaient immigrants à l'époque du recensement de 1971, comparativement à 15.6 p. 100 en 1961.

LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AU CANADA DANS L'APRÈS-GUERRE

L'immigration vers le Canada continue de faire l'objet d'une recherche considérable, et il existe une documentation de plus en plus volumineuse sur les immigrants eux-mêmes et leurs nombreux effets sur le Canada¹. Nous n'analyserons, dans les pages qui suivent, qu'une partie de ce vaste sujet et de la documentation abondante qui l'accompagne. Le but du présent chapitre est de passer en revue, et peut-être aussi d'approfondir, les données qui existent sur les incidences économiques de l'immigration dans l'après-guerre au Canada. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous utiliserons la façon d'aborder la question et le cadre analytique mentionnés au Chapitre 3.

L'AMPLEUR ET LA COMPOSITION DE L'IMMIGRATION AU CANADA

L'ampleur et la composition de l'immigration au Canada dans l'après-guerre ont déjà été mentionnées au chapitre précédent. L'immigration au Canada dans l'après-guerre s'est établie en moyenne à plus de 135,000 personnes par an et a fluctué considérablement, comme le montre le Graphique 4.1, passant d'un minimum de 64,000 en 1947 à un sommet de 282,000 en 1957; l'Europe continue d'être la principale source d'immigrants, mais surtout depuis 1961, une proportion grandissante d'immigrants viennent de l'Asie, de l'Afrique, du Moyen-Orient et des Antilles. Ces changements peuvent s'expliquer en fonction des déterminants de l'immigration mentionnés au Chapitre 3.

Les fluctuations de l'immigration annuelle

Le rapport inverse entre l'immigration et le taux de chômage au Canada a fait l'objet de nombreux travaux de recherche et d'une abondante documentation². On a calculé, par exemple, qu'il suffit en moyenne d'une augmentation de 1 p. 100 du taux de chômage pour créer une réduction d'environ 30,000 immigrants l'année suivante³. Cette corrélation est normale pour plusieurs raisons.

Dans une situation où l'immigration n'est soumise à aucune restriction, un accroissement du chômage dans le pays de destination représente des possibilités d'emploi moins nombreuses et donc une hausse du coût du déplacement, le travailleur devant attendre plus longtemps avant de se trouver un emploi. En conséquence, le rendement net escompté par suite du déplacement se trouve réduit, et un plus petit nombre de travailleurs décideront d'immigrer.

La politique d'immigration accentue d'autre part la façon dont les mouvements d'immigration obéissent aux changements dans le taux de chômage. Comme on l'a vu au Chapitre 2, il a été question, au cours des années, d'admettre les immigrants en tenant compte de la capacité d'assimilation du pays d'accueil; toutefois, ni la Loi sur l'immigration ni les règlements adoptés par la suite ne précisent l'objectif annuel (ou à long terme) à atteindre en matière d'immigration. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Le concept de la capacité d'absorption — comme celui d'une population optimale — est un concept dynamique; la capacité d'absorption dépend de la croissance, des connaissances technologiques et autres facteurs de production⁴. En conséquence, on s'est employé surtout à répondre aux besoins à court terme du marché national du travail. Le système actuel de sélection accorde un cinquième des points pour les offres et possibilités d'emploi dans la région de destination, par exemple. Dans le passé, on tentait de la même façon d'encourager les travailleurs immigrants à venir au Canada lorsque les possibilités d'emploi étaient excellentes, et de les décourager de venir lorsqu'elles étaient mauvaises⁵; ce système, souvent décrit comme une politique consistant à ouvrir et à fermer le robinet pourrait, suppose-t-on, avoir influé sur l'immigration annuelle de même que sur sa composition⁶.

Un certain nombre d'autres influences ont contribué manifestement aux fluctuations observées dans l'immigration annuelle. L'immigration vers le Canada augmente généralement lorsque le revenu réel, au Canada, augmente par rapport à celui des autres pays; et bien que cela ne soit pas aussi uniforme, l'immigration vers le Canada décroît lorsque les taux de chômage des pays d'origine décroissent⁷. Enfin, il est évident que la venue au Canada d'un nombre considérable d'immigrants en 1957 était attribuable, dans une importante mesure, à des causes politiques, plus précisément à la crise de Suez et à la révolution hongroise, survenues l'année précédente⁸.

La composition de l'immigration au Canada

De même, la composition de l'immigration vers le Canada peut s'expliquer comme étant le résultat, non seulement de diverses influences générales, mais aussi de la politique d'immigration. Comme on l'a déjà supposé, certains particuliers et certaines familles qui veulent accroître leur bien-être immigrer volontairement au Canada; on peut donc présumer que les immigrants arrivant au Canada viennent de pays plus pauvres et/ou présentant des conditions socio-politiques moins favorables, et à moins que la pauvreté ne les empêche de se déplacer, les immigrants originaires de pays pauvres et à forte population devraient prédominer. Cependant, la politique d'immigration modifie sensiblement le volume et la composition des mouvements d'immigration possibles.

La politique canadienne dans l'après-guerre et les règlements antérieurs à 1962 favorisaient particulièrement l'immigration en provenance du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis, et dans une moindre mesure, des autres pays européens; l'Asie et l'Afrique étaient virtuellement exclues⁹. Cette distinction injuste, fondée sur la race, fut officiellement éliminée à la faveur des changements aux règlements d'immigration annoncés au début de 1962; toutefois, le nombre des bureaux d'immigration ne s'est accru que très lentement dans les pays situés à l'extérieur de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Il n'est donc pas étonnant que la plus forte proportion d'immigrants soit venue de l'Europe et des États-Unis, et ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que l'immigration en provenance de l'Asie, de

l'Afrique et du Moyen-Orient a pris de l'importance. De plus, cette concentration d'immigrants en provenance d'un nombre relativement faible de régions s'est renforcée par la tendance des immigrants venus plus tôt à encourager leurs parents et amis à les rejoindre au Canada, et les dispositions relatives au parrainage prévues par les règlements d'immigration, au cours des années, ont fait que cette tendance a exercé nettement ses effets¹⁰.

Sur le plan de l'âge et des caractéristiques professionnelles, la composition de l'immigration au Canada dans l'après-guerre ressemble à celle des immigrants de date récente dans la plupart des autres pays. Ainsi qu'on le verra en détail à la section suivante, les immigrants se trouvent surtout parmi les groupes en âge de travailler, et de plus en plus dans les groupes de travailleurs intellectuels, techniques et spécialisés.

LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AU CANADA

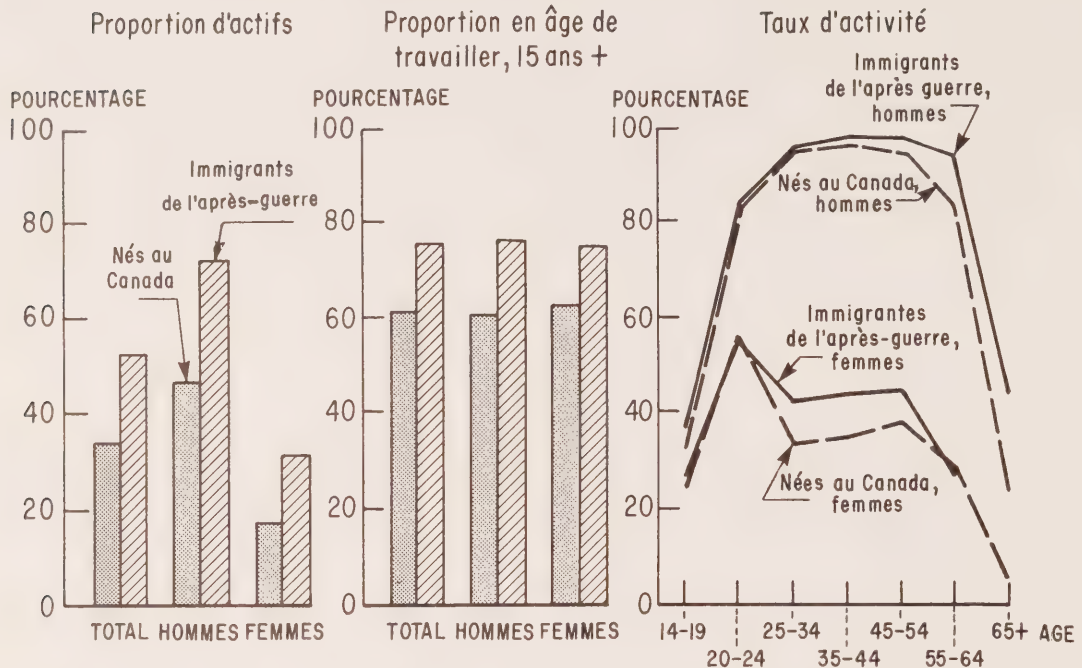
Comme il existe des données détaillées considérables sur les caractéristiques de la main-d'oeuvre immigrante au Canada, et que les incidences de l'immigration sur la main-d'oeuvre canadienne sont celles qui sont le plus facile à décrire, il n'est pas étonnant que cet aspect particulier de l'immigration continue à faire l'objet de nombreuses études. Par contraste, on sait comparativement peu de choses sur l'accumulation des connaissances technologiques et des talents d'entrepreneur, ce qui fait que les études portant sur l'effet de l'immigration dans ce domaine sont peu nombreuses. Divers travaux de recherche ont été effectués relativement aux autres effets de l'immigration au Canada, et cette diversité de la recherche se traduit dans la matière de la présente section.

La main-d'oeuvre¹¹

Vu que, dans l'après-guerre, la proportion de travailleurs a été plus forte parmi les immigrants que parmi les personnes nées au Canada, l'immigration a augmenté la proportion des travailleurs au sein de la population totale du pays. Comme le montre le Graphique 5.1, un peu plus de la moitié de tous les immigrants arrivés dans l'après-guerre avaient l'intention de se joindre aux effectifs ouvriers, tandis qu'un peu moins d'un tiers de toutes les personnes nées au Canada faisaient partie de la population active à l'époque du recensement de 1961¹². Cette forte concentration de travailleurs parmi les immigrants est attribuable en grande partie à deux facteurs: la plus forte concentration des immigrants dans des groupes en âge de travailler, et les taux plus élevés de participation des immigrants dans chaque groupe d'âges. Au moment de leur arrivée, près des trois quarts de tous les immigrants appartenaient au groupe en âge de travailler de 15 ans et plus, tandis que parmi les résidents nés au Canada dénombrés lors du recensement de 1961, un peu plus des trois cinquièmes appartenaient à ce groupe d'âge; de plus, comme l'indique le Graphique 5.1, les taux d'activité dans les groupes d'âges particuliers sont plus élevés chez les immigrants¹³.

GRAPHIQUE 5.1

Certaines caractéristiques des immigrants de l'après-guerre, 1946-1972, et des Canadiens de naissance, recensement de 1961⁽¹⁾



(1) SAUF LES TAUX D'ACTIVITÉ, QUI S'APPLIQUENT AUX IMMIGRANTS DE L'APRÈS-GUERRE ARRIVÉS AVANT 1967, ET AUX CANADIENS D'ORIGINE FAISANT PARTIE DE L'ÉCHANTILLON DE FÉVRIER 1967.

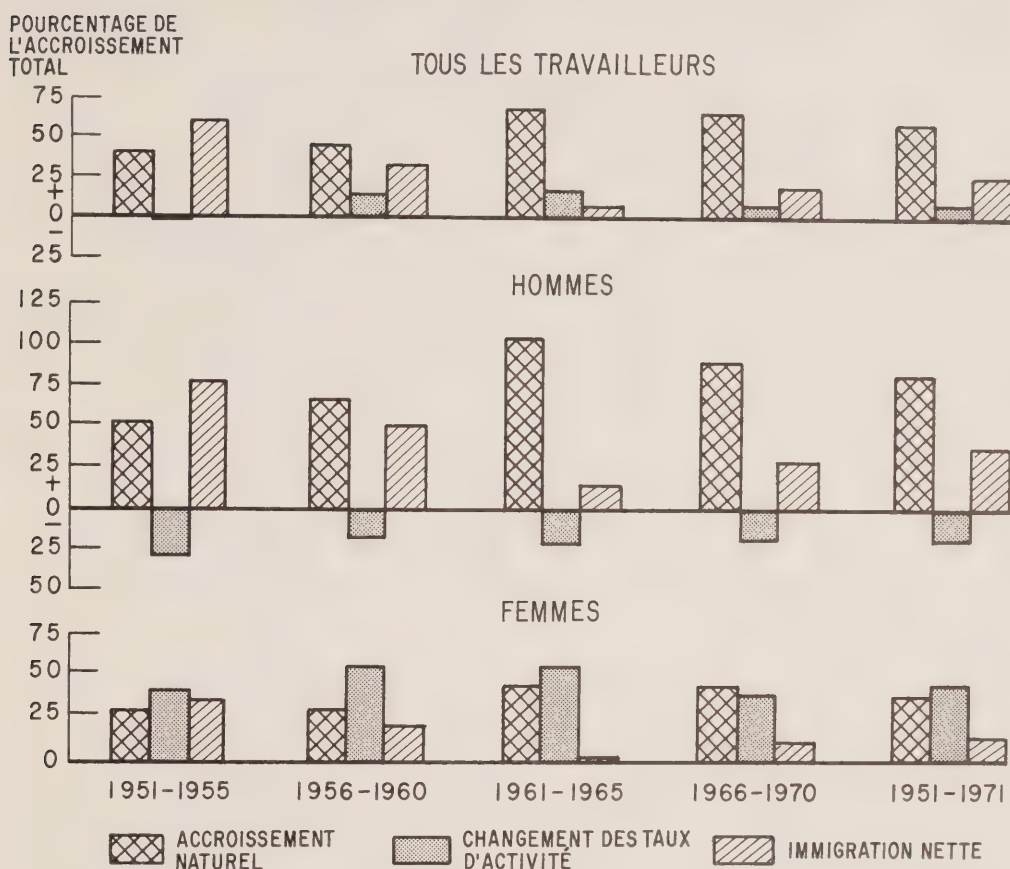
SOURCE: Tableau A.5 et renvoi 13 du chapitre 5

Bien que durant la période 1947-1972 il soit venu au Canada plus de 1,897,000 immigrants ayant l'intention de se joindre à la population active, un nombre considérable de résidents ont émigré du Canada au cours des mêmes années; il est intéressant de savoir dans quelle mesure ces travailleurs immigrants ont contribué, en termes nets, à l'accroissement de la population active du Canada. Les éléments estimatifs de l'accroissement de la population active sont indiqués au Graphique 5.2.

Si on laisse de côté les années qui ont suivi immédiatement la guerre — qui devraient être considérées comme une période d'ajustement nullement typique, et pour lesquelles nous ne possédons pas de données comparables — la population active a augmenté, au cours de la période de 1951-1971, à un taux composé annuel moyen de 2.52 p. 100 pour passer de 5,195,000 à 8,766,000. L'augmentation absolue de 1,809,000 des travailleurs de sexe masculin a à peine dépassé celle de 1,762,000 chez les femmes; toutefois, compte tenu du plus petit total de la main-d'oeuvre féminine, le nombre des femmes au travail a augmenté à un taux composé annuel moyen de 4.57 p. 100 comparativement à 1.77 p. 100 pour les

GRAPHIQUE 5.2

Composantes estimatives de l'accroissement de la population active canadienne, moyennes annuelles, 1951-1971



SOURCE: Tableau A.6

travailleurs de sexe masculin. L'immigration nette estimative a représenté un peu plus du quart de l'augmentation totale de l'effectif ouvrier pendant la période de 1951-1971; l'accroissement naturel en a représenté les trois cinquièmes, et les changements dans les taux d'activité, le huitième. On observe cependant une différence marquée si l'on compare les composantes de l'augmentation en tenant compte des diverses époques ainsi que du sexe des travailleurs. Plus des trois cinquièmes de l'augmentation, pendant la période de 1951-1955, provenaient de l'immigration nette estimative, comparativement à moins d'un dixième pendant les années 1961-1965; au cours de la période initiale, l'accroissement naturel de la population active a été faible parce que les nouveaux venus étaient des personnes nées durant la crise et les années de guerre, alors que les taux de natalité étaient bas, tandis que ces dernières années, les personnes nées pendant la période de forte

natalité de l'après-guerre ont commencé à se joindre à la population active. Pendant toute cette période, l'immigration nette estimative d'hommes a contribué plus de 2.5 fois autant à l'accroissement de la population active que celle de femmes; deux cinquièmes de l'accroissement de la main-d'œuvre masculine étaient attribuables à l'immigration nette, par rapport à seulement un septième, environ, de l'accroissement de la main-d'œuvre féminine. Des différences dans les tendances des taux d'activité expliquent pourquoi l'immigration nette estimative a contribué tellement à l'accroissement de la main-d'œuvre masculine. Alors que chez les hommes, des diminutions du taux d'activité compensent souvent en grande partie les accroissements découlant de l'accroissement naturel et de l'immigration nette, des augmentations appréciables du taux d'activité chez les femmes renforcent l'accroissement découlant de ces autres sources; on estime que les changements des taux d'activité ont réduit de 375,000 la main-d'œuvre masculine, et augmenté de 836,000 la main-d'œuvre féminine, au cours de la période entière. Il est évident que l'effet de l'immigration a été important; bien qu'en l'absence d'immigration les taux d'activité pourraient avoir augmenté davantage chez les femmes et diminué à un moindre degré chez les hommes, il semble fort probable qu'en l'absence d'immigration, la population active aurait beaucoup moins augmenté, surtout pendant les premières années comprises dans notre étude.

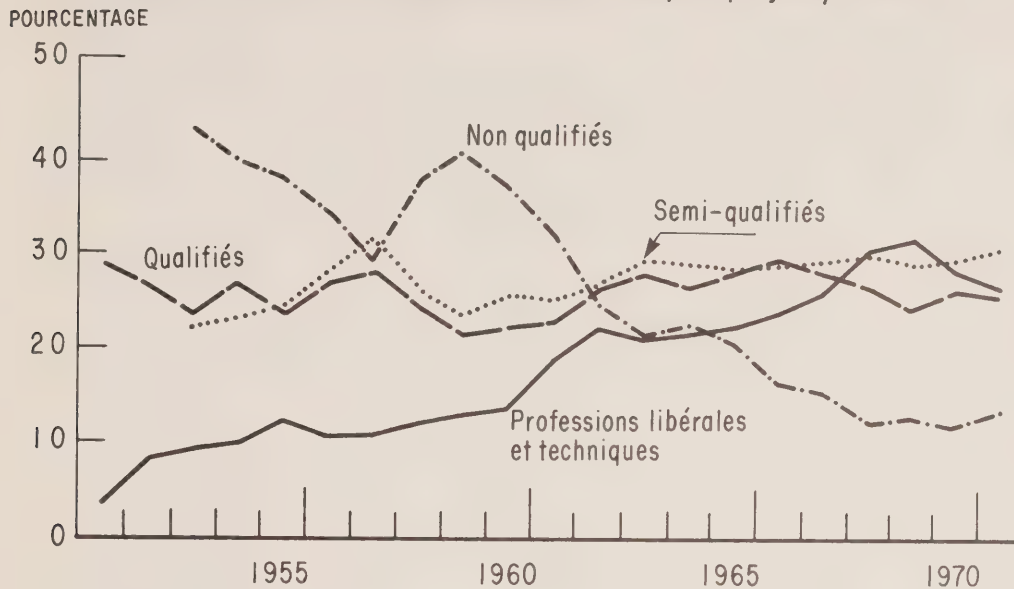
Il est aussi intéressant de connaître les professions et les branches d'activité dont les immigrants ont accru l'effectif, et dans quelles régions ils se sont établis. Malheureusement, les statistiques officielles sur l'immigration ne fournissent peut-être pas des renseignements très précis, surtout à l'égard des deux premiers de ces aspects; les données des recensements fournissent des renseignements beaucoup plus précis et révélateurs.

Bien que les statistiques sur l'immigration fournissent beaucoup de données détaillées sur les professions que les immigrants ont l'intention d'exercer — et donc indirectement sur le secteur d'activité qu'ils ont l'intention de choisir — il est de la plus haute importance de tenir compte du fait qu'il s'agit d'*intentions*; des difficultés linguistiques ou certains règlements relatifs aux permis et certificats peuvent, par exemple, empêcher un travailleur immigrant de faire reconnaître ses titres de compétence et d'exercer l'emploi projeté¹⁵. Il ne faut donc pas attacher trop d'importance aux données particulières et détaillées que contiennent les statistiques sur les professions que les immigrants ont l'intention d'exercer. Néanmoins, certaines données indiquent également qu'une certaine proportion de ceux qui n'exerçaient pas la profession projetée faisaient un travail connexe¹⁶. Il semble donc à propos de réunir certains groupes généraux de professions pour fins d'analyse, et les résultats obtenus donneront très probablement une bonne idée des aptitudes générales et de la spécialisation que les immigrants peuvent mettre à profit après leur arrivée. En conséquence, le Graphique 5.3 montre une classification des travailleurs immigrants par groupes de compétence générale.

Plus des deux cinquièmes de tous les immigrants de l'après-guerre avaient l'intention d'exercer soit des professions libérales et techniques, soit des emplois spécialisés; un peu plus d'un quart des immigrants étaient des travailleurs non qualifiés. Ce qui est plus important, certaines tendances nettement évidentes indiquent que le niveau de compétence des immigrants a augmenté avec les années. Les membres des professions libérales et techniques sont passés de moins de 10 p. 100 de tous les travailleurs immigrants à environ 30 p. 100, tandis que les

GRAPHIQUE 5.3

Répartition procentuelle des travailleurs immigrants, selon le degré de compétence dans l'emploi projeté, 1951-1971



SOURCE: Tableau A.7

travailleurs non qualifiés sont passés de 40 p. 100 et plus à un peu plus de 10 p. 100. Le nombre et la proportion des immigrants se situant au niveau de la gestion ont augmenté constamment, et ceux des travailleurs qualifiés du secteur primaire ont diminué; les proportions des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés n'ont pas beaucoup changé. Le changement le plus important dans ces tendances majeures est survenu au début de la dernière décennie et de nouveau en 1967; on se rappellera peut-être qu'à ces deux époques le Règlement sur l'immigration a été modifié de façon à accorder plus d'importance aux critères de sélection portant sur le degré d'instruction, les aptitudes et la compétence des candidats désirant venir au Canada à titre d'immigrants¹⁷.

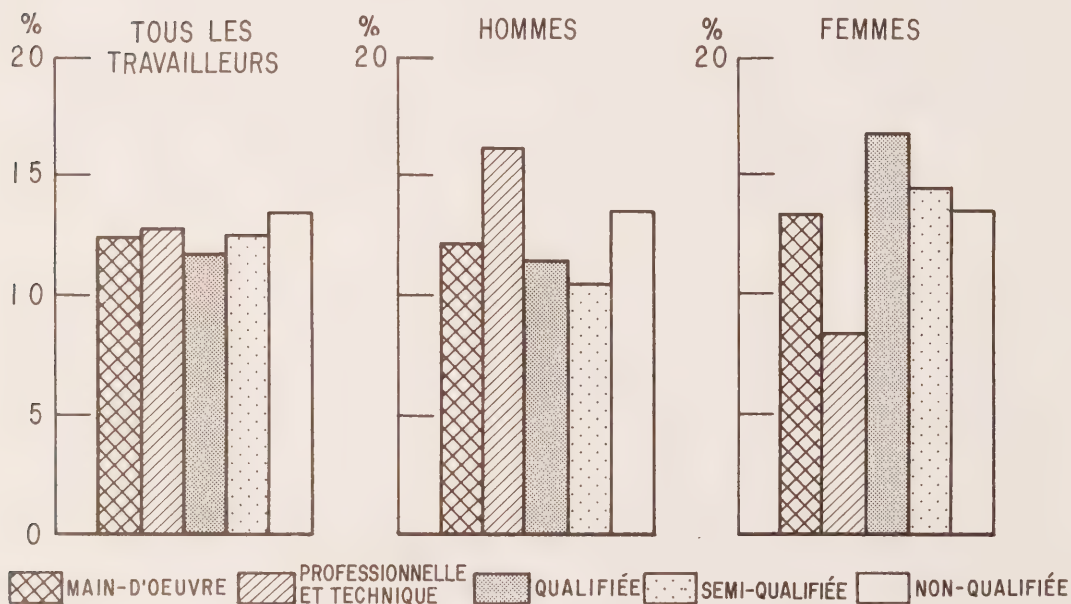
Vu qu'une partie de ces migrants quittent le Canada par la suite et que certains immigrants acceptent des professions autres que celles qu'ils avaient l'intention d'exercer à leur arrivée, la contribution effective que le reste des immigrants ont apportée à la composition de la population active ne peut être déterminée qu'en analysant les professions effectivement exercées par ces immigrants ainsi que la proportion dans laquelle ils ont contribué à l'expansion de ces professions au cours d'une période donnée. Les recensements fournissent ces renseignements; mais vu que les résultats du recensement de 1971 ne sont pas encore disponibles, seule la période de 1951 à 1961 peut faire l'objet d'une telle analyse.

Il est important de noter, cependant, que cette analyse n'expose pas l'effet réel de l'immigration nette, parce que l'émigration nette des personnes nées au Canada et les émigrants de l'avant-guerre sont exclus; de plus, même si l'analyse est limitée aux incidences de l'immigration (nette) d'après-guerre, il faut tenir compte du fait que ces immigrants ont modifié la composition professionnelle de la main-d'oeuvre, non seulement par les talents et la spécialisation qu'ils ont apportés ou acquis subséquemment, mais aussi par la demande accrue de main-d'oeuvre qu'ils ont produite en achetant des biens et services¹⁸.

À l'époque du recensement de 1961, le huitième de la main-d'oeuvre se composait d'immigrants venus après la guerre, comme l'indique le Graphique 5.4; ce rapport était légèrement plus élevé pour les femmes que pour les hommes, et des concentrations légèrement supérieures à la moyenne se présentaient tant chez les travailleurs des professions libérales et techniques que chez les ouvriers non spécialisés.

GRAPHIQUE 5.4

Immigrants de l'après-guerre en tant que proportion de la main-d'oeuvre canadienne, Recensement de 1961



SOURCE: Tableau A.11

En ce qui a trait à la contribution des immigrants d'après-guerre à l'accroissement d'occupations particulières durant la décennie 1951-1961 qui a séparé ces deux recensements, il n'existe de données comparables que pour certaines occupations. Comme l'indique en résumé le Graphique 5.5, le nombre des immigrants d'après-guerre dans certaines occupations — en particulier les ouvriers professionnels de la construction — a dépassé les augmentations survenues entre les recensements dans ces occupations; vu que dans ces occupations la contribution des immigrants a largement dépassé la contribution moyenne à toutes les occupations, il semblerait qu'à moins d'une compensation par suite de mouvements hors des autres occupations, il y aurait eu, sans l'immigration, une diminution chez les travailleurs comme les ingénieurs chimiques, les plâtriers (et le lattage), les outilleurs, les peintres, les colleurs de papiers peints et les vitriers.

GRAPHIQUE 5.5

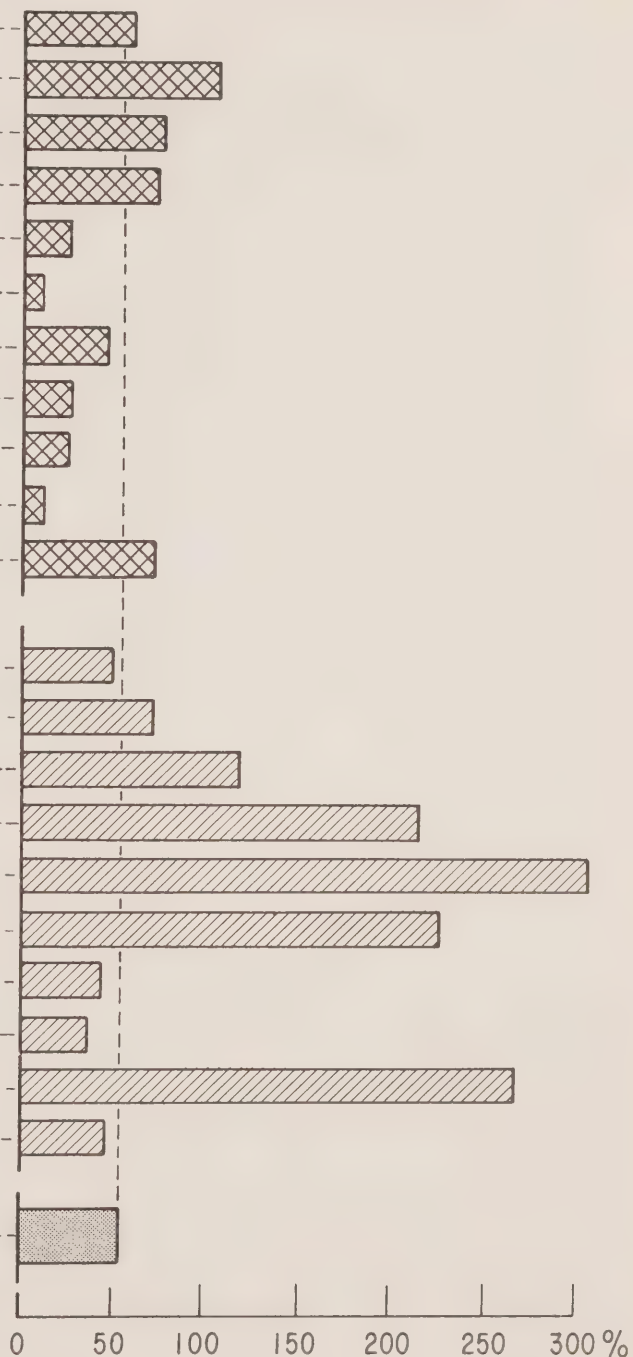
Contribution des immigrants de l'après-guerre aux changements nets pendant la décennie intercensale de 1951-1961, par professions choisies

Professions libérales et techniques

Ingénieurs professionnels: Génie civil
Chimique
Électrique
Mécanique
Professeurs et principaux de collèges
Instituteurs
Médecins et chirurgiens
Dentistes
Infirmières diplômées
Avocats et notaires
Architectes

Ouvriers qualifiés

Plombiers et poseurs de tuyaux
Tôliers
Briqueurs, maçons, poseurs de tuiles, finisseurs de ciment et béton
Charpentiers
Plâtriers et lattage
Peintres, colleurs de papiers peints, vitriers
Mécaniciens et réparateurs d'avions
Mécaniciens et réparateurs de véhicules moteurs
Outils
Barbiers, coiffeurs, manucures
Toutes professions

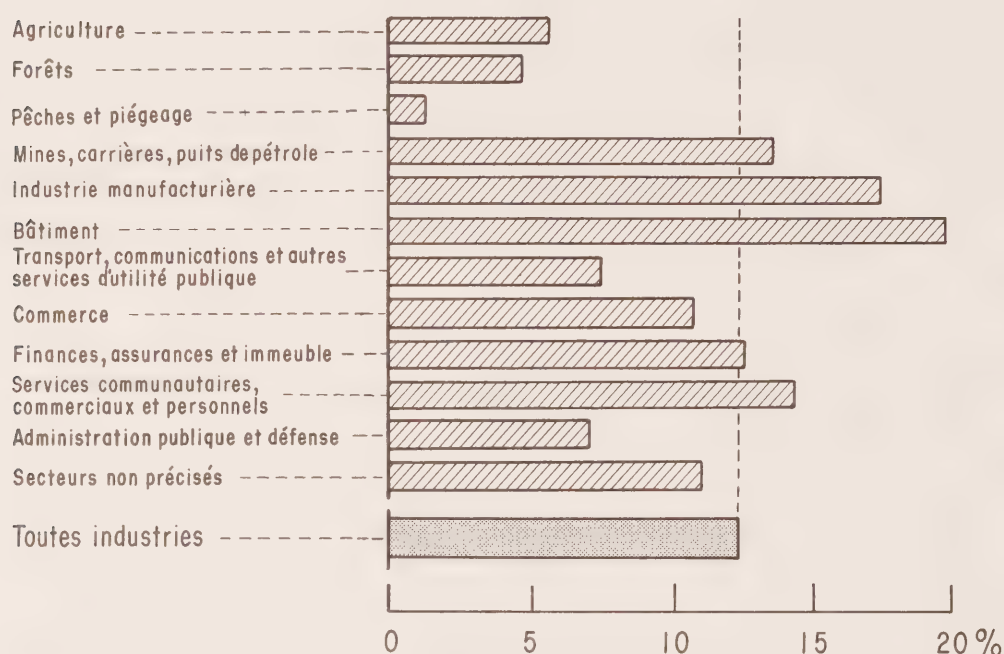


SOURCE: Tableau A.12

Comme l'indique facilement la liste des professions choisies (Graphique 5.6), les travailleurs immigrants se sont concentrés dans certains secteurs industriels. On trouve dans les industries du bâtiment et de la fabrication une concentration d'immigrants de l'après-guerre, supérieure à la moyenne; par contraste, la concentration la plus faible se trouve dans le secteur primaire.

GRAPHIQUE 5.6

Immigrants de l'après-guerre dans l'effectif de main-d'oeuvre canadienne, par principaux secteurs industriels, recensement de 1961



SOURCE: Tableau A.13

Les chiffres qui précèdent indiquent que l'immigration a contribué sensiblement à l'accroissement de l'effectif dans certaines professions et industries d'une importance critique. Sans l'immigration, il semble que de graves pénuries de main-d'oeuvre se seraient produites dans les industries du bâtiment et de la fabrication, et que l'expansion économique aurait pu être sérieusement réduite durant cette période. Une analyse plus rigoureuse de cette possibilité exigerait une étude détaillée des pénuries de main-d'oeuvre qui existaient pendant cette période, et de la mesure dans laquelle les immigrants ont contribué relativement davantage à l'offre de main-d'oeuvre qu'à la demande. Cette situation ayant été étudiée ailleurs beaucoup plus à fond, il suffira de noter les résultats obtenus:

Pendant les dix années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, l'économie canadienne s'est accrue constamment. Le taux d'expansion n'a cependant pas été uniforme, et la décennie a été marquée par des périodes d'expansion économique particulièrement rapide. C'est durant ces périodes d'activité économique accélérée dans presque tous les secteurs de l'industrie que des pénuries de main-d'oeuvre qualifiée et professionnelle se sont le plus généralisées et sont devenues très sérieuses. . .

Les cinq premières années de la décennie ont été caractérisées par une transition entre une économie de temps de guerre et une économie de temps de paix. Les pénuries se sont effectivement étendues et sont devenues sérieuses dans certaines professions au cours de cette période. Le grand nombre de diplômés que les universités canadiennes ont fournis par suite d'une forte inscription d'anciens combattants a contribué à accroître l'offre de main-d'oeuvre professionnelle à cette époque et, dans une certaine mesure, les compétences acquises par les travailleurs durant la guerre ont atténué certaines pénuries. En général, toutefois, les pénuries d'hommes de métier ont été prolongées et assez prononcées; et les programmes canadiens visant à favoriser l'apprentissage et autres aspects de la formation n'ont pas suffi à répondre aux besoins qui existaient à cette époque.

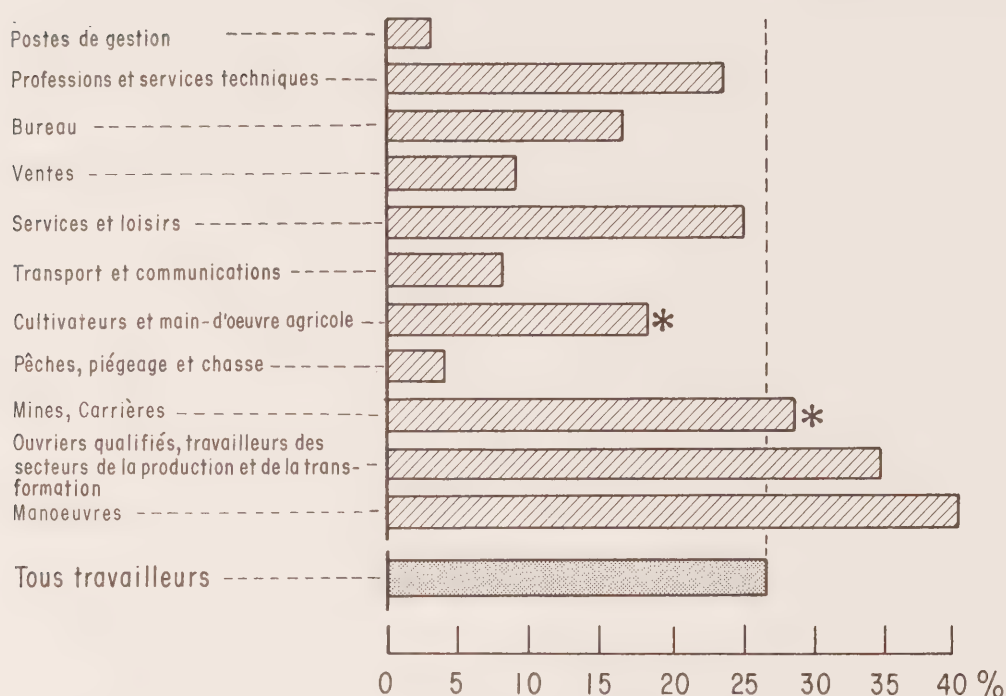
D'autre part, pendant les cinq années suivantes, la venue au pays d'un grand nombre de travailleurs qualifiés a fortement réduit les pénuries dans de nombreux groupes de métiers, et, sauf pendant de brèves périodes de temps et dans des professions particulières, les sérieuses pénuries de la période précédente ne se sont pas produites. Dans les professions, cependant, les travailleurs manquaient. Le nombre des diplômés universitaires avait baissé par rapport au niveau élevé de 1950-1951, et la demande d'hommes de profession continuait à augmenter. De plus, l'immigration ne contribua pas, comme dans le cas des hommes de métier, à réduire les pénuries dans une mesure appréciable¹⁹.

Sans les résultats du recensement de 1971, les incidences de l'immigration, pendant la dernière décennie, sur l'accroissement de la main-d'oeuvre, par professions et industries, ne peuvent être établies que très approximativement²⁰. Le Graphique 5.7 donne cette évaluation approximative. Bien que l'immigration nette estimative ait été numériquement la plus forte dans le groupe des ouvriers qualifiés et des conditionneurs de la production, et dans les professions libérales et les services techniques, sur le plan des incidences relatives, l'immigration nette estimative des manoeuvres a représenté 40 p. 100 de l'augmentation totale de leur nombre; par comparaison, l'immigration nette estimative a représenté 34.9 et 23.6 p. 100 des augmentations dans le cas des ouvriers qualifiés et des travailleurs intellectuels, respectivement²¹.

On peut établir assez facilement si les travailleurs immigrants ont atténué les pénuries d'emploi pendant la dernière décennie en comparant la répartition professionnelle des immigrants aux taux de chômage dans de groupes professionnels généraux. Ces renseignements sont donnés au Graphique 5.8. Les taux les plus bas se trouvent parmi les employés de bureau et autres travailleurs intellectuels, et les plus élevés parmi les manoeuvres; aussi les résultats, à ce niveau d'agrégation, sont-ils mixtes, puisque l'immigration nette estimative a contribué à augmenter l'effectif de ces deux groupes de professions plus que de tout autre groupe. Une analyse plus détaillée s'impose évidemment.

GRAPHIQUE 5.7

Contribution de l'immigration nette estimative à l'accroissement
de la main-d'oeuvre, 1961-1971, par principaux groupes
de professions



* IMMIGRATION NETTE EN TANT QUE POURCENTAGE DE DIMINUTION DANS LE GROUPE

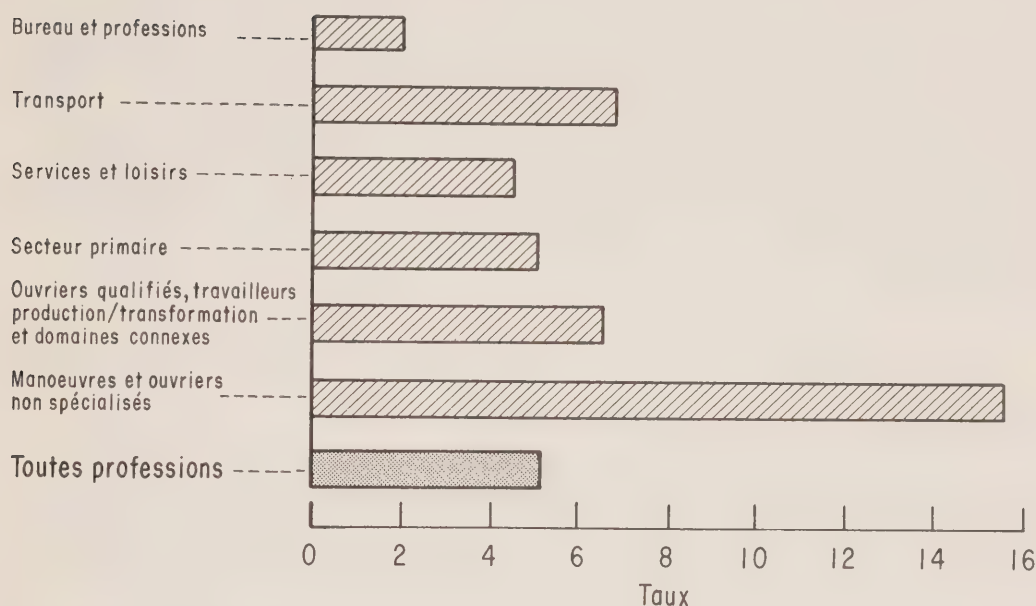
SOURCE: Tableau A.14

Trois études terminées récemment fournissent des renseignements additionnels sur la contribution des immigrants à la réduction des pénuries de main-d'oeuvre²². Elles font ressortir combien il est difficile de tenter d'établir la mesure dans laquelle les pénuries de main-d'oeuvre ont été réduites par l'immigration, et indiquent que l'immigration a probablement continué de combler les besoins spécifiques en main-d'oeuvre qui surviennent. On en conclut que

de 1957 à 1966 . . . peu de pénuries sérieuses d'hommes de métier qualifiés se sont produites, même si l'embauchage de ce genre de travailleurs a augmenté d'environ 80 p. 100 pendant cette période. L'une des raisons de l'absence de pénuries sérieuses réside dans les 160,000 hommes de métier contribués par l'immigration nette. Dans les professions et les secteurs techniques, l'immigration nette a été d'environ 56,000 hommes. Toutefois, les pénuries prolongées de main-d'oeuvre professionnelle et semi-professionnelle ont continué, même durant les périodes de chômage extrêmement élevé à la fin des années 50 et au début des années 60²³.

GRAPHIQUE 5.8

Taux annuels moyens de chômage, 1961-1971,
par principaux groupes professionnels



SOURCE: Tableau A.15

Mais au cours de la période après 1967, des pénuries ont eu tendance à exister dans certaines catégories particulières d'emplois et régions plutôt qu'à l'intérieur de groupes professionnels généraux; malheureusement, les données disponibles sont trop souvent agrégatives pour permettre l'analyse requise. Cependant, on note que

dans plusieurs professions marquées par des pénuries, il y a eu un afflux net considérable d'immigrants. Par exemple, pendant la période de 1961 à 1971, il y a eu une immigration nette d'environ 15,000 tailleurs et fourreurs, 25,000 machinistes, 15,000 mécaniciens, 14,000 domestiques et 8,000 infirmières²⁴.

Si l'on examine le rapport statistique entre l'immigration (mensuelle) et les offres d'emplois à long terme au cours des deux dernières années, on constate une relation positive²⁵; il n'y a rien d'étonnant à cela, puisque les postes vacants et les taux de chômage présentent une relation inverse et que, comme on l'a vu, la relation négative entre l'immigration et le chômage est maintenant bien documentée. Le temps qu'un immigrant prend pour se trouver de l'emploi offre une autre preuve indirecte que les immigrants aident probablement à combler les pénuries de main-d'oeuvre. Dans un sondage portant sur des immigrants arrivés en 1969, on a constaté que

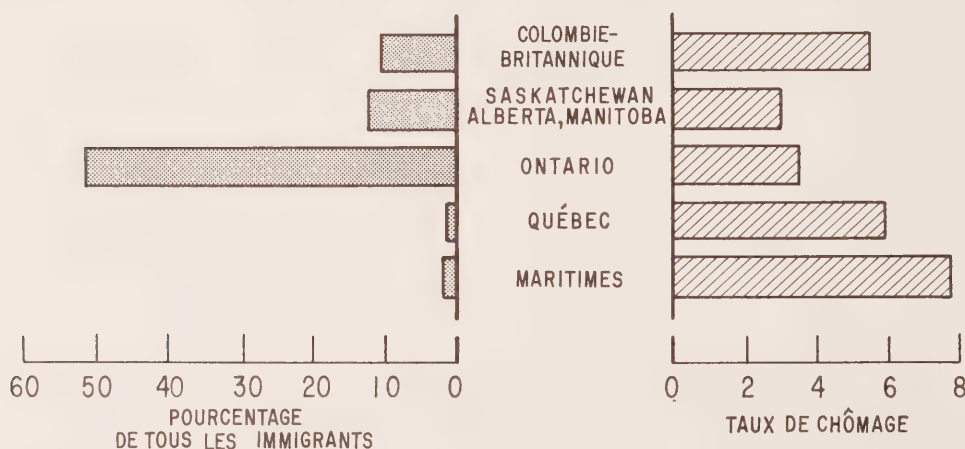
la période moyenne entre l'arrivée d'un immigrant et son premier jour au travail était de quatre semaines, pour l'ensemble, et que la moitié des immigrants avaient commencé à travailler moins d'une semaine et demie après leur arrivée.

Un quart de tous les immigrants avaient un emploi prévu, et presque tous étaient au travail dans les deux semaines de leur arrivée²⁶.

Quant aux incidences régionales de l'immigration, il convient de noter que la répartition régionale des travailleurs immigrants a eu tendance à ne pas trop varier au cours de la période d'après-guerre. Comme on peut le voir au Graphique 5.9, environ la moitié de tous les travailleurs immigrants avaient l'intention de s'établir en Ontario, tandis qu'un cinquième voulait se diriger vers la Colombie-Britannique et un autre cinquième, vers les Prairies. La répartition s'est faite à peu près comme les immigrants le désiraient²⁷. En outre, si l'on compare la répartition des lieux de résidence aux taux régionaux de chômage, on constate que les immigrants internationaux se sont établis principalement dans les régions où le chômage était le plus bas; en conséquence, cette analyse plutôt générale semblerait indiquer que l'immigration internationale contribue également à réduire les pénuries régionales de main-d'œuvre.

GRAPHIQUE 5.9

Répartition des immigrants de l'après-guerre, par province de destination prévue, et taux annuels moyens de chômage par provinces, 1946-1971



SOURCE: Tableaux A.16 et A.18

Enfin, il conviendrait peut-être de noter qu'il n'y a pas si longtemps, la pratique consistant à calculer les coûts de l'instruction et de la formation — c'est-à-dire la valeur du capital humain — que possèdent les immigrants était fort populaire. On a donc constaté, par exemple, que

le coût de remplacement (prix de 1961) du capital humain apporté sous forme de formation universitaire par les immigrants venus de tous pays durant la période de 1953-1963 est de près de \$532 millions. Il s'agit de la valeur estimative de la formation universitaire, des livres et manuels, et des installations additionnelles qui auraient été nécessaires pour donner à des Canadiens (ayant terminé le cours

secondaire et possédant les aptitudes nécessaires) l'instruction et la formation que possédaient ces immigrants à leur arrivée. De plus, cette formation aurait coûté à l'économie canadienne une somme additionnelle estimée à \$455 millions, par suite du revenu (ou de la production) auxquels ces Canadiens n'auraient pas contribué pendant qu'ils auraient poursuivi leurs études²⁸.

On pourrait aussi considérer la question dans une optique beaucoup plus vaste, en tenant compte de toute l'instruction. Ainsi, pendant la période intercensale de 1951-1961,

la *valeur nette de l'instruction* des immigrants (moins les émigrants nés au Canada) pour la décennie varie entre \$4,167 et \$4,920 millions selon qu'on utilise le maximum ou le minimum estimatifs. La moyenne de ces deux montants extrêmes, soit \$4,544 millions, représente près de 52 p. 100 des entrées de capitaux au Canada au cours de cette décennie. Un dixième de cette valeur nette moyenne (\$454 millions) représente 102 p. 100 des nouvelles émissions de valeurs canadiennes en 1960, et 70 p. 100 du total des investissements directs étrangers au Canada pour la même année²⁹.

Et si l'on tient compte de ce que cela aurait coûté pour élever ces immigrants,

le total des frais de remplacement représenté par l'immigration nette au Canada durant la décennie de 1951-1961 (entre les recensements) est de plus de \$15 milliards. La valeur en coût de remplacement de l'émigration nette de personnes nées au Canada vers les États-Unis se situe entre \$2.25 et \$4 milliards. Le gain net pour le Canada provenant de l'immigration totale s'établit par conséquent entre \$11.2 et \$12.8 milliards, ou en moyenne à \$12 milliards. Ce total équivaut à 137 p. 100 des entrées nettes globales de capitaux au cours des dix années civiles allant de 1951 à 1960. Si nous prenons un dixième de cette somme comme étant la valeur annuelle moyenne pour le Canada de l'immigration nette (soit \$1.2 milliard), cela équivaut à 186 p. 100 de tous les investissements directs étrangers au pays durant 1960 — année où les investissements directs ont atteint \$645 millions (le plus fort total pour une année quelconque de la décennie précédente). La moyenne annuelle de \$1.2 milliard est aussi égale à 3.3 p. 100 du Produit national brut pour 1960³⁰.

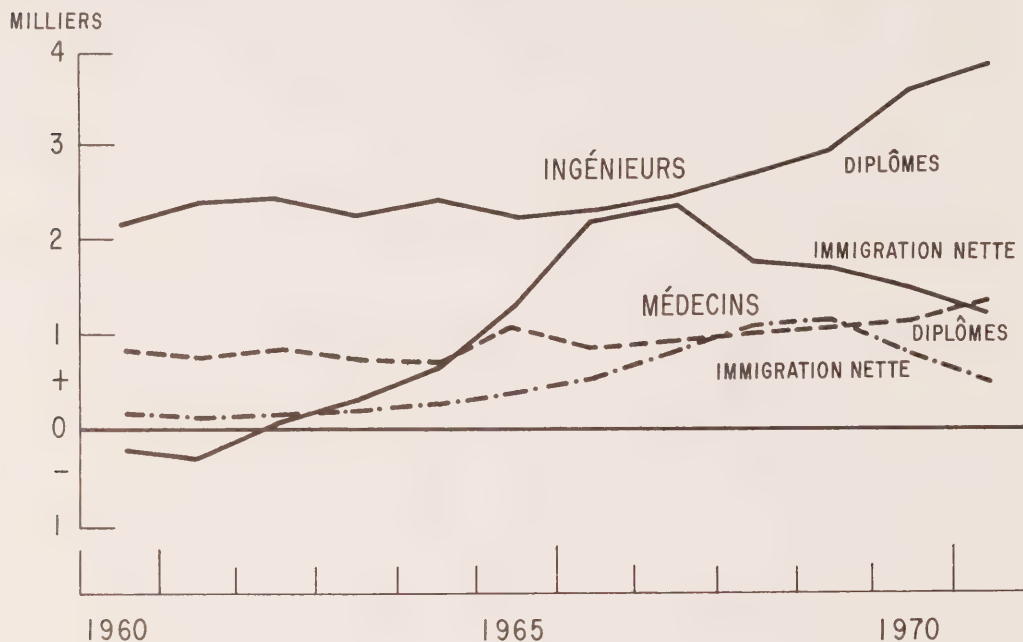
Il est évident que cet apport de capital humain a été considérable, et qu'il aurait représenté une valeur encore plus grande pendant la décennie la plus récente, alors que le degré d'instruction et de formation des travailleurs immigrants a augmenté sensiblement, tandis que l'émigration du Canada vers les États-Unis baissait nettement.

Bien que la venue de ces travailleurs instruits et qualifiés constitue un vaste capital humain, elle n'a pas été reconnue comme étant un avantage indiscutable. Par exemple, les facultés universitaires qui comportent de fortes proportions de professeurs non canadiens ont fait l'objet de critiques croissantes³¹; l'accroissement annuel rapide du nombre des diplômés d'universités canadiennes, en même temps que les entrées croissantes d'immigrants, font qu'on s'inquiète de ce qu'il n'existe peut-être pas suffisamment de possibilités d'emplois dans certaines professions³². Ces tendances dans l'immigration nette et les diplômes décernés sont illustrées au Graphique 5.10 pour certains groupes professionnels. Les accroissements bruts de l'offre — c'est-à-dire l'immigration nette enregistrée et les diplômes décernés — ont au moins doublé pour les groupes professionnels susmentionnés pendant la dernière décennie; de même, la demande a augmenté sensiblement pendant cette période, comme le démontrent les augmentations de salaires observées³³. Les taux de

chômage dans les professions libérales et techniques (Graphique 5.8) n'ont pas changé perceptiblement; naturellement, cela n'indiquerait pas que certains travailleurs ont dû accepter des emplois ne correspondant pas à leurs préférences.

GRAPHIQUE 5.10

Immigration nette et diplômes décernés, certaines professions, 1960-1971



SOURCE: Tableau A.19

De même, l'entrée de travailleurs hautement qualifiés a été considérée comme une forme de politique de main-d'oeuvre modifiant considérablement les possibilités qui s'offrent aux autochtones. On a dit que

la politique d'immigration . . . consiste à augmenter le nombre des immigrants possédant des aptitudes particulières lorsque la demande de telles aptitudes tend à augmenter les salaires relatifs des travailleurs qualifiés. La conséquence de cette politique est de réduire les incitations qui s'offrent aux membres de la main-d'oeuvre canadienne pour qu'ils entrent dans une industrie ou acquièrent des compétences, vu que des remplaçants étrangers sont fournis au moment où l'acquisition de ces compétences ou de ce statut devient profitable, toutes proportions gardées. La politique réduit également le besoin d'investissements publics dans des programmes visant à donner ces compétences par voie de formation, et réduit ainsi ou élimine les possibilités qu'a la main-d'oeuvre locale d'acquérir ces compétences et d'accéder au niveau de revenu plus élevé qu'elles comportent. Ce genre de politique d'immigration a été appliqué à une assez grande échelle au Canada pour produire des répercussions

beaucoup plus vastes que la simple solution d'un problème de pénurie. De fait, on pourrait soutenir que cette politique a influé de façon prononcée sur les conditions qui régissent l'entrée de certains jeunes Canadiens dans les effectifs ouvriers. Il n'y a pas lieu d'encourager ce genre de politique sous prétexte qu'il faut remédier à des «embouteillages», tant qu'on n'en aura pas fait une étude beaucoup plus approfondie³⁴.

De fait, l'immigration influe à la fois sur l'expansion économique et la répartition du revenu, qui sont toutes deux examinées un peu plus loin.

Jusqu'ici, nous avons considéré les incidences des immigrants qui sont officiellement dénombrés dans les statistiques sur l'immigration et qui, s'ils habitent encore au pays, figurent dans les données des recensements. Il existe cependant deux autres genres de travailleurs immigrants dont nous savons peu de choses et à l'égard desquels nos commentaires doivent nécessairement être plutôt brefs. Il s'agit des travailleurs saisonniers et, surtout depuis le début de 1973, des non-immigrants à qui on accorde des permis de travail temporaires.

Les travailleurs saisonniers font généralement partie de la main-d'oeuvre agricole. Dans le passé, ils sont venus surtout du Mexique et des Antilles, et ont été recrutés par des employeurs canadiens à des conditions particulières d'emploi et de salaire, pour de brèves périodes d'une durée déterminée; on les emploie surtout à l'époque des récoltes. Les non-immigrants qui reçoivent des permis de travail sont, d'après ce qu'il y a lieu de croire, des travailleurs dont il existe un besoin à court terme, et qui ne sont pas intéressés à s'établir au pays.

Le capital

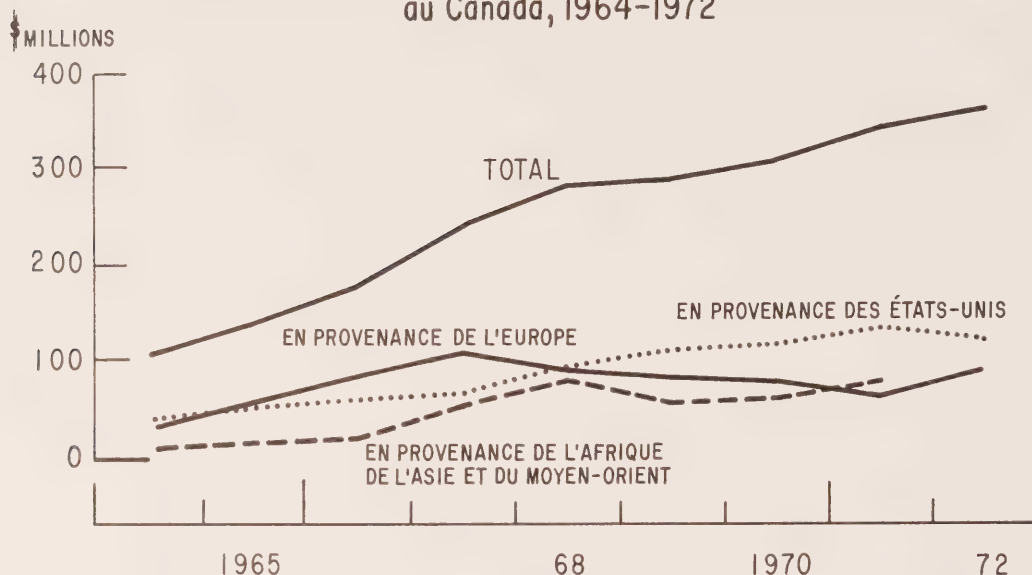
Les immigrants apportent souvent des capitaux. Ainsi que le résume le Graphique 5.11, les fonds apportés ou virés par les immigrants ont augmenté considérablement au cours des années passées. Pendant les trois dernières années, par exemple, les immigrants ont apporté une moyenne annuelle d'un tiers de milliard de dollars; cet apport représente une moyenne de \$2,580 par immigrant, ou \$4,010 par travailleur immigrant. Environ deux cinquièmes de ces fonds sont venus des États-Unis, et un quart, de l'Europe; et à la faveur de l'accroissement de l'immigration en provenance de l'Asie, de l'Afrique et du Moyen-Orient au cours de la dernière décennie, les fonds provenant de ces régions ont aussi augmenté.

Les sommes envoyées à l'étranger par des immigrants habitant au Canada compensent ces entrées dans une certaine mesure, mais nous ne possédons pas à ce sujet de données détaillées comparables à celles que donne le Graphique ci-dessus. Toutefois, un échantillonnage d'immigrants arrivés au Canada en 1969 a révélé que, en moyenne, la somme de \$456 par immigrant avait été envoyée à l'étranger pendant la première année de résidence, et de \$500, l'année suivante³⁵.

Les statistiques sur la balance des paiements donnent une idée plus générale de cette question dans l'optique d'une plus longue période. Les entrées de capitaux à long terme sont résumées au Graphique 5.12 en même temps que les paiements de transferts de compte courant découlant des «héritages et fonds d'immigrants». Bien qu'au cours de toute la période, les héritages et les fonds d'immigrants aient représenté une entrée totale nette de près d'un demi-milliard de dollars ou une moyenne annuelle de \$21 millions, ce n'est que durant le dernier tiers de la période

GRAPHIQUE 5.11

Fonds virés ou apportés par les immigrants à leur arrivée
au Canada, 1964-1972



SOURCE: Tableau A.20

qu'on enregistre une entrée nette; avant 1964, il y avait une sortie nette annuelle moyenne de \$35 millions.

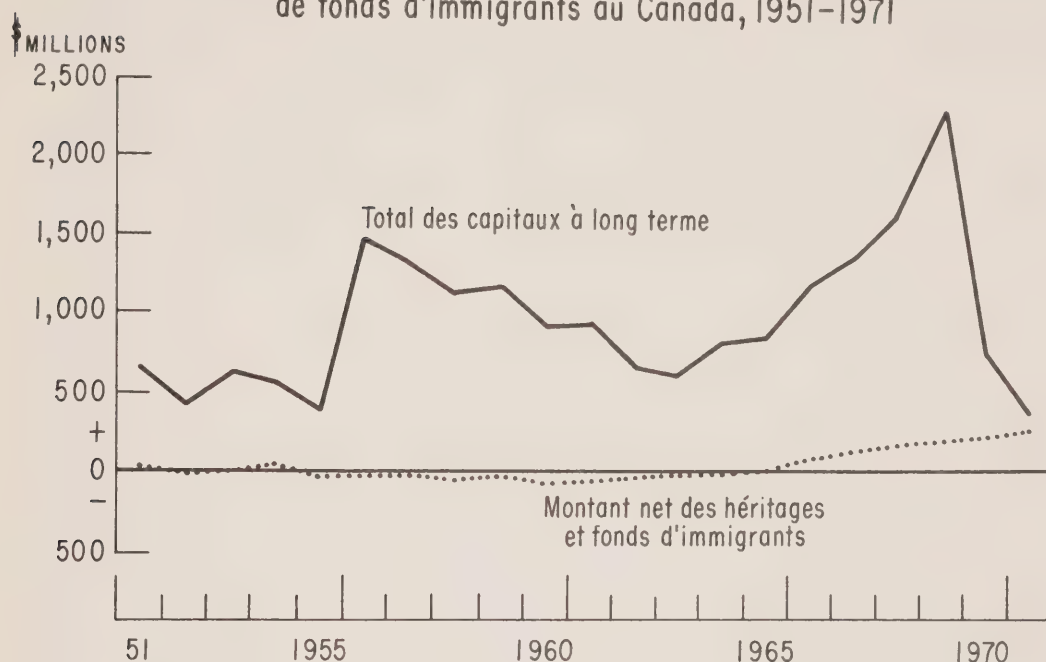
Les entrées les plus considérables de fonds ont été au compte capital. Au cours de la période entière, il est entré tous les ans en moyenne près d'un milliard de dollars en capitaux à long terme. En outre, si l'on compare le Graphique ci-dessus avec le Graphique 4.1 inséré dans le chapitre précédent, on voit que durant ces deux périodes d'entrées particulièrement fortes de capitaux — 1956-1959 et 1966-1969 — l'immigration aussi a été relativement forte; l'autre période d'immigration comparativement forte — 1951-1953 — n'en a pas été une d'entrées considérables de capitaux. Cela n'indique pas, naturellement, que l'immigration a été la cause sous-jacente de ces entrées de capitaux, bien qu'au cours des décennies passées les entrées de capitaux et l'immigration se soient produites ensemble³⁶. On a soutenu que les tarifs, en réduisant le volume du commerce international, encouragent le mouvement des facteurs productifs³⁷. Quelle que soit la relation de cause à effet, l'analyse ci-dessus indique que l'immigration et les entrées de capitaux sont survenues en même temps.

L'initiative privée et la technologie

Parce que les éléments qui déterminent l'offre d'initiative privée et de technologie ne sont pas connus, on a écrit peu de choses sur les incidences de l'immigration sur ces éléments. Il y a eu, tout au plus, la *litanie infrequente* de noms

GRAPHIQUE 5.12

Entrées de capitaux à long terme et transferts nets d'héritages et de fonds d'immigrants au Canada, 1951-1971



SOURCE: Tableau A. 21

d'immigrants au Canada qui sont devenus d'éminentes personnalités dans le domaine du commerce et le secteur manufacturier³⁸. Ou encore, on peut citer le grand nombre d'immigrants qui ont l'intention d'occuper des postes de gestion; à l'époque du recensement de 1961, par exemple, 10 p. 100 de ceux qui occupaient des postes de gestion étaient des immigrants, et durant la période de 1961-1970, 2.7 p. 100 de tous les travailleurs immigrants ont exprimé à leur arrivée l'intention d'occuper des postes de gestion.

La consommation³⁹

Nous ne possédons pas beaucoup de détails sur les tendances des immigrants venus au Canada, en matière de consommation. Une analyse des données applicables aux immigrants et recueillies lors de l'enquête de 1969 sur les dépenses des familles, indique essentiellement que les tendances des immigrants récemment arrivés et habitant dans les grands centres urbains diffèrent sensiblement, en matière de consommation, de celles des autochtones, sauf que ces différences s'atténuent avec le temps. Les données pertinentes sont résumées au Tableau 5.1.

TABLEAU 5.1
TENDANCES DES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES IMMIGRANTS, EN 1969, PAR PÉRIODE
D'ARRIVÉE, ET DES CANADIENS DE NAISSANCE

Groupes de produits	Immigrants arrivés en					Canadiens de naissance
	1966-68	1961-65	1956-60	1946-55	1901-45	
Revenu total moyen (dollars)	6,013	8,233	7,659	7,399	4,484	6,551
Dépenses totales moyennes (dollars)	6,520	7,575	7,247	7,102	4,258	6,224
Répartition procentuelle des dépenses de consommation par principaux groupes de produits						
Logement ¹	20.5	21.7	19.6	18.6	22.1	19.6
Meubles et équipement ²	3.3	4.3	3.7	3.2	2.0	2.9
Dépenses de ménage ³	4.2	4.6	4.1	4.3	4.6	4.5
Vêtements	6.3	7.6	8.5	8.5	5.5	8.4
Nourriture ⁴	21.5	22.0	23.9	22.8	24.9	23.2
Achats d'automobiles ⁵	7.8	5.0	3.9	3.3	3.0	4.3
Toutes autres dépenses	36.4	34.8	36.3	39.3	37.9	37.1
Élasticités-dépenses estimatives (partielles) ⁶						
Logement	0.61	0.90	0.57	1.04	0.94	0.77
Meubles et équipement	1.39	2.46	2.08	2.07	2.05	1.84
Dépenses de ménage	1.14	1.22	0.87	1.08	1.01	1.05
Vêtements	1.12	1.32	1.41	1.39	1.36	1.26
Nourriture	0.31	0.47	0.49	0.54	0.48	0.54
Achats d'automobiles	3.72	3.52	4.03	2.22	1.41	2.38

1 Comprend paiements pour loyer ou hypothèque, réparations et services d'utilité publique.

2 Comprend meubles, couvre-planchers, appareils ménagers, verrerie, porcelaine, argenterie, linge de ménage.

3 Comprend fournitures pour nettoyage et domestiques, téléphone et timbres-poste.

4 Ne comprend pas boissons alcooliques, mais comprend repas pris à l'extérieur.

5 Ne comprend ni les frais d'usage de l'automobile, ni les autres frais de transport.

6 On a tenu compte séparément du nombre d'enfants par famille, de l'âge du chef de famille et du genre de logement occupé; par conséquent, ces éléments n'influent pas sur les chiffres estimatifs présentés ici.

Source: S. T. Nielsen, *Examen des tendances des dépenses de ménage chez les immigrants*, tableaux 3, 4 et 7.
(Données originales: *Dépenses familiales au Canada, 1969*).

Si l'on examine d'abord la relation entre les revenus et les dépenses, il est intéressant de noter que les immigrants les plus récents ont des dépenses qui dépassent leurs revenus, de 8.5 p. 100 en moyenne. Ces fortes dépenses s'imposent sans doute parce que les immigrants apportent peu de biens; de plus, les fonds qu'ils possèdent à leur arrivée leur permettent souvent de faire ces dépenses.

La répartition des dépenses parmi les immigrants varie également dans une certaine mesure, selon l'époque de leur arrivée. Ainsi, les achats d'automobiles comptent pour une proportion sensiblement plus élevée des dépenses des immigrants arrivés récemment, tandis que la nourriture en représente une proportion légèrement plus faible. Toutefois, ces répartitions de dépenses dépendent non seulement de l'époque où arrivent les immigrants, mais aussi du nombre d'enfants par famille, de la décision de louer un logis ou d'acheter une maison, et de l'âge du chef de ménage; par conséquent, il est préférable d'examiner les dépenses des familles immigrantes présentant les mêmes caractéristiques.

C'est ce qui s'est fait dans la dernière partie du Tableau 5.1, où l'on donne les élasticités-dépenses, c'est-à-dire le rapport entre l'augmentation procentuelle des dépenses à l'égard d'un groupe de produits et une augmentation procentuelle donnée des dépenses totales. Par exemple, une élasticité-dépenses de 0.77 pour le logement, dans le cas des personnes nées au Canada, indique qu'en moyenne une augmentation de 1 p. 100 des dépenses totales d'une personne née au Canada s'accompagne d'une augmentation de 0.77 p. 100 des dépenses pour le logement. Il est intéressant de noter que, pour les principaux groupes de produits indiqués, l'élasticité-dépenses est plus élevée chez les immigrants les plus récents dans les seules catégories d'achats d'automobiles et de dépenses de ménage; les immigrants arrivés un peu plus tôt (1961-1965) ont accru les élasticités-dépenses pour tous les groupes principaux de produits, sauf les achats d'autos. Dans le cas des immigrants de plus vieille date encore, ces élasticités ont tendance à se rapprocher de celles qui sont applicables aux Canadiens de naissance, mais certaines différences de goûts sont évidentes; par exemple, dans le cas des immigrants d'après-guerre, les élasticités-dépenses tendent à être plus élevées pour le logement, ainsi que pour les meubles et l'équipement. Il existe également des différences dans les tendances des dépenses, entre les immigrants de l'avant-guerre et ceux de l'après-guerre; il se peut qu'elles ne reflètent pas tant les ajustements éventuels que les différences qui existent entre les groupes d'immigrants⁴⁰.

Les dépenses gouvernementales

Aucune étude approfondie n'a été faite des changements qui surviennent dans les budgets des gouvernements par suite de l'immigration. Il serait difficile de faire une étude de ce genre pour deux raisons évidentes. Dans bien des cas, les immigrants sont admissibles dès leur arrivée à tous les services gouvernementaux et, par conséquent, on ne tient pas compte séparément des dépenses subies à leur égard. En outre, ces dépenses sont faites, en principe, par les administrations fédérale, provinciales et municipales, ce qui comporterait l'étude des dépenses à ces différents paliers de gouvernement. De même, les impôts et taxes payés par les immigrants ne peuvent être séparés des autres revenus des gouvernements.

Une autre façon de déterminer les incidences nettes des immigrants sur les budgets des gouvernements consisterait à comparer l'immigrant typique au Canadien de naissance, quant à l'usage qu'ils font des services gouvernementaux et

aux impôts qu'ils paient. Malheureusement, nous ne possédons pas les données nécessaires pour faire une analyse approfondie dans ce domaine.

C'est peut-être parce que les immigrants sont traités, en général, comme les autochtones, qu'ils ne produisent pas un effet sensiblement différent sur les budgets gouvernementaux. On n'offre pas aux immigrants à destination du Canada des avantages comme le passage payé et le logement initial, ce que fait l'Australie, par exemple; des prêts sont consentis aux immigrants admissibles à même un fonds d'avances remboursables pour financer le transport vers le Canada, mais ces prêts doivent être remboursés avec intérêt dans le délai de trois ans. Il est vrai que les immigrants peuvent se prévaloir de certains paiements de transferts, mais à la condition qu'ils aient satisfait aux exigences domiciliaires pour bénéficier des avantages particuliers offerts à tous. Par conséquent, à moins qu'une preuve du contraire ne soit fournie, il semble raisonnable de conclure que les incidences particulières de l'immigration sur les dépenses gouvernementales (ainsi que sur les revenus) sont faibles; et cela explique peut-être aussi pourquoi il n'y a pas eu beaucoup de travaux sur cette question.

Les investissements

Nous ne connaissons pas non plus l'effet de l'immigration sur les investissements. De fait, les études portant sur les investissements et la formation de capital ne tiennent pas compte directement de l'immigration⁴¹; l'immigration influe directement sur les déterminants des investissements, partant, l'immigration ne touche les investissements qu'indirectement.

Le montant des investissements en équipement et structures non résidentielles qui sont réellement effectués dépend à la fois de l'intérêt des hommes d'affaires à cet égard et de la disponibilité de ressources pour fins d'investissements. Le taux de rendement du capital — c'est-à-dire la rentabilité des investissements — et ce qu'on attend des investissements, sont ce que l'on considère habituellement comme les déterminants principaux des investissements; les offres accrues de main-d'oeuvre et le potentiel accru des ventes que produit l'immigration auraient un effet positif sur ces déterminants. Parallèlement, l'accroissement de production que permettrait une main-d'oeuvre plus considérable augmenterait les ressources disponibles pour les investissements; et comme nous l'avons vu, les entrées de capitaux étrangers fourniraient des ressources additionnelles.

De même, les investissements dans l'habitation sont déterminés par la demande de logements et par les ressources disponibles pour la construction de maisons. Parmi les déterminants de la demande d'habitations nouvelles (il s'agit ici des constructions nouvelles), la formation nette de nouvelles familles, le mouvement de ruraux vers les villes et, ces dernières années surtout, le besoin de remplacer les structures devenues désuètes, annihilerait l'effet de l'immigration⁴². En outre, dans la mesure où au début certains immigrants habitent chez des membres de leur parenté ou occupent des logis dont personne ne veut, un afflux d'immigrants n'augmente pas immédiatement la demande de logements nouveaux⁴³. De fait, on a constaté que les immigrants sont plus mobiles que les Canadiens de naissance, la majorité de ces déménagements se faisant à l'intérieur de la même municipalité à mesure que les immigrants peuvent s'assurer des logements plus confortables⁴⁴.

Les investissements effectués au Canada pendant les années d'après-guerre ont été considérables. Au cours des années 1950-1962, près de 22 p. 100 du Produit national brut consistait en investissements dans l'habitation et des immobilisations non résidentielles, et cette proportion était parmi les plus élevées en Amérique du Nord et en Europe⁴⁵. Ces taux élevés d'investissements ont rendu possible un accroissement annuel de 5.1 p. 100 du fonds brut de capital d'équipement et de structures non résidentielles, qui était de beaucoup supérieur au taux d'accroissement de la main-d'oeuvre; en conséquence, la formation brute de capital à des fins non résidentielles, par travailleur, s'est accrue à un taux annuel de 3.1 p. 100. C'est ainsi qu'en dépit des accroissements de la main-d'oeuvre par suite de l'immigration, le rapport capital-main-d'oeuvre a augmenté au cours de cette période.

Le nombre des logements disponibles a également augmenté. Durant la période 1950-1962, 4.6 p. 100 du Produit national brut a été consacré à la construction résidentielle.

La balance des paiements

L'immigration influe sans doute sur les importations et les exportations, mais aucune étude n'a été faite de ces incidences. C'est probablement parce que l'effet net de l'immigration sur la balance commerciale a été relativement faible, et qu'on se préoccupe beaucoup plus de ce que le Canada dépend de son commerce avec les États-Unis pour un petit nombre de produits primaires. Ainsi qu'on l'a vu, les fonds des immigrants s'élèvent à des millions de dollars chaque année, mais ils restent peu considérables si on les compare aux autres composantes de la balance des paiements, y compris les entrées annuelles de capitaux à long terme. En outre, l'adoption d'un taux de change flottant, ces dernières années, a éliminé la possibilité d'une crise de la balance des paiements⁴⁶.

La répartition efficace des ressources

Durant la période d'après-guerre, deux changements ont été mentionnés comme ayant contribué manifestement à une répartition plus efficace des ressources: la baisse de l'importance relative de l'emploi agricole, et du nombre des travailleurs à leur propre compte, surtout dans les secteurs du commerce et des services⁴⁷. De même, la réduction des «embouteillages» — ou des sérieuses pénuries de main-d'oeuvre — pendant les périodes d'expansion économique rapide, a rendu possible une meilleure utilisation des ressources disponibles à ces époques. L'immigration a influé sur ces trois éléments, et a probablement eu l'effet le plus positif sur le dernier.

La diminution de la main-d'oeuvre agricole a été particulièrement prononcée pendant les années 50. Comme l'indique le Tableau 5.2, elle a déchu de 177,000 de 1951 à 1961, tandis que le nombre des travailleurs non agricoles augmentait de 1,359,000. Vu que bon nombre de ces travailleurs agricoles auraient été relativement peu qualifiés, leur assimilation dans le reste de l'économie a sans doute été facilitée par l'accroissement considérable de la population active. L'immigration a contribué de façon appréciable à cet accroissement et, par conséquent, a produit un effet positif à cet égard. Toutefois, 100,000 immigrants étaient des travailleurs agricoles, et sous ce rapport, ont aggravé la situation; pendant les premières années

de cette période, on encourageait les travailleurs agricoles à venir au Canada, et il se peut que des immigrants aient déclaré qu'ils avaient l'intention d'exercer des professions agricoles afin d'être admis au pays. La contribution nette de l'immigration à cet égard n'est donc pas claire.

TABLEAU 5.2
COMPOSANTES DU CHANGEMENT DE LA POPULATION ACTIVE TOTALE ET
AGRICOLE, CANADA, 1951-1961
(en milliers)

Année	Population active ¹		Immigration ²		Émigration vers É.-U.	
	totale	agricole	totale	cultivateurs	totale	cultivateurs
1951	5,276	826				
1961	6,458	649				
Changement en dix ans ¹	1,182	-177	845	100	211	6

¹ Ne comprend pas ceux qui cherchaient du travail pour la première fois.

² Pour l'immigration, années 1951-1960.

Source: S. Ostry, *La composition professionnelle de la population canadienne*, Monographie du recensement de 1961, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967), tableau 11C pour chiffres relatifs à la population active; tableau A.7 pour données sur l'immigration et les sources qui y sont mentionnées; données sur l'émigration provenant du *U.S. Department of Justice, Immigration and Naturalization Service*, tables spéciales fournies à Statistique Canada.

De même, la proportion des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux dans les secteurs non agricoles est passée de 13.8 p. 100 de la main-d'oeuvre en 1950, à 11.0 p. 100 en 1962⁴⁸. Le nombre de travailleurs concernés est beaucoup moins considérable que dans le cas de la main-d'oeuvre agricole et ils ont ainsi été absorbés avec une facilité relative dans la main-d'oeuvre rémunérée.

Comme on l'a vu en traitant de la contribution des immigrants à la main-d'oeuvre, les travailleurs immigrants ont effectivement comblé des pénuries de main-d'oeuvre et contribué à une répartition plus efficace des ressources. Toutefois, il n'est pas possible de quantifier cet effet.

Les prix relatifs

Les changements dans les prix relatifs des produits, services ou facteurs productifs concernés s'expliquent surtout en fonction des changements dans l'offre et la demande à leur égard. L'immigration — directement ou indirectement — n'est que l'un de nombreux facteurs influant sur l'offre et la demande, et aucune étude particulière n'a été faite pour analyser l'effet de l'immigration au Canada sur les

prix relatifs particuliers. Sur la base du cadre analytique présenté au Chapitre 3, on pourrait faire ressortir les variations qui sont probablement attribuables à l'immigration⁴⁹, cependant, toute estimation quantitative ne serait, au mieux, qu'approximative et fortement discutable quant à son exactitude. Par conséquent, nous ne tenterons pas de présenter ici une analyse détaillée.

Parmi tous les prix, celui de la main-d'œuvre est probablement celui qui intéresse le plus la plupart d'entre nous, parce que les salaires constituent la majeure partie du revenu. Si le montant du capital par travailleur augmente, ou si des économies d'échelle sont réalisées, le salaire absolu moyen augmente. Mais que le taux de salaire dans une profession monte ou baisse par rapport à celui d'une autre profession dépend, comme on l'a vu au paragraphe précédent, des variations relatives dans les offres et les demandes applicables à ces travailleurs. Tous autres facteurs étant égaux, un grand nombre d'immigrants entrant dans une profession particulière réduirait le salaire relatif applicable à cette profession ainsi que les salaires relatifs applicables aux professions des travailleurs pouvant être assez aisément déplacés (ou remplacés) par des travailleurs immigrants; par exemple, un afflux considérable de colleurs de papiers peints fera baisser les salaires relatifs dans cette profession particulière ainsi que dans celle des peintres, vu que ces derniers se trouveront dans une situation où le public préférera le papier peint à la peinture. Cependant, les autres facteurs sont rarement égaux. Peut-être la crise de l'énergie convaincra-t-elle le public de la supériorité du papier peint parce que c'est un meilleur calorifuge, et alors la demande de colleurs de papiers peints augmentera manifestement et leurs salaires relatifs commenceront à monter; à ce moment-là, il pourra arriver un afflux d'immigrants qui ralentiront cette augmentation, bien que les salaires relatifs des colleurs de papiers peints puissent néanmoins être plus élevés, même en tenant compte de l'immigration. Par conséquent, il faudrait faire une analyse détaillée de chaque situation particulière pour déterminer l'effet direct et indirect de l'immigration sur les salaires relatifs.

La croissance économique

Une des façons d'évaluer l'effet de l'immigration sur la croissance économique, c'est d'analyser les composantes de l'expansion de l'économie canadienne dans l'après-guerre et de déterminer dans quelle mesure ces composantes pourraient avoir subi l'influence de l'immigration. Des études antérieures portant sur l'expansion économique au Canada fournissent la base dont nous avons besoin pour l'analyse de cette section⁵⁰.

Ainsi qu'on peut le voir au Tableau 5.3, le revenu national net du Canada — c'est-à-dire la somme des revenus gagnés par la contribution au produit courant des facteurs de production appartenant à des résidents canadiens — a augmenté à un taux annuel moyen de 4.5 p. 100 pendant la période de 1955-1962 et de 6 p. 100 pendant celle de 1962-1967. La plus grande partie de cet accroissement — près des trois cinquièmes — est survenue parce que les facteurs ont augmenté. Vu que ces facteurs se sont accrus qualitativement aussi bien que quantitativement, des ajustements appropriés sont nécessaires. Par exemple, un groupe de travailleurs représente, d'une part, une main-d'œuvre de plus en plus réduite parce que la durée de leur travail est moins longue et que la proportion d'hommes dans les principaux groupes en âge de travailler a baissé et, d'autre part, ces travailleurs donnent un

TABLEAU 5.3
CONTRIBUTION DES INPUTS FACTORIELS ET DE LA PRODUCTION PAR UNITÉ D'INPUT
À L'ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL NET, CANADA, 1950-1967
(Contribution aux taux d'accroissement en pourcentages)

	1950-55	1955-62	1962-67
Revenu national net	5.2	4.5	6.0
Inputs factoriels	3.1	2.4	3.8
Main-d'oeuvre	1.3	1.6	2.7
Emploi	1.3	1.7	2.6
Heures de travail	— .3	— .1	— .2
Composition âge-sexe	—	— .2	— .2
Niveau d'instruction	.3	.2	.5
Capital	1.8	.8	1.0
Logement	.5	.1	.3
Investissements étrangers	.1	— .2	— .2
Matériel et structures non résidentielles	1.0	.8	.8
Stocks	.2	.1	.1
Terrain	—	—	—
Production par unité d'input	2.1	2.1	2.3
Répartition améliorée des ressources			
Diminution des facteurs agricoles	.8	.4	.4
Diminution de l'emploi autonome non agricole	.3	—	.1
Économies d'échelle			
Accroissement du marché national	.5	.5	.6
Accroissement des marchés locaux	.1	.1	.1
Élasticités-revenu dans la consommation	—	—	.1
Ajustements statistiques*	.2	.3	.2
Variations dans la pression de la demande*	—	— .1	— .1
Variations dans le produit agricole*	.1	—	— .1
Sources résiduelles d'accroissement	.5	.9	1.0
Taux d'accroissement ajustés ¹			
Revenu national net	5.3	4.4	6.0
Inputs factoriels	3.1	2.4	3.8
Production par unité d'input	2.2	1.9	2.3

¹ Ajustés de façon à exclure l'effet des postes marqués d'un astérisque (*) — ajustements statistiques, variations dans la pression de la demande, et variations dans le produit agricole.

Note: Les chiffres ont été arrondis au dixième de pourcentage le plus proche et s'ils sont additionnés, peuvent ne pas donner la somme exacte.

Source: D. Walters, *Canadian Growth Revisited, 1950-67*, Economic Council of Canada Staff Study No. 28, (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970), p. 6.

meilleur rendement parce que le niveau moyen d'instruction par travailleur a augmenté. Il convient de noter qu'un nombre décroissant d'heures de travail réduit effectivement le volume de main-d'oeuvre et, partant, est indiqué comme réduisant le taux d'accroissement. Mais si les travailleurs optent d'eux-mêmes pour des loisirs accrus, ils ont augmenté leur revenu réel; cela devrait donc indiquer que le revenu national n'est pas synonyme d'augmentations dans le domaine du bien-être économique. Le capital étranger, qui, par définition, est un capital n'appartenant pas à des résidents canadiens, est indiqué comme ayant un effet négatif sur le taux de croissance; c'est-à-dire, que si le capital étranger appartenait à des résidents, le revenu des Canadiens aurait augmenté encore davantage. Enfin, il convient de noter que la plus grande partie du reste de l'accroissement est attribuable à une meilleure répartition des ressources, à des économies d'échelle et à d'autres sources comme l'évolution technologique; divers ajustements mineurs — trop complexes pour être résumés ici, mais inclus dans le tableau pour qu'il soit complet — n'ont eu qu'un effet marginal sur ces résultats d'ensemble.

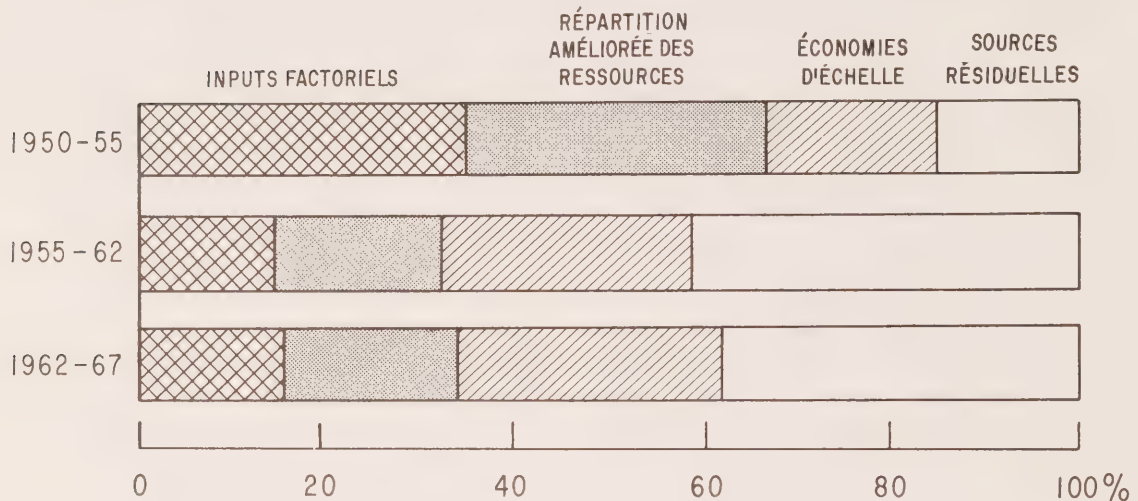
Cependant, l'accroissement du produit par personne — ou par travailleur, d'après la documentation utilisée — est plus approprié, ainsi qu'on l'a fait valoir au début de la présente étude. Le revenu national net du Canada par personne employée a augmenté au taux moyen de 2.8 p. 100 par an, pendant la période 1950-1962; par comparaison avec d'autres pays, ce taux a dépassé quelque peu celui des États-Unis (2.2 p. 100) ou du Royaume-Uni (1.6 p. 100), par exemple, mais a été inférieur à celui de l'Allemagne (5.2 p. 100) ou de la France (4.8 p. 100)⁵¹. En outre, le taux canadien d'accroissement n'a pas été uniforme pendant toute la période, se situant à 3.4 de 1950 à 1955, et à seulement 2.3 p. 100 de 1955 à 1962, époque où il y eut un ralentissement prononcé de l'activité économique.

Comme l'indique le Graphique 5.13, une proportion se situant entre 14 et 35 p. 100 seulement de cet accroissement est provenue d'inputs factoriels accrus — le capital principalement — par travailleur employé. Surtout au cours des deux périodes finales, la proportion de l'accroissement de beaucoup la plus forte est attribuable à la production accrue par travailleur; les économies d'échelle (provenant surtout de marchés nationaux plus vastes) et une répartition améliorée des ressources ont représenté environ un quart et deux cinquièmes respectivement de ce produit accru par travailleur.

On peut avoir une meilleure idée de l'importance relative de ces diverses sources d'accroissement en comparant l'expérience canadienne avec celle des États-Unis et de l'Europe du Nord-Ouest⁵². Comme on le voit au Tableau 5.4, les économies d'échelle provenant de l'accroissement des marchés nationaux et de la répartition améliorée des ressources ont, ensemble, contribué davantage à la croissance du revenu national net par travailleur, au Canada, que dans les deux autres pays précités; de même, la contribution du capital a été plus forte au Canada. Par contraste, l'accroissement attribuable aux sources résiduelles de croissance — y compris également l'évolution technologique — a été plus faible au Canada que dans les deux autres pays, et l'instruction au Canada n'était que la moitié aussi importante qu'aux États-Unis. L'Europe, qui présentait des niveaux initiaux de revenu quelque peu inférieurs, a largement bénéficié des économies d'échelle qui sont provenues des augmentations dans la consommation.

GRAPHIQUE 5.13

Composition procentuelle des contributions à l'accroissement
du revenu national net, par personne employée,
Canada, 1950-1967



SOURCE: Tableau A.22

Ces statistiques nous fournissent la base suivant laquelle nous pourrions faire ressortir les aspects les plus importants des incidences de l'immigration nette sur l'expansion économique au Canada. Comme l'immigration a représenté environ le quart de l'accroissement démographique entre 1950 et 1962 — et par conséquent, dans une proportion à peu près égale, l'ampleur du marché national — une partie égale de l'accroissement du revenu par travailleur découlant des économies d'échelle peut être attribuée indirectement à l'immigration. Et comme nous l'avons indiqué à la section précédente, l'immigration a peut-être contribué à l'amélioration de la répartition des ressources. L'immigration a aussi contribué à relever le niveau d'instruction de la main-d'oeuvre et a, en particulier, fourni à la main-d'oeuvre des travailleurs de sexe masculin appartenant aux groupes d'âges les plus productifs; sans l'immigration, par conséquent, les ajustements qualitatifs (nets) apportés à la main-d'oeuvre canadienne dans ces calculs auraient été encore plus défavorables⁵³. Même en tenant compte de la forte immigration qui s'est produite au Canada, les investissements ont été assez considérables pour contribuer manifestement à l'accroissement du revenu par personne employée. Naturellement, on pourrait soutenir que le capital aurait contribué encore davantage à l'accroissement du revenu par travailleur si la main-d'oeuvre n'avait pas augmenté à ce point. Toutefois, cela suppose que le même montant d'investissements se serait produit à la faveur d'un taux plus faible d'accroissement de la main-d'oeuvre; il semble plus plausible de conclure que le rapport capital-main-d'oeuvre supérieur qui est sous-entendu signifierait un plus faible taux de rendement du capital et, par conséquent, que les investissements n'auraient pas été aussi appréciables. De fait, ce n'est que dans les sources résiduelles de croissance que le Canada ne s'en est pas si bien tiré.

TABEAU 5.4
COMPARAISON INTERNATIONALE DE L'APPORT PROPORTIONNEL DES INPUTS
FACTORIELS ET DE LA PRODUCTION PAR UNITÉ D'INPUT À L'ACCROISSEMENT
DU REVENU NATIONAL NET AJUSTÉ¹ PAR PERSONNE EMPLOYÉE
 (proportions procentuelles)

	É.-U.	Europe du N.-O	Canada	
	1950-62	1950-62	1950-62	1962-67
Revenu national net	100	100	100	100
Inputs factoriels	36	20	26	16
Main-d'oeuvre	10	3	— 1	4
Heures de travail	— 8	— 4	— 7	— 9
Composition âge-sexe	— 5	1	— 4	— 7
Niveau d'instruction	22	6	10	20
Capital	27	17	31	15
Logement	10	1	8	5
Investissements étrangers	2	— 1	— 1	— 3
Matériel et structures non résidentielles	13	14	23	11
Stocks	3	4	2	2
Terrain	— 1	— 1	— 3	— 3
Production par unité d'input	64	80	73	84
Répartition améliorée des ressources				
Diminution des facteurs agricoles				
Diminution de l'emploi autonome non-agricole	11	12	23	16
Réduction des barrières tarifaires internationales	2	4	5	5
Économies d'échelle	—	2	—	—
Accroissement du marché national	14	11	20	25
Accroissement des marchés locaux	3	2	3	2
Élasticités-revenu dans consommation	—	12	—	3
Ajustements de capital ²	—	3	—	—
Sources résiduelles de croissance	34	34	22 ¹	34 ¹

¹ Ajusté de façon à exclure les ajustements statistiques, les variations de la pression de la demande, et les variations de la production agricole, ainsi que l'influence de l'emploi de "dégonfleurs" ajustés de la productivité — et des profits — pour la construction au Canada.

² Comprend l'effet de la "réduction de la durée du capital" et de la "pondération de la formation de capital" pour certains pays de l'Europe du Nord-Ouest.

Note: Certains chiffres ont été arrondis et peuvent ne pas donner la somme exacte.

Source: Mentionnée au tableau 5.3, p. 41.

En fournissant une réserve plus abondante de main-d'oeuvre, l'immigration a peut-être découragé l'adoption de techniques visant à réduire la main-d'oeuvre requise ainsi que d'une technologie plus efficace ou par contre, en rendant possible un taux supérieur d'investissements en capital, peut-être a-t-elle permis aux entrepreneurs d'adopter plus aisément la technologie améliorée qui était disponible; d'après ce que nous en savons présentement, nous pouvons déterminer l'effet (net), s'il en est, que l'immigration a pu avoir dans ce domaine. Ces considérations semblent indiquer que, dans l'ensemble, l'effet de l'immigration sur l'expansion économique a été favorable, sauf qu'il n'est pas possible d'évaluer avec précision l'ampleur de cette contribution à la croissance; si l'on suppose que l'immigration nette a représenté au moins le quart des économies d'échelle et contribué de la même façon au degré d'instruction ainsi qu'à la structure de l'effectif de main-d'oeuvre, et que le rapport capital-main-d'oeuvre serait resté inchangé en l'absence d'immigration, on peut alors attribuer environ un dixième de la croissance, pendant cette période, à l'immigration.

Cependant, ce genre d'estimation approximative est très prudent pour un certain nombre de raisons. Les amplitudes estimatives des économies d'échelle qui sont données dans les tableaux ci-dessus ont été obtenues à partir d'un certain nombre d'hypothèses, dont l'une se fonde sur l'importance relative des économies d'échelle; toutefois, il n'existe pas de consensus quant à l'importance des économies d'échelle, et certaines personnes soutiennent qu'elle ne saurait être considérable⁵⁴. En outre, les incidences estimatives de l'immigration sur l'expansion économique dépendent largement de ce qu'on suppose comme éventualité, en l'absence d'immigration⁵⁵. Par exemple, le rapport capital-main-d'oeuvre serait-il inchangé, plus élevé ou plus faible, s'il n'y avait pas eu d'immigration? Par ailleurs, on ignore, comme on l'a vu, de quelle façon précise l'immigration influe sur l'initiative privée et la technologie et, par conséquent, on ne peut tenir compte de ces éléments. Nous ne possédons donc pas suffisamment de données en ce moment pour fournir une estimation précise de l'effet de l'immigration sur l'expansion économique.

Les niveaux des prix⁵⁶

L'inflation est habituellement attribuée à l'une de trois causes principales: un excédent de la demande, un accroissement des coûts provenant d'augmentations de salaires (plus fortes que l'augmentation de la productivité), et des embouteillages dans la production. Dans une économie ouverte, l'inflation existant à l'étranger nous est transmise par ces moyens, et de même, l'immigration peut influencer sur les niveaux des prix en contribuant à ces causes.

Bien qu'il ne soit pas possible de quantifier avec précision l'effet de l'immigration (nette) d'après-guerre sur l'offre et la demande globales au Canada, il semble probable que la demande accrue résultant de l'immigration n'ait pas été très différente de l'offre accrue qui a été créée. Par conséquent, la contribution à l'inflation découlant des pressions d'une demande excédentaire attribuable à l'immigration a été faible.

Au début, les salaires et revenus des immigrants sont plus bas que ceux des autochtones dans des professions semblables⁵⁷; cela peut signifier, en bonne partie, qu'un immigrant, manquant d'expérience dans la main-d'oeuvre canadienne et ayant probablement à faire face à des problèmes linguistiques, est moins productif

au début qu'un travailleur autochtone. À moins que ces immigrants ne soient relativement plus incompetents que leurs revenus inférieurs ne l'indiquent, l'immigration ne devrait pas causer de pressions des coûts sur les prix.

Naturellement, les immigrants pourraient réduire les pressions inflationnistes en contribuant à réduire les pénuries de main-d'oeuvre. Mais comme on l'a vu à la section portant sur l'effet de l'immigration sur la main-d'oeuvre, il n'est pas possible de quantifier l'effet de l'immigration à cet égard.

Si l'on considère tous ces effets réunis, et qu'on les compare à la force des pressions extérieures sur les niveaux des prix, il semble que l'effet de l'immigration sur l'inflation a été marginal, et beaucoup plus faible que les pressions sur les prix découlant de la demande excédentaire créée au pays ou venant de l'étranger.

Le chômage⁵⁸

On peut distinguer divers genres de chômage d'après leurs causes: le chômage périodique (ou produit par un manque de demande) provient d'une demande globale insuffisante pour donner de l'emploi à tous ceux qui désirent travailler aux niveaux de salaires existants; le chômage d'ordre structurel et technologique provient de changements dans les goûts ou les techniques de production, ou de la combinaison de facteurs complémentaires de production, qui font que des travailleurs dans certaines professions, industries ou régions sont en surnombre; le chômage saisonnier provient de fluctuations saisonnières dans les besoins, dans la disponibilité de travailleurs et dans leur production; et le chômage frictionnel provient du fait que des travailleurs quittent un emploi pour un autre. L'immigration peut influencer sur les niveaux de chômage par leurs effets sur ces causes; en outre, les immigrants peuvent aussi modifier la composition des chômeurs en fournissant aux employeurs des remplaçants pour les autochtones.

Ainsi qu'on l'a vu à la section précédente, l'effet de l'immigration sur la demande excédentaire est susceptible d'être marginal; par conséquent, l'effet sur le chômage périodique est probablement faible également, et l'immigration tend à varier à l'inverse des fluctuations périodiques dans l'activité économique. Par contraste, comme on l'a déjà vu, il est probable que les immigrants ont remédié à des pénuries de main-d'oeuvre dans le passé et qu'ils aient ainsi contribué à accroître l'emploi en éliminant les embouteillages dans la production pour créer des possibilités d'emploi additionnelles. De même, on satisfait partiellement aux besoins saisonniers de l'agriculture à l'aide de travailleurs immigrants admis au pays pour une période limitée; ces mesures atténuent le besoin d'employer des autochtones pour fournir cette main-d'oeuvre saisonnière.

Comme il faut quelque temps à certains immigrants, après leur arrivée, pour se trouver un emploi, le taux d'emploi est temporairement accru, et le chômage frictionnel est ainsi augmenté. Mais dans la mesure où les immigrants ont un emploi prévu, cela ne se produit pas⁵⁹.

La substitution de travailleurs immigrants à des autochtones est difficile à déceler dans les statistiques disponibles. On constate souvent que la première ou la deuxième année après leur arrivée au pays, les taux de chômage des immigrants sont, en général, au-dessus de la moyenne⁶⁰. Mais ainsi qu'on l'a noté dans l'analyse de l'effet de l'immigration sur la main-d'oeuvre, les travailleurs immigrants ont été

portés dans le passé à s'orienter vers des professions ou des régions où les taux de chômage étaient faibles; il n'y a donc rien qui prouve manifestement que l'immigration ait produit un chômage accru chez les autochtones. En outre, la politique d'immigration a également eu tendance à faire baisser l'immigration lors du ralentissement périodique de l'activité économique.

La répartition du revenu⁶¹

Il n'existe aucune analyse empirique d'importance relativement à l'effet de l'immigration sur la répartition du revenu. La redistribution du revenu qui peut résulter de l'immigration dépend des circonstances existantes, et est déterminée par de nombreuses forces divergentes — les changements autonomes et provoqués dans l'offre et la demande applicables à divers facteurs de production, les méthodes de production en usage et la répartition de la possession des facteurs de production, l'ampleur et la nature du commerce extérieur, la force des syndicats et des associations professionnelles, et les politiques gouvernementales, pour n'en nommer que quelques-unes parmi les plus évidentes. Un coup d'oeil sur les données globales indique que l'influence de l'immigration n'a probablement pas été considérable.

On pourrait supposer que l'immigration, en augmentant l'offre de main-d'oeuvre, fait baisser les salaires par rapport aux autres paiements factoriels; mais en contrepois, il y a eu les montants accrus de capital disponible par travailleur. En outre, la façon dont les revenus personnels sont redistribués dépend également de la répartition du terrain et du capital au sein de la population. Les changements dans les systèmes fiscaux et les paiements de transferts influent aussi sur la répartition du revenu, et ces systèmes et paiements peuvent être modifiés encore davantage de façon à obtenir la répartition souhaitée. Comme aucun changement radical ne s'est produit, l'effet général de l'immigration n'a pas fait l'objet de préoccupations.

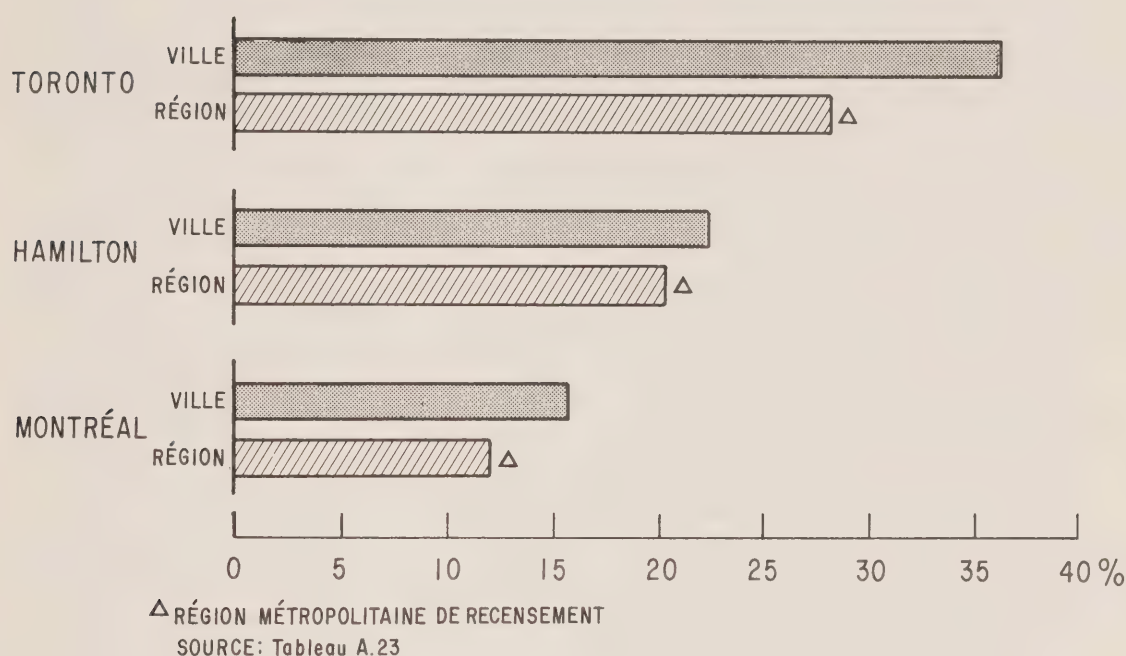
La répartition régionale

Certains aspects de l'effet régional de l'immigration ont déjà été notés. Les immigrants se sont établis surtout en Ontario, et à Toronto en particulier. Cette concentration d'immigrants dans quelques grands centres urbains apparaît clairement au Graphique 5.14. Plus d'un quart des habitants de la région métropolitaine de Toronto dénombrés lors du recensement sont des immigrants d'après-guerre; ils représentent 31.7 p. 100 des immigrants de l'après-guerre au Canada (et par comparaison, le Toronto métropolitain contient 12.2 p. 100 de la population canadienne). Hamilton compte un plus petit nombre d'immigrants, bien que ces derniers constituent près d'un cinquième de sa population totale; par contraste, le grand Montréal compte un nombre considérable d'immigrants, qui ne constituent cependant qu'un septième de la population métropolitaine.

La plupart des centres urbains ont connu un accroissement appréciable de leur population au cours des années, ce qui est attribuable en grande partie à l'immigration dans l'après-guerre⁶². Les travailleurs immigrants qualifiés, ou qui exercent des professions libérales préfèrent s'installer dans les centres industriels urbains; et souvent, les immigrants désignés et parrainés s'établissent près des membres de leur parenté et dans les quartiers de même concentration ethnique, ce

GRAPHIQUE 5.14

Immigrants de l'après-guerre en tant que proportion de la population
de certaines villes, recensement de 1971



qui fait que les centres urbains grossissent. Cependant, une telle concentration de population a souvent créé, pour ces villes et leurs résidents, un coût social assez considérable; par exemple, elle s'accompagne souvent d'une congestion accrue, de facilités de transport pouvant à peine suffire, d'une atmosphère bruyante et d'une pollution croissante de l'air, et ces problèmes ont fait l'objet de préoccupations grandissantes ces dernières années.

La répartition régionale des immigrants de l'après-guerre a influé sur la mobilité des autochtones à l'intérieur du pays. Comme on l'a vu dans l'analyse de la main-d'oeuvre, les immigrants internationaux ont été portés à se diriger vers les régions où les revenus étaient plus élevés et les taux de chômage plus bas; par conséquent, dans la mesure où ils ont réduit les disparités régionales en matière de revenu par tête d'habitant, les immigrants internationaux ont eu tendance à remplacer les déplacements internes. Mais dans la mesure où les travailleurs étrangers créent des emplois que des autochtones peuvent remplir, dans certaines professions, le mouvement de tels travailleurs complémentaires est stimulé.

Un certain nombre des incidences réciproques ont été étudiées dans le cadre des modèles agrégatifs de l'économie. Ces modèles ainsi que les résultats détaillés sont trop complexes pour qu'on en donne ici un résumé complet, et nous ne présentons que les principaux résultats.

Bien qu'elles soient un peu différentes dans leur construction et qu'elles se soient fondées sur des modèles différents, deux études antérieures en sont arrivées à des conclusions semblables⁶⁴. Si l'immigration nette avait été le double de ce qu'elle a été pendant la période commençant au début des années 50 et se terminant vers la fin de 1960, les taux de chômage auraient été légèrement plus élevés et les niveaux de revenu par habitant, légèrement plus bas.

CANDIDE, qui est le modèle économique utilisé actuellement par le gouvernement fédéral, donne essentiellement les mêmes résultats. L'analyse consiste en principe à postuler différents niveaux d'immigration brute annuelle et à comparer les façons dont diverses variables économiques pertinentes sont, de ce fait, modifiées. Par exemple, ainsi que le Tableau 5.5 l'indique, si l'immigration brute passait de 80,000 à 200,000, cela réduirait la balance commerciale de \$150,000 et le Produit national brut réel par habitant de \$28 (ou 0.8 p. 100) par an, cela augmenterait le taux de chômage de 0.75 p. 100 et de plus réduirait l'augmentation de l'indice des prix de 0.08 p. 100; les investissements pour la construction non résidentielle et les machines et équipement augmenteraient d'environ 2 p. 100, tandis que l'offre de main-d'oeuvre augmenterait d'un peu moins de 3 p. 100, ce qui fait que le rapport capital-main-d'oeuvre diminuerait légèrement. Sauf peut-être dans le cas du taux de chômage, les autres variables ne changeraient effectivement que très peu; et la construction résidentielle serait plus élevée, naturellement, vu que la population s'accroîtrait plus rapidement. Ce qui est plus intéressant, c'est une évaluation de l'ampleur de certaines politiques fiscales expansionnistes qu'il faudrait adopter pour compenser ce chômage accru; nous avons donc calculé les augmentations qui s'imposeraient dans la formation gouvernementale de capital fixe, lesquelles sont résumées au Tableau 5.6.

Par exemple, si l'immigration brute annuelle passait de 80,000 à 160,000 (soit le double), on estime qu'une dépense annuelle additionnelle de \$370 millions en formation gouvernementale de capital fixe empêcherait le chômage d'augmenter. Dans cette éventualité, toutefois, le taux d'augmentation de l'indice des prix serait accru de 0.20 p. 100, et le Produit national brut réel par habitant, de \$29.

Si l'on accepte les résultats ci-dessus, trois points importants valent d'être notés. Les incidences d'une immigration accrue sur diverses variables économiques sont habituellement très marginales; le changement apporté à la politique fiscale pour compenser toute augmentation possible du chômage est relativement faible — on réussirait à doubler l'immigration brute, tel qu'il est mentionné ci-dessus, sans augmenter le chômage et avec un Produit national brut réel par habitant légèrement plus élevé et une inflation accrue, si la formation gouvernementale de capital fixe augmentait en moyenne de \$4,625 par immigrant additionnel admis; dans l'ensemble, ces résultats sont comparables à ceux qui ont été donnés dans la formule d'équilibre partiel, sauf que dans le cas présent, des estimations quantitatives des incidences sont possibles.

Mais comme on l'a déjà vu, les résultats obtenus en se servant d'un modèle quelconque dépendent à divers degrés de la structure du modèle. Par exemple, on a

TABLEAU 5.5
INCIDENCES DE DIFFÉRENTS NIVEAUX D'IMMIGRATION BRUTE SUR CERTAINES
VARIABLES ÉCONOMIQUES DE 1972 À 1980
(D'après une estimation faite sur le modèle CANDIDE)

Variables économiques ¹	Niveaux d'immigration brute (en supposant que l'émigration brute s'établisse à 60,000)			
	80,000	120,000	160,000	200,000
Investissements dans la construction résidentielle				
Valeur	3.48	3.69	3.91	4.12
Accroissement	3.64	4.43	5.15	5.82
Investissements dans la construction non résidentielle				
Valeur	5.49	5.53	5.57	5.61
Accroissement	5.79	5.93	6.06	6.19
Investissements dans machines et équipement				
Valeur	6.41	6.45	6.50	6.55
Accroissement	6.55	6.57	6.63	6.70
Exportations				
Valeur	19.88	19.89	19.89	19.89
Accroissement	6.28	6.28	6.28	6.28
Importations				
Valeur	18.08	18.12	18.18	18.24
Accroissement	5.99	5.98	5.98	6.01
Dépenses gouvernementales courantes				
Valeur	12.70	12.77	12.84	12.92
Accroissement	4.23	4.32	4.41	4.51
Formation gouvernementale de capital fixe				
Valeur	3.46	3.47	3.49	3.50
Accroissement	4.41	4.51	4.59	4.69
Produit national brut par habitant				
Valeur	3,764	3,753	3,744	3,736
Accroissement	3.98	3.87	3.78	3.69
Taux de chômage	4.45	4.71	4.96	5.20
Offre de main-d'oeuvre: nombre (millions)	9.58	9.67	9.75	9.84
accroissement	2.40	2.56	2.72	2.88
Indice des prix à la consommation	2.27	2.23	2.20	2.19

¹ Les valeurs moyennes (dollar constant) sont exprimées en milliards de dollars sauf pour le produit national brut par habitant, qui est en dollars; les taux d'accroissement sont exprimés en termes procentuels.

Source: G.W. Davies, *The Role of Immigration in Candide Model 1.0*, tableau 2.

TABLEAU 5.6
INCIDENCES DE DIFFÉRENTS NIVEAUX D'IMMIGRATION BRUTE SUR CERTAINES
VARIABLES ÉCONOMIQUES, DE 1972 À 1980
(En supposant que la formation gouvernementale de capital fixe soit augmentée de façon à
maintenir le niveau de chômage à 4.5 p. 100)

Variables économiques ¹	Niveaux d'immigration brute (en supposant que l'émigration brute s'établisse à 60,000)			
	80,000	120,000	160,000	200,000
Augmentation annuelle de la formation gouvernementale de capital fixe		.190	.370	.550
Formation gouvernementale antérieure de capital fixe				
Valeur	3.46	3.47	3.49	3.50
Accroissement	4.41	3.68	3.89	4.10
Formation gouvernementale requise de capital fixe				
Valeur	3.46	3.68	3.89	4.10
Accroissement	3.98	3.98	3.98	3.98
Produit national brut par habitant				
Valeur	3,764	3,779	3,793	3,808
Accroissement	3.98	3.98	3.98	3.98
Indice des prix à la consommation	2.27	2.37	2.47	2.58

¹ Les valeurs moyennes (dollar constant) sont exprimées en milliards de dollars, sauf pour le produit national brut par habitant, qui est en dollars; les taux d'accroissement sont exprimés en termes procentuels.

Source: Tableau 3 de la source mentionnée au tableau précédent.

incorporé au modèle utilisé ici des rendements à l'échelle essentiellement constants; on suppose que les tendances des immigrants (pour divers groupes d'âges) en matière de consommation sont les mêmes que celles des autochtones; on ne tient pas compte des embouteillages dans la production, selon les professions et les régions⁶⁵. Il faudrait entreprendre d'autres travaux de recherche pour déterminer dans quelle mesure ces omissions influeraient sur les estimations quantitatives. Le modèle courant indique maintenant, en principe, que l'immigration augmente l'offre globale un peu plus que la demande globale; et pour éviter les effets déflationnistes qui s'ensuivraient, il faudrait amorcer une légère augmentation autonome dans la demande globale.

Le sommaire

Les résultats des travaux antérieurs n'indiquent pas clairement les incidences économiques de l'immigration au Canada dans l'après-guerre. Il semble cependant que dans la plupart des cas, l'effet n'ait pas été considérable. Il est probable que les incidences les plus importantes consistent à augmenter légèrement les revenus par habitant et l'expansion économique — surtout si des économies d'échelle se réalisent et que l'immigration favorise une formation accrue de capital, un accroissement des connaissances technologiques et une meilleure répartition des ressources — et à rendre la main-d'oeuvre plus adaptable, du fait que les immigrants peuvent remédier à des pénuries de main-d'oeuvre. Mais il n'est pas facile d'établir et d'accepter la mesure dans laquelle ces circonstances — comme les économies d'échelle — existent réellement.

RENVOIS

¹ On trouvera une vaste bibliographie dans ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, *Immigration, Migration and Ethnic Groups in Canada, A Bibliography of Research 1964-1968* (Ottawa, 1969). (Les périodes antérieures sont couvertes dans les fascicules précédents du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration intitulés *Citizenship, Immigration and Ethnic Groups in Canada, A Bibliography of Research, 1920-1958*, pour 1959-61, et pour 1962-64 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1960, 1962 et 1964 respectivement.)

² G. D. McQuade, «Trends in Canadian Immigration», *International Migration* 2:221-234; W. R. Needham, «Immigration to Canada from the British Isles, 1951-1964: A Regional Analysis of Sending Areas» (thèse de doctorat, Queen's University, 1968); L. Parai, *Canadian International Immigration, 1953-65: An Empirical Study*; W. L. Marr, *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants, 1950-1967* (thèse de doctorat, University of Western Ontario, 1972), ch. 3; J. F. Helliwell, et autres, *The Structure of RDX2* (Ottawa: Banque du Canada, 1971), partie 1, pp. 106-110 et partie 2, p. 42; H. S. Tjan, «A Quantitative Study on the Effects of «Slack» on the Flow of Immigrants to Canada» (document de débat no 2, Conseil économique du Canada, 1970); ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, «Immigration to Canada, 1950-1972: An Analysis of Annual Flows Using a Labour Market Adjustment Model», 1973.

³ «Immigration to Canada, 1950-1972: An Analysis of Annual Flows Using a Labour Market Adjustment Model», p. 3. Cette estimation provient d'une équation de régression linéaire, adaptée aux données annuelles de 1950-1972, dans laquelle l'immigration d'une année est fonction du taux de chômage au Canada, l'année précédente.

Ou encore, les taux plus élevés de chômage peuvent être considérés comme représentant des possibilités d'emploi décroissantes, et ainsi l'inverse du taux de chômage — c'est-à-dire $1/(\text{taux de chômage})$ — peut être considéré comme la détermination appropriée de cette variable dans une équation de régression linéaire; de même, les effets des autres variables — chômage dans le pays d'origine et changements dans les salaires réels relatifs, par exemple — peuvent être incorporés à une équation de régression linéaire multiple. Cela fait, l'effet des changements dans le taux canadien de chômage donne ceci:

Augmentations du taux annuel moyen de chômage au Canada	Baisse estimative de l'immigration annuelle (milliers)
de 3 à 4 p. 100	39
de 4 à 5 p. 100	25
de 5 à 6 p. 100	16
de 6 à 7 p. 100	11

Cette formule implique que la plus grande partie de la réduction de l'immigration se produit lorsque le chômage augmente initialement. (Les résultats empiriques proviennent de H. S. Tjan, «A Quantitative Study on the Effects of «Slack» on the Flow of Immigrants to Canada», p. 8.)

⁴ Voir, par exemple, Mabel Timlin, *Does Canada Need More People?* et le *Livre blanc sur l'Immigration*, pp. 18-19.

⁵ La promotion — ce qui comprend les annonces dans les journaux et à la télévision ainsi que les conférences et les projections de films — surtout au Royaume-Uni, où ce genre de recrutement est permis, a varié en intensité suivant les exigences de la main-d'oeuvre au Canada; les prêts de passage consentis aux immigrants ont également varié.

⁶ Parce que cet aspect de la politique d'immigration est, de par sa nature, relié étroitement aux changements dans le taux de chômage, il n'est pas possible de mesurer, à l'aide de statistiques, l'effet de la politique d'immigration sur les fluctuations de l'immigration. Il existe cependant certaines données trimestrielles qui indiquent que cette politique a influé sur les mouvements d'immigration; voir L. Parai, *Canadian International Immigration, 1953-1965: An Empirical Study*, surtout les pp. 142, 150-154, et W. L. Marr, *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants, 1950-1967*, pp. 44-48.

Pour une brève étude de la mesure où les changements apportés à la politique canadienne d'immigration reflètent de plus en plus les besoins économiques du pays et ses exigences en matière de main-d'œuvre, voir L. Parai, «Canada's Immigration Policy, 1962-73» (University of Western Ontario, août 1973), et F. Hawkins, *Canada and Immigration, Public Policy and Public Concern* (Montréal: McGill-Queen's University Press, 1972), surtout le ch. 6.

⁷ Voir, par exemple, W. L. Marr, *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants, 1950-1967*, pp. 41-48.

⁸ Voir, par exemple, L. Parai, *Canadian International Immigration, 1953-1965: An Empirical Study*, pp. 78-79, 124-126; W. L. Marr, *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants, 1950-1967*; H. S. Tjan, «A Quantitative Study on the Effects of «Slack» on the Flow of Immigrants to Canada», pp. 4-7.

⁹ Voir, en particulier, D. C. Corbett, *Canada's Immigration Policy: A Critique* (Toronto: University of Toronto Press, 1957), chs. 2 et 3, et du même auteur, «Canada's Immigration Policy: 1957-62», *International Journal* 18:166-180; et F. Hawkins, *Canada and Immigration, Public Policy and Public Concern*, partie 2.

¹⁰ De fait, cet aspect du système de parrainage, ainsi que le puissant facteur d'accroissement de l'immigration que comporte ce système, ont été soulignés dans le *Livre blanc sur l'Immigration* (pp. 11-14, 21-23), d'où la recommandation pour que ce système soit modifié.

¹¹ Pour les études antérieures fournissant des données détaillées et un aperçu des caractéristiques «main-d'œuvre» des immigrants dans l'après-guerre et de leur effet sur la main-d'œuvre canadienne, voir, en particulier, ministère canadien du Travail, Direction de l'Économie et des Recherches, *The Migration of Professional Workers Into and Out of Canada 1946-1960* (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1962); L. Parai, *Immigration and Emigration of Professional and Skilled Manpower During the Postwar Period*; W. E. Kalbach, *The Impact of Immigration on Canada's Population*, monographie du recensement de 1961, (Ottawa: Information Canada, 1970), surtout les chs. 4 et 5; et L. Parai, «International Immigration Into Australia and Canada, 1946-71».

¹² Les résultats du recensement de 1971 ne sont pas tous disponibles en ce moment et, en conséquence, ceux de 1961 sont utilisés pour fins de comparaison. Vu que 1961 est à mi-chemin ou presque dans la période à l'étude, ces statistiques conviennent souvent à des fins de comparaison.

¹³ Voir, en particulier, N. H. W. Davis et M. L. Gupta, *Labour Force Characteristics of Postwar Immigrants and Native-Born Canadians, 1956-67*, Études spéciales sur la main-d'œuvre no 6 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1968), pp. 15-22 et 43-44; pour des données plus récentes, voir ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, Groupe des projets de recherche, «Immigration and the Labour Force», communication inédite préparée à l'intention du Groupe chargé de l'étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, décembre 1973, p. 21.

Pour des groupes d'âge particuliers dans l'enquête de février 1967 sur la main-d'œuvre, Davis et Gupta (p. 43) ont constaté les taux suivants de participation:

Groupes d'âges	Immigrants de l'après-guerre		Nés au Canada	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
14 à 19 ans	37.1	27.6	31.9	26.1
20 à 24 ans	83.9	55.2	82.8	55.9
25 à 34 ans	97.0	41.7	96.2	32.7
35 à 44 ans	98.9	43.6	97.0	34.6
45 à 54 ans	98.7	44.3	95.2	37.9
55 à 64 ans	92.9	27.9	83.7	28.5
65 ans et plus	43.5		22.7	6.1
Tous âges	88.4	40.2		

Les taux plus élevés de participation parmi la plupart des immigrantes ont également été constatés plus récemment par B. G. Spencer, «Determinants of the Labour Force Participation of Married Women: A Micro-Study of Toronto Households», *Canadian Journal of Economics* 6:222-238.

¹⁴ La façon la plus simple d'évaluer la contribution annuelle que l'immigration nette a apportée aux accroissements de main-d'œuvre est d'admettre en postulat que les émigrants en provenance du Canada ont fourni les mêmes taux généraux de participation que les immigrants vers le Canada. En conséquence, tel qu'il

est décrit en détail dans les renvois au Tableau A.6, les accroissements annuels de main-d'oeuvre peuvent être séparés entre ceux qui sont attribuables à l'immigration nette estimative et ceux qui résultent de changements intérieurs, ces derniers étant obtenus résiduellement en tant que différences entre les augmentations estimatives de main-d'oeuvre et l'immigration nette.

Cette estimation résiduelle de la composante de la main-d'oeuvre accrue qui provient de sources domestiques ne fait toutefois pas de distinction entre le changement attribuable à l'accroissement de population provenant de l'accroissement naturel, et celui qui provient de changements dans les taux de participation. Par conséquent, on emploie une autre formule d'estimation, également décrite en détail dans les renvois du Tableau A.6. Vu que les erreurs d'estimation sont comprises, dans la première formule, dans le changement intérieur estimatif, et suivant la seconde formule, dans l'immigration nette estimative, on ne peut s'attendre à ce que les deux estimations soient identiques. De fait, il existe des différences perceptibles pour certaines années, mais dans l'ensemble les résultats sont très cohérents.

On constatera que ces estimations de l'apport de l'immigration nette estimative à l'accroissement de la main-d'oeuvre sont biaisées vers le bas. L'effet estimatif de l'immigration porte, en principe, sur les seuls immigrants ayant déclaré à leur arrivée qu'ils avaient l'intention de se joindre aux effectifs ouvriers; en conséquence, suivant la première formule, l'effet de ces immigrants qui se joignent par la suite aux effectifs est compris dans les changements provenant de sources intérieures et, suivant la seconde formule, la participation plus élevée chez les immigrants, déjà constatée, contribue à accroître la participation dans tout le pays, ce qui fait que les incidences de l'immigration seraient aussi comprises, malheureusement, dans les incidences estimatives d'une participation croissante. (Aussi faut-il s'attendre, comme l'indique le tableau, à ce que l'ampleur de l'immigration nette estimative obtenue suivant la seconde formule soit plus faible que celle que l'on obtient d'après la première formule.)

¹⁵ Voir A. H. Richmond, *Postwar Immigrants in Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1967), pp. 50-62; ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Direction de la Recherche, Service de développement des programmes, «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», manuscrit inédit, 1972, pp. 27-40; ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Groupe des projets de recherche, Division de la planification stratégique et de la recherche, «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», manuscrit inédit, 1973, pp. 11-35.

¹⁶ «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», pp. 38-40. On trouvera à peu près les mêmes observations dans le rapport subséquent mentionné au renvoi précédent.

¹⁷ De fait, compte tenu du système de points adopté en 1967, qui accordait 30 sur 100 pour le niveau d'instruction et les aptitudes, on pourrait se demander pourquoi le changement constaté après 1967 n'a pas été encore plus prononcé. Ce sont sans doute les caractéristiques des immigrants parrainés et désignés, et la proportion croissante de ces immigrants, qui l'expliquent.

Vu que les immigrants parrainés sont admissibles s'ils sont en bonne santé et qu'un plus petit nombre de points est exigé pour qu'un immigrant désigné soit admis, une proportion beaucoup plus faible de ces immigrants parrainés et désignés comprenait des membres des professions libérales ou des ouvriers qualifiés, et un plus grand nombre, des ouvriers non spécialisés; le Tableau A.8 indique cela clairement, bien que les groupes professionnels généraux ne soient pas tous comparables à ceux qui sont utilisés au tableau précédent. Ainsi, que l'on utilise les professions projetées des immigrants ou celles qu'ils exerçaient effectivement un an après leur arrivée, on voit que tandis qu'environ les deux cinquièmes des travailleurs immigrants indépendants exercent des emplois dans les professions libérales ou techniques, seulement un dixième, environ, des immigrants désignés et parrainés se trouvent dans des professions de ce genre; par contraste, les manoeuvres sont au moins sept ou huit fois aussi nombreux parmi les immigrants parrainés et désignés que parmi les candidats indépendants. De plus, comme le montre le Tableau A.9, la proportion des immigrants parrainés et désignés parmi tous les immigrants a eu tendance à augmenter au cours des années. Par conséquent, la combinaison plus faible des aptitudes dans ces groupes ainsi qu'une augmentation générale de leur ampleur relative ont sans doute eu tendance à restreindre l'accroissement de la proportion des travailleurs possédant un niveau élevé d'instruction et de compétence.

Par ailleurs, ces dernières années, une proportion croissante de tous les immigrants a été admise en faisant changer leur statut de visiteurs en celui d'immigrant reçu; 5.8 p. 100 des immigrants admis en 1967 étaient des visiteurs à qui le Canada accorda le statut d'immigrant, comparativement à 28.9 p. 100 en 1971. Et bien que cette formule d'admission ait été éliminée récemment, il est intéressant de voir l'influence de ces immigrants sur la composition de la main-d'oeuvre. Le Tableau A.10 présente un résumé de la répartition professionnelle des échantillons de visiteurs à qui on a accordé le statut d'immigrant reçu pendant les années 1969-1971; il semble qu'au cours de cette période, ces immigrants étaient surtout des candidats indépendants qui se situaient principalement dans les professions libérales, les postes de gestion et les services techniques. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisqu'il y a lieu de croire que ceux qui n'ont pas satisfait aux critères de sélection, durant cette période, n'ont pas été admis; toutefois, certains candidats dont la demande n'a pas été acceptée ont pu en appeler de cette décision.

- ¹⁸ Je désire remercier Larry Epstein d'avoir porté à mon attention la nécessité de tenir compte de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre attribuable aux immigrants, lorsqu'on évalue l'apport de ceux-ci à l'accroissement des diverses composantes de la main-d'œuvre.
- ¹⁹ Direction de l'Économie et de la Recherche, ministère du Travail, *Skilled and Professional Manpower in Canada, 1945-1965*, Étude préparée à l'intention de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1957), p. 34.
- ²⁰ Il convient de souligner que de fait, ce tableau ne présente qu'un aperçu très approximatif des incidences de l'immigration sur l'accroissement de la main-d'œuvre, par professions, pendant la dernière décennie intercensale. Comme on l'a vu, les professions enregistrées sont celles que les immigrants avaient l'intention d'exercer plutôt que celles qu'ils ont effectivement exercées; ainsi l'usage des statistiques sur l'immigration pour évaluer les changements dans les professions, qui sont attribuables à l'immigration, donne une estimation peu exacte; en conséquence, bien que la décennie intercensale couvre une période commençant le 1er juin, alors que les entrées d'immigrants sont considérées sur une période de dix années civiles, il n'y avait rien à gagner à apporter des ajustements complexes pour faire coïncider les périodes. Bien qu'il semble que l'émigration soit sous-évaluée parce qu'elle ne comprend que les mouvements vers les États-Unis, il faut se rappeler que ces chiffres comprennent les résidents nés au Canada. Il est intéressant de noter que ces estimations indiquent que l'immigration nette estimative est de près de 70 p. 100, tandis que (d'après le Tableau A.4) les données disponibles du recensement de 1971 indiquent que cette proportion approximative d'immigrants de la période de 1961-1971 résidaient au Canada à l'époque du recensement de 1971.
- ²¹ La concentration d'immigrants parmi les ouvriers qualifiés et les travailleurs à la production ainsi que dans les professions libérales — de même que dans le secteur manufacturier et le bâtiment, suivant ce qui a été constaté pour la période précédente — apparaît également à la lecture des données de l'enquête de février 1967 sur la main-d'œuvre; voir N. H. W. Davis et M. L. Gupta, *Labour Force Characteristics of Postwar Immigrants and Native-Born Canadians, 1956-67*, pp. 24-27.
- ²² M. Abrams et L. Epstein, «Immigration and Price Stability», pp. 22-34; R. Demers, «Immigration and Job Vacancies» et ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, Groupe des projets de recherche, «Immigration and the Labour Force» (tous ces travaux sont des études spéciales préparées à l'intention du Groupe chargé de l'étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, manuscrits inédits, décembre 1973).
- ²³ M. Abrams et L. Epstein, «Immigration and Price Stability», p. 23.
- ²⁴ *Ibid.*, p. 25.
- ²⁵ R. Demers, «Immigration and Job Vacancies», surtout la partie 2.
- ²⁶ Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», p. 11. En outre, les candidats indépendants et désignés, ceux qui possédaient une connaissance quelconque de l'anglais ou du français, et ceux qui se situaient dans les professions libérales et techniques avaient tendance à commencer à travailler plus tôt. Pour un bref résumé des résultats pertinents, voir ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, «Immigration and the Labour Force», section A.
- ²⁷ Cela est indiqué par les données du dernier recensement, qui sont présentées au Tableau A.17. Et si l'on compare les Tableaux A.17 et A.16, on voit que la proportion des immigrants en Ontario a augmenté légèrement, tandis qu'elle a baissé dans les Maritimes et les Prairies; on est donc porté à croire qu'il existe des mouvements internes qui sont conformes à la tendance générale observée dans les déplacements à l'intérieur du pays.
- ²⁸ L. Parai, *Immigration and Emigration of Professional and Skilled Manpower During the Postwar Period*, p. 79. Pour d'autres estimations, voir B. W. Wilkinson, *Studies in the Economics of Education*, ministère du Travail, Direction de l'Économie et de la Recherche, Document hors série no 4 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965), ch. 2; A. Scott et H. G. Grubel, «The International Movement of Human Capital: Canadian Economists», *Canadian Journal of Economics* 2:375-388; A. Scott, «The Brain Drain — Is a Human-Capital Approach Justified?», dans *Education, Income and Human Capital*, éd. W. L. Hansen, pp. 262-267.
- ²⁹ B. W. Wilkinson, *Studies in the Economics of Education*, p. 73.
- ³⁰ *Ibid.*, p. 76.
- ³¹ Voir, par exemple, R. Matthews et J. Steele (éds.), *The Struggle for Canadian Universities* (Toronto: New Press, 1969).

³² Voir, par exemple, B. Celovsky, «Some Aspects of Postwar Immigration to Canada», manuscrit inédit, Ottawa, n.d., p. 4. Pour des données détaillées sur les changements dans l'offre et l'expérience d'emploi des travailleurs intellectuels, voir A. G. Atkinson, K. J. Barnes et E. Richardson, *Canada's Highly Qualified Manpower Resources* (Ottawa: ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1970), et pour les années antérieures, ministère du Travail, *The Migration of Professional Workers Into and Out of Canada, 1946-1960*, Bulletin no 11 sur la main-d'œuvre professionnelle (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1961).

³³ On cite habituellement les données provenant du ministère du Revenu national, *Statistique Fiscale* (publication annuelle) pour démontrer dans quelle mesure les revenus des membres des professions libérales ont changé. Les chiffres du recensement de 1971 fourniront aussi des données.

³⁴ H. C. Eastman, *The Economic Council's Third Annual Review – An Evaluation* (Montréal: Private Planning Association of Canada, 1966), p. 23.

³⁵ Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», pp. 79-81, et «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», pp. 79-81.

³⁶ B. Thomas, *Migration and Economic Growth: A Study of Great Britain and the Atlantic Community*.

³⁷ Voir, par exemple, J. H. Dales, *The Protective Tariff in Canada's Development* (Toronto: University of Toronto Press, 1966).

³⁸ Voir, par exemple, «Discours de l'honorable Robert A. Andras, Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, préparé à l'intention du 80^e congrès annuel du Conseil national des femmes du Canada, tenu à Toronto, le 11 juin 1973, et prononcé par M. Mark MacGuigan, député et secrétaire parlementaire», pp. 6-7.

³⁹ Une bonne partie de cette section est fondée sur Soren T. Nielsen, «An Examination of Household Expenditure Patterns of Canadian Immigrants» (ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1973).

⁴⁰ En conséquence, il convient d'apporter la réserve suivante:

«Toutefois, il faut noter une limitation des différences établies au cours d'une période de temps dans les modalités des dépenses des immigrants. Nous avons présumé essentiellement que le comportement, à un temps donné, des immigrants qui sont arrivés à différentes périodes, pouvait représenter le comportement des nouveaux immigrants, à mesure que leur séjour augmentait et qu'ils s'assimilaient à la population canadienne. Mais cela repose sur la question de savoir si oui ou non les immigrants arrivés à différentes périodes peuvent en vérité être considérés comme groupes homogènes. . . . Ainsi, nous sommes assurés que les immigrants du début, et spécialement ceux d'avant 1945, possédaient moins d'aptitudes que les récents immigrants. Ils étaient également moins instruits que leurs contemporains et provenaient vraisemblablement d'un milieu rural, même s'ils habitaient dans des villes. (S. T. Nielsen, «An Examination of Household Expenditure Patterns of Canadian Immigrants», pp. 36-37.)»

⁴¹ Voir, par exemple, T. A. Wilson et N. H. Lithwick, *The Sources of Economic Growth*, Études de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité, no 24 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1968), ch. 5; et W. C. Hood et A. D. Scott, *Output, Labour and Capital in the Canadian Economy*, Étude préparée à l'intention de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1957), ch. 6.

⁴² Voir, par exemple, Y. Dubé, J. E. Howes, et D. L. McQueen, *Housing and Social Capital*, Étude préparée à l'intention de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1957), surtout le ch. 3; E. L. Bebee, «Regional Housing Markets and Population Flows in Canada: 1956-67», *Canadian Journal of Economics* 5:386-397; et L. B. Smith, *Housing and Mortgage Markets in Canada*, Étude du personnel de recherche de la Banque du Canada, no 6 (Ottawa: Banque du Canada, 1970); ces ouvrages portent sur les divers aspects du marché canadien de l'habitation.

⁴³ On peut être porté à croire qu'un certain nombre d'immigrants habitent pendant un certain temps dans de vieux logements situés dans la partie centrale de grandes villes comme Toronto. (A. H. Richmond, *Ethnic Residential Segregation in Metropolitan Toronto* (Toronto: Ethnic Research Programme, Institute for Behavioural Research, York University, 1972), ch. 3, surtout pp. 36-37.

- ⁴⁴ Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», pp. 99-112, et «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», pp. 43-45.
- ⁴⁵ D. Walters, *Canadian Income Levels and Growth: An International Perspective*, Étude préparée par le personnel du Conseil économique du Canada, no 23 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1968), pp. 71-72; les chs. 7 et 8 de cette étude donnent un aperçu détaillé des investissements pendant cette période.
- ⁴⁶ Pour une analyse plus détaillée, voir M. Abrams, «Impact of Immigration on the Balance of Payments» (Étude spéciale préparée à l'intention du Groupe chargé de l'étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, décembre 1973).
- ⁴⁷ D. Walters, *Canadian Income Levels and Growth: An International Perspective*, ch. 11.
- ⁴⁸ *Ibid.*, p. 118.
- ⁴⁹ Pour un exemple empirique du genre d'analyse que cela comporte, voir l'étude des effets des changements de la composition professionnelle sur les salaires relatifs, par N. M. Meltz, *Changes in the Occupational Composition of the Labour Force*, ministère du Travail, Direction de l'Économie et de la Recherche, Document hors série no 2, (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965), chs. 5-7.
- ⁵⁰ Pour plus de détails sur les données sur lesquelles se fonde cette section, voir D. Walters, *Canadian Growth Revisited, 1950-67*, Étude préparée par le personnel du Conseil économique du Canada, no 28 (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1970), et du même auteur, *Canadian Income Levels and Growth: An International Perspective*. Pour d'autres études portant sur la période antérieure, voir N. H. Lithwick, *Economic Growth in Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1967), T. A. Wilson et N. H. Lithwick, *The Sources of Economic Growth*, et A. G. Green, *Regional Aspects of Canada's Economic Growth* (Toronto: University of Toronto Press, 1971).
- ⁵¹ D. Walters, *Canadian Growth Revisited, 1950-67*, pp. 30 et 40.
- ⁵² Comprend la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni.
- ⁵³ T. A. Wilson et N. H. Lithwick, *The Sources of Economic Growth*, ch. 4, où ces arguments sont présentés.
- ⁵⁴ Pour l'hypothèse selon laquelle les composantes des taux de croissance du Canada sont évaluées, voir D. Walters, *Canadian Income Levels and Growth: An International Perspective*, chs. 12 et 13, J. H. Dales soutient que les économies d'échelle ne sont probablement pas considérables, dans *The Protective Tariff in Canada's Development*, ch. 8. La plupart des estimations empiriques de la fonction «production» sont fondées sur des rendements constants à l'échelle; voir, par exemple, T. A. Wilson et N. H. Lithwick, *The Sources of Economic Growth*, app. A, p. 231; et Y. Kotowitz, «On the Estimation of a Non-Neutral CES Production Function», *Canadian Journal of Economics* 1:430.
- ⁵⁵ Voir, par exemple, A. D. Scott, «Transatlantic and North American International Migration», dans *North American and Western European Economic Policies*, eds. C. P. Kindleberger et A. Shonfield (Londres: Macmillan and Co. Ltd., 1971), p. 445 et E. F. Denison, *The Sources of Economic Growth in the United States and the Alternatives Before Us*, pp. 177-178.
- ⁵⁶ Pour une longue étude de l'influence de l'immigration sur les niveaux des prix, voir M. Abrams et L. Epstein, «Immigration and Price Stability», étude sur laquelle se fonde cette section.
- ⁵⁷ Voir, par exemple, ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», pp. 48-78, et «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», pp. 46-58.
- ⁵⁸ Pour des études plus détaillées des incidences de l'immigration sur le chômage, voir M. Abrams et L. Epstein, «Immigration and Price Stability», R. Demers, «Immigration and Job Vacancies», et ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, «Immigration and the Labour Force».
- ⁵⁹ «The First Year in a New Country (Immigrants of 1969)», pp. 59-72, et «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», pp. 84-97, décrivent les caractéristiques «chômage» d'immigrants récents.
- ⁶⁰ N. H. W. Davis et M. L. Gupta, *Labour Force Characteristics of Postwar Immigrants and Native-Born Canadians, 1956-67*, p. 28, et «Two Years in Canada (Immigrants of 1969)», pp. 84-97.
- ⁶¹ Voir M. Frankena, «Immigration Policy and the Distribution of Income in Canada» (Étude spéciale préparée à l'intention du Groupe chargé de l'étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, décembre 1973), sur laquelle se fonde cette section.
- ⁶² S. T. Nielsen, «Immigrants and the Mobility of the Indigenous Population» (Étude spéciale préparée pour le Groupe ci-dessus, décembre 1973).

⁶³ Voir G. W. Davies, «The Role of Immigration in Candide Model I.0» (Étude spéciale préparée pour le Groupe ci-dessus, décembre 1973), sur laquelle se fonde cette section.

⁶⁴ W. L. Marr, *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants, 1950-1967*, chs. 4 et 5; G. W. Davies, *An Economic-Demographic Simulation Model Designed to Test the Effects of Changes in the Rate and Skill Composition of Net Immigration on the Canadian Economy from 1952 to 1968* (dissertation de doctorat, University of Michigan, 1972).

⁶⁵ Ces compétences sont également étudiées plus en détail dans «Immigration and the Labour Force», pp. 30 et suiv. et «Immigration and Price Stability», pp. 14 et suiv.

LES TENDANCES POSSIBLES DE L'IMMIGRATION FUTURE

Les chapitres précédents ont porté sur une analyse des incidences économiques possibles de l'immigration; dans le présent chapitre, nous examinerons brièvement les tendances générales de l'immigration future.

Les projections de la population active¹

Bien que le taux de fertilité — soit le nombre des enfants auxquels une femme donne naissance pendant sa vie — ait baissé au Canada durant la dernière décennie et se situe présentement à un peu moins de 2.0, la population canadienne continuera de croître pendant quelques années à cause de la forte proportion des femmes qui sont en âge d'avoir des enfants; ce n'est qu'au siècle prochain que la population pourrait cesser à un moment donné de croître naturellement. Parallèlement, même en supposant que le taux de fertilité baisse jusqu'à 1.8 (ce qui est le taux le plus faible qui existe actuellement en Europe), la population continuerait à augmenter pendant quelques décennies encore. Les taux d'accroissement naturel étant faibles, l'effet de l'immigration future sur l'accroissement démographique pourrait être relativement important.

L'accroissement de la population active dépend à la fois de l'accroissement de la population et du changement des taux d'activité — c'est-à-dire de la proportion de la population qui est active sur le plan économique. On peut s'attendre à ce que le taux d'activité des femmes augmente, tandis que celui des hommes baisse légèrement, ce qui fait que, dans l'ensemble, il est probable qu'une proportion légèrement plus forte de la population sera active, et qu'au cours des prochaines décennies, l'accroissement de la population active dépasse quelque peu celui de la population.

L'ampleur probable de la population active au Canada, suivant certaines hypothèses admissibles, est indiquée au Tableau 6.1. Par exemple, on peut prendre comme base minimale un faible taux de fertilité de 1.8 et aucune immigration nette; dans de telles circonstances, la population active (estimation) augmenterait de 32.6 p. 100 en 1986 par comparaison avec 1971, et de 46.4 p. 100 en 2001. Par contraste, si l'immigration nette se maintenait au niveau des dernières décennies — soit entre 105,000 et 183,000 par an, ou 0.5 p. 100 de la population — la main-d'oeuvre connaîtrait respectivement des augmentations de 53.2 et 99.6 p. 100 en 1986 et 2001. D'autre part, si l'on prend les taux de fertilité actuels et une immigration nette de 0.5 p. 100 de la population, on obtient des augmentations respectives de la main-d'oeuvre de 53.2 et 106.7 p. 100 pour 1986 et 2001. On notera qu'en 1986, la main-d'oeuvre estimative se situerait au même niveau dans les deux cas, parce que l'accroissement naturel plus élevé dans le dernier cas ne contribuerait pas, d'ici cette année-là, à augmenter le nombre de personnes en âge de travailler. Il est évident que l'ampleur de l'immigration nette aurait un effet prononcé sur l'accroissement de la main-d'oeuvre. Si, par exemple, le taux de fertilité baissait jusqu'à 1.8, la main-d'oeuvre en 2001 augmenterait d'un tiers à la faveur d'une immigration nette de 0.5 p. 100 par comparaison avec une immigration nette nulle.

TABLEAU 6.1
QUELQUES PROJECTIONS DE LA MAIN-D'OEUVRE CANADIENNE EN 1986 ET 2001

Taux annuels présumés de fertilité ¹ et d'immigration nette ²	Milliers			Augmentation procentuelle par rapport à 1971								
	1986			2001			1986			2001		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Fertilité : 1.8 immigration nette-0	7,223	4,399	11,399	7,688	4,903	12,591	24.9	48.2	32.6	33.0	74.0	46.4
Fertilité : 1.8 immigration nette-0.2%	7,708	4,532	12,240	8,960	5,859	14,819	33.3	60.9	42.3	54.9	108.0	72.3
Fertilité : 1.8 immigration nette-0.5%	8,422	4,752	13,174	10,865	6,481	17,165	45.7	68.7	53.2	84.8	130.0	99.6
Fertilité : 2.0 immigration nette-0.2%	7,708	4,532	12,240	9,264	6,100	15,364	33.3	60.9	42.3	60.2	116.5	70.7
Fertilité : 2.0 immigration nette-0.5%	8,422	4,752	13,174	11,038	6,741	17,779	45.7	68.7	53.2	90.9	139.3	106.7
Fertilité : 2.4 immigration nette-0.8%	9,205	4,961	14,166	13,551	7,794	21,345	59.2	76.1	64.7	134.3	176.7	148.2

1 Naissances moyennes par femme durant sa vie.

2 Immigration nette annuelle en tant que pourcentage de la population existante.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Groupe chargé de l'étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada.

L'ampleur appropriée de l'immigration nette au cours des années à venir dépend donc du total souhaité pour la population et la main-d'oeuvre. Du point de vue des effets favorables possibles, sur le plan économique, d'un tel accroissement de la population et de la main-d'oeuvre, l'analyse que nous avons faite a indiqué que les apports à l'expansion économique sont ce qui milite le plus en faveur d'une telle immigration nette; en outre, il est probable qu'une certaine immigration brute serait souhaitable pour remédier à des pénuries particulières de main-d'oeuvre.

Sur le plan strictement économique, il n'est pas possible présentement d'indiquer avec précision ce que devraient être les tendances futures de l'immigration. D'une part, en supposant que des économies d'échelle existent réellement, il faut décider quel est le niveau d'expansion souhaité, et de quelles façons on tentera de l'obtenir; d'autre part, il faut décider dans quelle mesure il faut trouver au pays même les genres de travailleurs nécessaires. Néanmoins, nous pouvons relever certaines tendances générales qui continueront probablement à se manifester.

Comme le soulignait le Livre blanc sur l'immigration², les exigences d'une économie industrielle avancée portent principalement sur des travailleurs qualifiés et bien formés pouvant s'adapter à l'évolution des besoins de l'économie. Ces exigences continueront probablement³ et, par conséquent, les travailleurs immigrants devront posséder les compétences appropriées. Mais dans la mesure où l'on peut trouver au pays même ces travailleurs qualifiés, on devra moins compter sur l'immigration comme source de main-d'oeuvre hautement qualifiée. Par exemple, on s'inquiète présentement de la possibilité d'une réserve excédentaire de main-d'oeuvre hautement qualifiée au Canada⁴, la politique d'immigration devra donc tenir compte de situations de ce genre. Ce dont nous avons besoin, par conséquent, c'est d'une analyse détaillée des besoins futurs de l'économie en main-d'oeuvre, laquelle permettra l'établissement de politiques appropriées pour répondre à ces besoins à même des sources domestiques et internationales. Toutefois, l'analyse en question s'avérera difficile. Il n'est pas possible en ce moment de faire des projections exactes des besoins futurs en main-d'oeuvre; il n'existe souvent aucun rapport étroit entre l'offre d'emplois et le niveau d'instruction, et comme l'offre de moyens d'instruction et de formation relève des provinces, la planification requise exige la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux⁵. En outre, dans la mesure où les immigrants sont portés à s'établir surtout dans un nombre relativement faible de centres urbains, il faut tenir compte des besoins et désirs des gouvernements municipaux.

Les projections ci-dessus de l'ampleur future de la population active se fondent sur certaines hypothèses quant à l'ampleur de l'immigration nette; le volume implicite de l'immigration brute dépendra de l'ampleur de l'émigration future. Les changements apportés récemment aux règlements américains sur l'immigration ont diminué l'afflux d'émigrants canadiens vers les États-Unis, et si ces règlements sont maintenus, il est probable qu'une immigration nette donnée puisse être obtenue à la faveur d'un plus faible volume d'immigration brute. Dans le passé, il y a eu un excédent possible d'immigrants disposés à venir au Canada; toutefois, la prospérité a amélioré les conditions économiques en Europe, et l'élimination de certaines distinctions de race dans le Règlement canadien sur l'immigration a rendu notre pays accessible à des personnes de toutes les parties du monde, ce qui fait qu'il s'est

produit un changement prononcé dans notre source d'immigrants. On peut présumer que cette tendance récente continuera, bien qu'il soit possible qu'on en revienne partiellement à l'ancienne tendance si, par exemple, la crise de l'énergie crée un ralentissement économique en Europe et que les pays moins industrialisés adoptent des mesures visant à garder ceux de leurs travailleurs qui sont les plus qualifiés et les mieux formés.

Comme nous l'avons dit au début du présent chapitre, il n'est pas possible d'indiquer nettement et avec précision ce que la tendance future de l'immigration sera ou devrait être; nous avons donc considéré brièvement l'action réciproque de diverses tendances générales et des besoins probables de l'économie canadienne. Nous espérons que cela servira à faire ressortir quelques-uns des principaux facteurs économiques dont il faut tenir compte lorsqu'on étudie les diverses options qui s'offrent en matière d'immigration et qu'on tente de faire un choix parmi ces options.

RENOIS

- ¹ Pour une analyse plus détaillée, voir T. J. Samuel et L. Motuz, «Labour Force Projections to 2001» (Étude spéciale préparée pour le Groupe chargé de l'Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, décembre 1973).
- ² *Livre blanc sur l'Immigration*, surtout pp. 9-10.
- ³ Voir, par exemple, D. F. Johnston, «Illustrative Projections of the Labour Force of the United States to 2040» dans E. R. Morss et R. H. Reed, *Economic Aspects of Population Change*, pp. 159-187.
- ⁴ Voir, par exemple, Max von Zur-Muehlen, «The Ph.D. Dilemma in Canada: A Case Study» dans Conseil économique du Canada, *Canadian Higher Education in the Seventies* (Ottawa: Information Canada, 1972), pp. 75-132.
- ⁵ Voir, par exemple, D. Sewell, «Educational Planning Models and the Relationship Between Education and Occupation» dans *Canadian Higher Education in the Seventies*, pp. 45-74, et Z. E. Zsigmond et C. J. Wenaas, *Enrollment in Educational Institutions by Province, 1951-52 to 1980-81*, Étude préparée par le personnel du Conseil économique du Canada, n^o 25 (Ottawa: Information Canada, 1970).

SOMMAIRE ET CONCLUSIONS

L'objet principal de la présente étude était d'analyser les incidences économiques de l'immigration internationale au Canada dans l'après-guerre. Pour fournir le cadre analytique nécessaire, nous avons passé en revue les travaux de recherche théorique et empirique sur les aspects économiques de l'immigration et en avons résumé les principaux résultats.

Nous avons constaté que les incidences économiques de l'immigration sont nombreuses et souvent complexes. Un certain nombre d'effets se produisent peu après l'arrivée des immigrants, tandis que d'autres mettent beaucoup de temps à se manifester; de même, l'immigration influe directement sur certains aspects de l'économie, et indirectement sur d'autres par une succession de relations. Par conséquent, il ne devrait pas être étonnant qu'il soit souvent difficile d'indiquer précisément quelles sont les diverses incidences de l'immigration, et encore plus difficile de les mesurer.

Notre analyse a tenté surtout de déterminer l'effet probable de l'immigration sur l'offre et la demande globales ainsi que les ramifications de ces changements dans l'offre et la demande globales. Il semble que, dans bien des cas, les incidences de l'immigration ont été faibles, et qu'elles auraient pu souvent se produire (ou être contrebalancées) par l'application d'autres mesures. Il semble que les effets principaux soient de fournir une main-d'œuvre plus vaste et plus adaptable et d'accroître l'expansion économique et le revenu par habitant.

On a tôt fait d'observer la taille accrue de la population active et les diverses caractéristiques des travailleurs immigrants. Ces travailleurs constituent souvent une proportion assez forte de l'effectif de certaines professions et industries; on les retrouve fréquemment dans les secteurs de l'économie en pleine expansion, ce qui indique qu'ils ont contribué à satisfaire aux besoins en main-d'œuvre et souvent à réduire les pénuries de main-d'œuvre. Les travailleurs immigrants peuvent fournir rapidement la main-d'œuvre qualifiée et expérimentée nécessaire; parallèlement, les politiques intérieures de main-d'œuvre et les programmes d'instruction et de formation peuvent, il va sans dire, accroître la réserve de main-d'œuvre et contribuer ainsi à une plus grande adaptabilité des actifs.

L'immigration peut augmenter le marché intérieur et contribuer ainsi à l'expansion économique en permettant des économies d'échelle; de même, les immigrants peuvent ajouter aux connaissances technologiques, mettre à contribution des talents d'entrepreneur et donner lieu à des investissements accrus en capital. Il n'existe cependant aucun consensus quant à l'existence d'économies d'échelle à un degré appréciable dans l'économie canadienne; l'accroissement des marchés est un objectif qui peut s'atteindre en cultivant le commerce international; et les façons dont l'immigration peut augmenter les connaissances et améliorer d'autres facteurs de production ne sont pas très claires. En outre, les immigrants sont portés à se concentrer dans certaines régions et certains centres urbains, où ils créent d'importants besoins en capital social tout en ajoutant aux problèmes de congestion et de pollution; ce sont là des coûts qui, dans une certaine mesure, viennent neutraliser les gains provenant de l'accroissement de l'expansion économique et des revenus mesurés.

Nous ne possédons pas suffisamment de données pour mesurer avec précision les incidences économiques nettes de l'immigration au Canada dans l'après-guerre. Nous ne pouvons, non plus, déterminer précisément l'influence de toute immigration future. Il est vrai que des modèles agrégatifs peuvent fournir certaines estimations des incidences probables — et comme on l'a vu, les résultats disponibles indiquent que ces incidences ont été relativement faibles — mais ces résultats dépendent de la conception du modèle utilisé. L'importance des économies d'échelle — et de l'apport de la population intérieure à ces économies — doit être déterminée. On soutient souvent que des économies d'échelle existent effectivement et qu'elles jouent un rôle important, mais cela n'a pas été confirmé de façon concluante par des études empiriques. En outre, le commerce international constitue un moyen de réaliser des économies d'échelle; dans les secteurs agricole et minier, des marchés internationaux ont permis de réaliser une production de grande échelle au Canada. Le secteur manufacturier a traditionnellement toujours été protégé par des tarifs, et le marché intérieur peut restreindre le degré de spécialisation et, partant, l'importance des établissements industriels; néanmoins, même dans de telles circonstances, le libre-échange offre une option permettant d'accéder à de plus vastes marchés. Par définition, les biens et services qui ne font pas l'objet d'échanges exigent un marché local (ou national); le transport, les communications et le commerce de détail, par exemple, peuvent bénéficier d'une population plus considérable et de niveaux accrus de revenu. C'est ainsi que les grands centres urbains ont rendu possibles des économies d'échelle dans le commerce de détail; et les coûts moyens des réseaux de transport et de communications sont abaissés lorsqu'ils sont répartis dans une plus grande population. Mais ici encore, d'autres travaux de recherche s'imposent pour établir l'importance quantitative de ces économies. En même temps, ces travaux devraient permettre de faire une évaluation de l'importance de ces facteurs au cours des années à venir.

Les incidences économiques de l'immigration restent donc mal définies, et d'autres travaux s'imposent pour pouvoir approfondir la question et recueillir les données qui pourraient servir de base à des politiques en matière d'immigration. Il faut aussi se rappeler que l'immigration comporte des dimensions et des effets non économiques et, par conséquent, tenir compte de ces autres facteurs dans l'élaboration de nouvelles politiques.

APPENDICE

TABLEAU A.1
IMMIGRATION AU CANADA, PAR PRINCIPAUX PAYS DE DERNIÈRE RÉSIDENCE, 1946-1972

Année	Immigration totale	Royaume-Uni et Irlande	Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas	Italie	Portugal et Grèce	Total Europe ¹	É.-U.	Antilles	Australie et N.-Zélande	Asie ²	Afrique et Moyen-Orient ³	Amér. Sud. et Amér. centrale ⁴	Autres
1946	71,719	50,934	3,924	49	90	56,124	11,474	394 ⁵	329	260	206	198	2,734
1947	64,127	35,957	4,532	78	644	49,680	9,444	352 ⁵	517	513	231	261	3,129
1948	125,414	43,724	12,045	3,204	686	111,520	7,393	389 ⁵	710	607	1,146	427	3,222
1949	95,217	21,707	11,795	7,728	696	83,405	7,756	404 ⁵	586	1,178	662	539	657
1950	73,912	13,147	13,339	8,993	831	61,061	7,821	447	553	2,042	1,319	539	130
1951	194,391	32,292	62,524	23,426	2,763	177,671	7,755	802	668	3,233	3,095	960	207
1952	164,498	46,202	55,027	20,651	1,578	144,106	9,333	851	957	3,116	4,297	1,417	421
1953	168,868	48,912	60,865	23,704	2,192	149,069	9,407	1,005	1,268	2,160	3,736	1,553	650
1954	154,227	45,440	50,510	23,780	3,365	134,642	10,131	932	1,709	2,053	2,119	1,305	1,336
1955	109,946	30,420	29,009	19,139	3,992	90,359	10,395	878	1,700	3,116	1,492	1,763	243
1956	164,857	52,619	40,742	27,939	6,683	145,151	9,777	1,127	1,924	2,754	2,265	1,766	93
1957	282,164	114,347	50,142	27,740	9,883	256,825	11,008	1,257	3,345	2,336	4,593	2,681	119
1958	124,851	26,003	25,811	27,043	7,128	101,605	10,846	1,292	2,344	3,352	2,900	2,364	148
1959	106,928	19,037	19,290	25,655	8,947	83,881	11,338	1,314	1,512	3,482	3,365	1,926	110
1960	104,111	20,384	20,429	20,681	9,879	82,238	11,247	1,276	1,657	2,161	3,358	2,039	135
1961	71,689	12,285	11,361	14,161	6,528	51,750	11,516	1,263	1,432	1,732	2,444	1,475	77
1962	74,386	16,055	10,483	13,641	6,669	53,288	11,643	1,586	1,384	1,690	3,576	1,333	86
1963	93,151	25,193	12,976	14,427	8,759	68,027	11,736	2,354	1,692	2,357	4,669	2,015	301
1964	112,605	29,959	13,552	19,297	9,700	81,332	12,565	2,199	2,303	4,828	6,633	2,509	237
1965	146,758	40,718	17,748	26,398	11,376	106,761	15,143	3,095	2,711	9,577	6,358	2,777	336
1966	194,743	65,065	22,269	31,625	15,104	147,349	17,514	3,935	4,057	11,198	7,359	2,989	342
1967	222,876	64,601	27,787	30,055	20,150	158,812	19,038	8,403	6,168	16,953	9,562	3,671	269
1968	183,974	39,434	21,495	19,774	15,477	119,750	20,422	7,563	4,815	17,901	9,941	3,233	349
1969	161,531	33,212	14,927	10,383	14,119	87,635	22,785	13,093	4,411	20,931	6,413	5,567	696
1970	147,713	27,620	11,179	8,533	14,229	75,065	24,424	12,456	4,385	18,813	5,764	5,845	961
1971	121,900	16,281	7,047	5,790	13,926	51,520	24,366	10,843	2,902	20,291	5,232	5,844	902
1972	122,006	19,133	6,685	4,608	12,753	50,373	22,618	8,234	2,148	20,813	11,740	5,285	795

¹ Comprend Royaume-Uni et Irlande, Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas, Portugal et Grèce, Albanie, Autriche, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Danemark, Estonie, Finlande, Hongrie, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède, Suisse, URSS, Yougoslavie, et autres pays d'Europe non mentionnés

² Ceylan, Chine, Hong Kong, Inde, Japon, Pakistan, Philippines, Formose, et autres pays d'Asie non mentionnés

³ Algérie, Égypte, Iran, Israël, Liban, Malte, Maroc, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Syrie, Tunisie, Turquie, et autres pays non mentionnés

⁴ Argentine, Bermudes, Brésil, Mexique, Amérique centrale, Amérique du Sud.

⁵ Ne comprend pas un total de 245 Antillais non britanniques au cours des années individuelles entre 1946-1949.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, *Statistiques sur l'Immigration*, (diverses années).

TABLEAU A.2
COMPOSANTES DE L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE AU CANADA 1946–1971
(Années civiles — en milliers)

Année	Pop. le 1er janvier	Accroisse- ment annuel de la population	Nais. ¹	Décès ¹	Accr. naturel	Immigration	Émigration estimative	Migration nette estimative
1946	12,200	250	331.5	115.4	216.1	71.7	37.8	33.9
1947	12,450	260	359.9	118.2	241.8	64.1	45.9	18.2
1948	12,710	288	348.2	119.9	228.4	125.4	65.8	59.6
1949	12,998 ²	260	367.1	124.6	242.5	95.2	77.7	17.5
1950	13,607	263	372.0	124.2	247.8	73.9	58.7	15.2
1951	13,870	407	381.1	125.8	255.3	194.4	42.7	151.7
1952	14,277	405	403.6	126.4	277.2	164.5	36.7	127.8
1953	14,682	423	417.9	127.8	290.1	168.9	36.0	132.9
1954	15,105	430	436.2	124.9	311.3	154.2	35.5	118.7
1955	15,535	384	442.9	128.5	314.5	109.9	40.4	69.5
1956	15,919	433	450.7	132.0	318.8	164.9	50.7	114.2
1957	16,352	555	469.1	136.6	332.5	282.2	59.7	222.5
1958	16,907	411	470.1	135.2	334.9	124.9	48.8	76.1
1959	17,318	392	479.3	139.9	339.4	106.9	54.3	52.6
1960	17,710	382	478.6	139.7	338.9	104.1	61.0	43.1
1961	18,092	350	475.7	141.0	334.7	71.7	56.4	15.3
1962	18,442	345	469.7	143.7	326.0	74.6	55.6	19.0
1963	18,767	355	465.8	147.4	318.4	93.2	56.6	36.6
1964	19,142	359	452.9	145.8	307.0	112.6	60.6	52.0
1965	19,501	356	418.6	148.9	269.7	146.8	60.5	86.3
1966	19,857	371	387.7	149.9	237.8	194.7	61.5	133.2
1967	20,228	353	370.9	150.3	220.6	222.9	90.5	132.4
1968	20,581	307	364.3	153.2	211.1	184.0	88.1	95.9
1969	20,888	294	369.6	154.4	215.2	161.5	82.7	78.8
1970	21,182	283	372.0	156.0	216.0	147.7	80.7	67.0
1971	21,465	259	362.2	157.3	204.9	121.9	67.8	54.1
1972	21,724							
Total		9,175	10,717.7	3,566.9	7,150.9	3,536.8	1,512.7	2,024.1

¹ Naissances et décès comprennent Terre-Neuve à compter de 1949.

² Exclut 349,000 personnes par suite de l'annexion de Terre-Neuve à la Confédération en 1949.

Source: Tableau A.1 et Statistique Canada *État civil* (diverses années), "Population estimative du Canada et des provinces par trimestres" (circulaire) et *Canadian Statistical Review* (divers fascicules).

TABLEAU A.3
ÉMIGRATION ENREGISTRÉE DU CANADA VERS LE R.-U. ET LES É.-U. 1946-1971
(en milliers)

Année civile	Par navire seulement vers le R.-U.	Total vers les É.-U.
1946	9.1	21.3 ¹
1947	7.9	24.3 ¹
1948	7.2	25.5 ¹
1949	7.5	25.2 ¹
1950	7.0	23.3
1951	5.0	27.3
1952	7.5	37.9
1953	6.9	35.8
1954	9.4	32.9
1955	10.4	37.2
1956	7.9	44.1
1957	8.7	50.1
1958	11.9	35.7
1959	12.2	41.4
1960	11.2	48.7
1961	10.3	45.2
1962	7.4	47.6
1963	5.2	51.5
1964	9.2	50.0
1965	9.1	49.7
1966	8.9	28.8
1967	9.9	38.9
1968	12.2	34.6
1969	12.7	28.9
1970		23.6
1971		21.9

¹ Pour l'année se terminant le 30 juin; y compris Terre-Neuve.

Source: U.K. Central Statistical Office, *Annual Abstract of Statistics* (diverses années), U.S. Department of Justice, Immigration and Naturalization Service, tables spéciales préparées pour Statistique Canada.

TABLEAU A.4
POPULATION DU CANADA TOTALE ET PAR PÉRIODE D'IMMIGRATION,
RECENSEMENT DE 1971
(en milliers)

	Dénombrés lors du recensement	Nombre d'immigrants admis	Rapport entre immigrants habitant encore au pays et immigrants admis
Population totale du Canada	21,568.3		
Immigrants arrivés:			
avant 1946	953.6		
1946-55	789.0	1,222.3	64.6
1956-60	497.3	782.9	63.5
1961-65	347.0	498.8	69.6
1966-68	416.4	601.6	69.2
1969-71 ¹	292.2	357.2	81.8
Total: tous immigrants	3,295.5		
tous immigrants de l'après -guerre	2,341.9	3,462.5	67.6

¹ Pour 1971, ne comprend que les premiers cinq moins durant lesquels les immigrants sont arrivés.

Source: Statistique Canada, *Bulletin préliminaire — population par période d'immigration*
N° de catalogue 92-761 (AP-10), septembre 1973.

TABLEAU A.5
IMMIGRANTS VENUS AU CANADA, SELON LA PROFESSION, LE SEXE, LES PRINCIPAUX GROUPES D'ÂGE ET TAUX
DE PARTICIPATION, 1947-1972

Année	Immigrants ayant l'intention de se joindre aux effectifs ouvriers		Tous immigrants selon le sexe et les principaux groupes d'âge			Travailleurs immigrants en tant que pourcentage de tous immigrants	Taux de participation ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes Total	15 ans et plus	Femmes Total		Hommes	Femmes
1947	27,144 ²	12,627 ²	33,435	28,273	30,692	62.0	96.0	49.0
1948	52,810	22,394	67,090	55,228	58,324	60.0	95.8	47.5
1949	38,799	14,135	51,162	40,948	44,055	55.6	94.8	41.0
1950	30,653 ²	9,470 ²	40,967	32,546	32,945	54.3	94.2	37.5
1951	95,270	18,116	120,166	99,466	74,225	58.3	95.8	32.7
1952	65,902	19,127	89,849	69,106	74,649	51.6	95.4	34.3
1953	68,823	22,310	91,422	71,521	77,446	54.0	96.2	37.8
1954	64,720	19,656	84,531	67,309	69,696	54.7	96.2	36.5
1955	42,611 ²	15,376 ²	56,828	44,494	53,118	52.7	95.8	36.8
1956	68,377	22,662	89,541	70,662	75,316	55.2	96.8	39.1
1957	115,332	36,179	154,226	119,889	127,938	53.7	96.2	37.7
1958	43,397	19,681	60,630	46,031	64,221	50.5	94.3	38.9
1959	36,505	17,046	51,476	38,945	55,452	50.1	93.7	38.9
1960	37,109	16,464	51,018	39,393	53,093	51.5	94.2	39.2
1961	21,828	12,981	32,106	23,962	39,583	48.6	91.1	40.6
1962	23,742	13,006	34,546	26,097	40,040	49.3	91.0	40.6
1963	31,528	14,338	45,163	34,445	47,988	49.2	91.5	38.1
1964	38,394	17,796	55,825	41,839	56,781	49.9	91.8	40.8
1965	51,415	22,780	74,707	55,730	72,051	50.6	92.3	42.0
1966	69,738	29,472	100,349	74,954	94,394	50.9	93.0	41.9
1967	82,680	36,859	115,158	88,557	107,718	53.6	93.4	44.6
1968	65,781	29,665	93,503	72,517	90,471	51.9	90.7	41.8
1969	55,238	29,111	80,007	61,928	81,524	52.2	89.2	45.1

TABLEAU A.5 (Suite)

Année	Immigrants ayant l'intention de se joindre aux effectifs ouvriers		Tous immigrants selon le sexe et les principaux groupes d'âge		Travailleurs immigrants en tant que pourcentage de tous immigrants	Taux de participation ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes
			Total	Total			
1970	51,923	25,800	74,257	73,456	52.6	89.2	44.2
1971	40,706	20,576	60,445	61,455	50.3	87.2	42.3
1972	39,894	19,537	60,070	61,936	48.7	86.7	40.4
TOTAUX							
1947-50	149,406	58,626	213,137	217,252	58.0	95.2	44.2
1951-60	638,046	206,617	849,687	725,154	53.6	95.5	37.2
1961-66	236,645	110,373	342,696	350,837	50.0	92.1	40.7
1967-72	336,222	161,548	483,440	476,560	51.8	89.9	43.3
1947-72	1,360,319	537,164	1,888,960	1,769,803	52.9	93.5	40.3
Recens. de 1961:							
Tout le Canada	4,705,518	1,766,332	9,218,893	9,019,354	35.5	77.7	29.5
Canadiens de nais.	3,685,694	1,400,871	7,746,249	7,647,735	33.0	78.1	29.5

¹ Obtenu comme suit: Immigrants ayant l'intention de se joindre à l'effectif de main-d'oeuvre ÷ Population âgée de 15 ans et plus.

² Estimation.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, *Statistiques sur l'Immigration*, (diverses années) Statistique Canada, *Annuaire du Canada* (diverses années) et Statistique Canada, *Recensement du Canada de 1961*.

TABLEAU A.6
COMPOSANTES ESTIMATIVES DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION
ACTIVE DU CANADA, 1951-1972
(en milliers)
LES DEUX SEXES

Année	Population active		Formule d'estimation I		
	Total ¹	Accroissement annuel	Immigration nette estimative ²	Changement intérieur estimatif ³	Immigration nette estimative en tant que pourcentage de l'accroissement de la population active
1950	5,195				
1951	5,275	80	88	- 8	110.0
1952	5,358	83	66	17	79.5
1953	5,441	83	72	11	86.7
1954	5,546	105	65	40	61.9
1955	5,689	143	37	106	25.9
1956	5,888	199	63	136	31.7
1957	6,099	211	120	91	56.9
1958	6,182	83	38	45	45.8
1959	6,318	136	26	110	19.1
1960	6,486	168	22	146	13.1
1961	6,559	73	8	65	11.0
1962	6,655	96	9	87	9.4
1963	6,854	199	18	181	9.0
1964	7,028	174	26	148	14.9
1965	7,268	240	43	197	17.9
1966	7,566	298	68	230	22.8
1967	7,795	229	71	158	31.0
1968	8,081	286	49	237	17.1
1969	8,245	164	41	123	25.0
1970	8,498	253	35	218	13.8
1971	8,766	268	27	241	10.1
1972	9,086	320	26	294	8.1
Total des changements					
1951-55		494	328	166	66.4
1956-60		797	269	528	33.8
1961-65		782	104	678	13.3
1966-70		1,230	264	966	21.5
1951-70		3,303	965	2,338	29.2
1951-71		3,571	992	2,579	27.8

TABLEAU A.6 (Suite)
LES DEUX SEXES

Année	Formule d'estimation II			Pourcentage de distribution de l'accroissement de la population active		
	Accroissement naturel ⁴	Accroissement des taux de participation ⁵	Immigration nette estimative ⁶	Accroissement naturel	Accroissement des taux de participation	Immigration nette
1950						
1951	- 9	-2	91	-11.3	- 2.5	113.6
1952	46	- 24	61	55.4	- 28.9	73.5
1953	51	- 27	59	61.4	- 32.5	71.1
1954	52	-4	57	49.5	- 3.8	54.3
1955	70	36	37	49.0	25.2	25.6
1956	75	57	67	37.7	28.6	33.7
1957	59	28	124	28.0	13.3	58.7
1958	68	-2	17	81.9	-2.4	20.5
1959	80	29	27	58.8	21.3	19.9
1960	89	37	42	53.0	22.0	25.0
1961	91	2	-20	124.7	2.7	-27.4
1962	97	4	-5	101.0	4.2	-5.2
1963	108	31	60	54.3	15.6	30.1
1964	125	47	2	71.8	27.0	1.2
1965	136	68	36	56.7	28.3	15.0
1966	140	65	93	47.0	21.8	31.2
1967	165	20	44	72.1	8.7	19.2
1968	171	9	106	59.8	3.1	37.1
1969	174	10	-20	106.1	6.1	-12.2
1970	177	24	52	70.0	9.5	20.5
1971	174	53	41	64.9	19.8	15.3
1972						
Total des changements						
1951-55	210	-21	305	42.5	-4.3	61.8
1956-60	371	149	277	46.5	18.7	34.8
1961-65	557	152	73	71.2	19.4	9.4
1966-70	827	128	275	67.2	10.4	22.4
1951-70	1,965	408	930	59.5	12.4	28.1
1951-71	2,139	461	971	59.9	12.9	27.2

TABLEAU A.6 (Suite)
HOMMES

Année	Population active		Formule d'estimation I		
	Total ¹	Accroissement annuel	Immigration nette estimative ²	Changement intérieur estimatif ³	Immigration nette estimative en tant que pourcentage de l'accroissement de la population active
1950	4,064				
1951	4,112	48	74	-26	154.2
1952	4,174	62	51	11	82.3
1953	4,226	52	54	- 2	103.8
1954	4,303	77	50	27	64.9
1955	4,383	80	27	53	33.7
1956	4,501	118	47	71	39.8
1957	4,629	128	91	37	70.1
1958	4,657	28	26	2	92.9
1959	4,720	63	18	45	28.6
1960	4,775	55	15	40	27.3
1961	4,797	22	5	17	22.7
1962	4,841	44	6	38	13.6
1963	4,915	74	12	62	16.2
1964	5,010	95	18	77	18.9
1965	5,127	117	30	87	25.6
1966	5,263	136	48	88	35.3
1967	5,383	120	49	71	40.8
1968	5,520	137	34	103	24.8
1969	5,605	85	27	58	31.8
1970	5,748	143	24	119	16.8
1971	5,873	125	18	107	14.4
1972	6,025	152	17	135	11.2
Total des changements					
1951-55		319	256	63	80.3
1956-60		392	197	195	50.3
1961-65		352	71	281	20.2
1966-70		621	182	439	29.3
1951-70		1,684	706	978	41.9
1951-71		1,809	724	1,085	40.0

TABLEAU A.6 (Suite)
HOMMES

Année	Formule d'estimation II			Pourcentage de distribution de l'accroissement de la population active		
	Accroissement naturel ⁴	Accroissement des taux de participation ⁵	Immigration nette estimative ⁶	Accroissement naturel	Accroissement des taux de participation	Immigration nette
1950						
1951	-13	-19	80	-27.1	-39.6	166.7
1952	36	-25	51	58.1	-40.3	82.2
1953	43	-30	39	82.7	-57.7	75.0
1954	40	-19	56	51.9	-24.7	72.8
1955	57	2	21	71.3	2.5	26.2
1956	58	6	54	49.2	5.1	45.7
1957	42	-10	96	32.8	-7.8	75.0
1958	49	-28	7	175.0	-100.0	25.0
1959	56	-18	25	88.9	-28.6	39.7
1960	62	-23	16	112.7	-41.8	29.1
1961	59	-35	-2	268.2	-159.1	-9.1
1962	61	-22	5	138.6	-50.0	11.4
1963	70	-11	15	94.6	-14.9	20.3
1964	84	-7	18	88.4	-7.4	19.0
1965	93	-4	28	79.5	-3.4	23.9
1966	92	-11	55	67.6	-8.1	40.5
1967	110	-28	38	91.7	-23.3	31.6
1968	116	-37	58	84.7	-27.0	42.3
1969	117	-28	-4	137.6	-32.9	-4.7
1970	120	-20	43	83.9	-14.0	30.1
1971	115	-8	18	92.1	-6.4	14.3
1972						
Total des changements						
1951-55	163	-91	247	51.1	-28.5	77.6
1956-60	267	-73	198	68.1	-18.6	50.5
1961-65	367	-79	64	104.3	-22.4	18.1
1966-70	555	-124	190	89.4	-20.0	30.6
1951-70	1,352	-367	699	80.3	-21.8	41.5
1951-71	1,467	-375	717	81.1	-20.7	39.6

TABLEAU A.6 (Suite)
FEMMES

Année	Population active		Formule d'estimation I		
	Total ¹	Accroissement annuel	Immigration nette estimative ²	Changement intérieur estimatif ³	Immigration nette estimative en tant que pourcentage de l'accroissement de la population active
1950	1,131				
1951	1,163	32	14	18	43.7
1952	1,184	21	15	6	71.4
1953	1,215	31	18	13	58.1
1954	1,243	28	15	13	53.6
1955	1,307	64	10	54	15.6
1956	1,388	81	16	65	19.8
1957	1,470	82	29	53	35.4
1958	1,525	55	12	43	21.8
1959	1,598	73	8	65	11.0
1960	1,711	113	7	106	6.2
1961	1,762	51	3	48	5.9
1962	1,814	52	3	49	5.8
1963	1,939	125	6	119	4.8
1964	2,018	79	8	71	10.1
1965	2,141	123	13	110	10.6
1966	2,303	162	20	142	12.3
1967	2,412	109	22	87	20.1
1968	2,561	149	15	134	10.1
1969	2,640	79	14	65	17.7
1970	2,750	110	11	99	10.0
1971	2,893	143	9	134	6.3
1972	3,061	168	9	159	5.4
Total des changements					
1951-55		176	72	104	40.9
1956-60		404	72	332	17.8
1961-65		430	33	397	7.7
1966-70		609	82	527	13.5
1951-70		1,619	259	1,360	16.0
1951-71		1,762	268	1,494	15.2

TABLEAU A.6 (Suite)
FEMMES

Année	Formule d'estimation II			Pourcentage de distribution de l'accroissement de la population active		
	Accroissement naturel ⁴	Accroissement de taux de participation ⁵	Immigration nette estimative ⁶	Accroissement naturel	Accroissement des taux de participation	Immigration nette
1950						
1951	4	17	11	12.5	53.1	34.4
1952	10	1	10	47.6	4.8	47.6
1953	8	3	20	25.8	9.7	64.5
1954	12	15	1	42.9	53.6	3.5
1955	13	34	17	20.3	53.1	26.6
1956	17	51	13	21.0	63.0	16.0
1957	17	38	27	20.7	46.3	33.0
1958	19	26	10	34.5	47.3	18.2
1959	24	47	2	32.9	64.4	2.7
1960	27	60	26	23.9	53.1	23.0
1961	32	37	-18	62.7	72.5	-35.2
1962	36	26	-10	69.2	50.0	-19.2
1963	38	42	45	30.4	33.6	36.0
1964	41	54	-16	51.9	68.4	-20.3
1965	43	72	8	35.0	58.5	6.5
1966	48	76	38	29.6	46.9	23.5
1967	55	48	6	50.5	44.0	5.5
1968	55	46	48	36.9	30.9	32.2
1969	57	38	-16	72.2	48.1	-20.3
1970	58	44	8	52.7	40.0	7.3
1971	59	61	23	41.3	42.7	16.0
1972						
Total des changements						
1951-55	47	70	59	26.7	39.8	33.5
1956-60	104	222	78	25.7	55.0	19.3
1961-65	190	231	9	44.2	53.7	2.1
1966-70	273	252	84	44.8	41.4	13.8
1951-70	614	775	230	37.9	47.3	14.2
1951-71	673	836	253	38.2	47.4	14.4

Voir les notes à la page suivante.

- ¹ Moyenne de douze mois, centrée à la fin de l'année.
- ² On présume que, chaque année, les immigrants au Canada et les émigrants du Canada accusent des taux généraux de participation identiques. En conséquence, l'immigration nette annuelle estimative de travailleurs dans une année particulière quelconque est obtenue en soustrayant de l'immigration annuelle enregistrée de travailleurs, le rapport de cette année-là entre l'immigration annuelle estimative et l'immigration totale enregistrée. Ces rapports proviennent des données du tableau A.2.
- ³ Obtenu en tant que résidu entre l'accroissement de la population active et l'immigration nette estimative.
- ⁴ En supposant que chaque année la répartition des immigrants au Canada est la même que celle des émigrants du Canada, les changements estimatifs dans les groupes d'âge des travailleurs provenant de l'immigration nette sont obtenus d'après la méthode décrite à la note 2 ci-dessus; les différences entre les changements estimatifs dans les groupes d'âge des travailleurs et ces augmentations estimatives provenant de l'immigration nette sont considérées comme les changements estimatifs, par groupes d'âge, de la population provenant de l'accroissement naturel. Ces accroissements naturels de population sont multipliés par les taux moyens particuliers de participation pour l'âge approprié, de l'année en question, afin d'obtenir l'augmentation estimative de la population active provenant de l'accroissement naturel.
- ⁵ Les populations de l'année précédente en âge de travailler sont multipliées par les changements estimatifs des taux de participation particuliers pour l'âge approprié afin d'obtenir l'accroissement estimatif de la population active provenant de changements des taux de participation.
- ⁶ Obtenue en tant que résidu; égale à l'accroissement estimatif de la population active moins le changement estimatif provenant de l'accroissement naturel et le changement estimatif provenant des taux de participation.

Source: Données sur la main-d'oeuvre fournies par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, et calculées d'après l'enquête mensuelle sur la main-d'oeuvre, CANSIM. Les données sur l'immigration proviennent des tableaux A.1 et A.3.

TABLEAU A.7
TRAVAILLEURS IMMIGRANTS VENUS AU CANADA, SELON LES NIVEAUX
DE COMPÉTENCE DANS L'EMPLOI PROJETÉ, 1946-1972

Année	Tous travailleurs immigrants	Professions libérales et techniques	Travailleurs spécialisés				Tous trav. qualifiés	Manoeuvres		Profession non indiquée
			Adminis- tration	Industries primaires	Métiers et services	Manoeuvres spécialisés		Manoeuvres non spécialisés		
1951	113,386	4,200	866	3,643	28,426	32,935	72,321		3,930	
1952	85,029	7,203	938	1,239	20,729	22,905	53,561		1,359	
1953	91,133	8,585	1,436	902	18,952	21,290	20,448	39,804	966	
1954	84,376	8,350	1,633	677	19,676	21,986	19,546	33,916	578	
1955	57,987	7,159	1,404	418	11,936	13,758	14,138	22,561	371	
1956	91,039	9,343	996	1,265	22,021	24,282	25,727	31,252	435	
1957	151,511	16,040	1,216	2,051	39,326	42,593	47,767	44,450	661	
1958	63,078	7,553	944	471	13,726	15,141	16,074	23,881	429	
1959	53,551	6,947	837	359	10,446	11,642	12,648	21,920	394	
1960	53,573	7,436	825	559	10,841	12,225	13,672	19,947	293	
1961	34,809	6,696	896	226	6,919	8,041	8,725	11,288	59	
1962	36,748	8,218	1,093	353	8,161	9,607	9,811	9,060	52	
1963	45,866	9,640	1,159	647	11,138	12,944	13,493	9,723	66	
1964	56,190	11,965	1,212	883	12,842	14,937	16,371	12,656	261	
1965	74,195	16,654	1,728	839	18,368	20,935	21,010	15,210	386	
1966	99,210	23,637	2,292	1,282	26,048	29,622	28,609	16,575	863	
1967	119,539	30,853	3,023	1,221	29,769	34,013	34,700	18,347	1,626	
1968	95,446	29,250	2,385	583	22,620	25,588	28,685	11,831	92	
1969	84,349	26,883	2,566	479	17,824	20,869	24,516	10,947	1,134	
1970	77,723	22,412	3,095	342	17,277	20,714	22,817	9,564	2,216	
1971	61,282	16,307	3,464	271	12,060	15,795	18,789	8,376	2,015	
TOTAUX										
1946-50	222,407	9,512	3,754	7,603	35,586	46,943	145,389		19,963	
1951-56	522,950	44,840	7,273	8,144	121,740	137,156	79,859 ²	127,533 ²	7,639	
1957-60	321,713	37,976	3,822	3,440	74,339	81,601	90,161	110,198	1,777	
1961-66	347,018	76,810	8,380	4,230	83,476	96,059	98,019	74,512	1,687	
1967-71	438,339	125,705	14,533	2,896	99,550	116,959	129,507	59,065	7,083	
1951-71	1,630,020	285,322	34,008	28,710	379,105	431,775	397,546 ²	371,308 ²	18,186	

TABLEAU A.7 (Suite)

En tant que pourcentage de tous les travailleurs immigrants

Année	Professions libérales et techniques	Administration	Industries primaires	Métiers et services	Tous trav. qualifiés	Manoeuvres spécialisés	Manoeuvres non spécialisés	Profession non indiquée
1951	3.7	0.8	3.2	25.1	29.0	63.8		3.5
1952	8.5	1.1	1.5	24.4	26.9	63.0		1.6
1953	9.4	1.6	1.0	20.8	23.4		43.7	1.1
1954	9.9	1.9	0.8	23.3	26.1	22.5	40.2	0.7
1955	12.3	2.4	0.7	20.6	23.7	23.2	38.9	0.6
1956	10.3	1.1	1.4	24.2	26.7	24.4	34.3	0.5
1957	10.6	0.8	1.4	26.0	28.1	28.3	29.3	0.4
1958	12.0	1.5	0.8	21.8	24.0	31.5	37.9	0.7
1959	13.0	1.6	0.7	19.5	21.7	25.5	40.9	0.7
1960	13.9	1.5	1.0	20.2	22.8	23.6	37.2	0.5
1961	19.2	2.6	0.7	19.9	23.0	25.5	32.4	0.2
1962	22.4	3.0	1.0	22.2	26.1	25.1	24.7	0.1
1963	21.0	2.5	1.4	24.3	28.2	26.7	21.2	0.1
1964	21.3	2.2	1.6	22.9	26.6	29.4	22.5	0.5
1965	22.5	2.3	1.1	24.8	28.2	29.1	20.5	0.5
1966	23.8	2.3	1.3	26.3	29.9	28.8	16.7	0.9
1967	25.8	2.5	1.0	24.9	28.5	29.0	15.4	1.4
1968	30.7	2.5	0.6	23.7	26.8	30.1	12.4	0.1
1969	31.9	3.0	0.6	21.1	24.7	29.1	13.0	1.3
1970	28.8	4.0	0.4	22.2	26.6	29.4	12.3	2.9
1971	26.6	5.7	0.4	19.7	25.8	30.7	13.7	3.3
TOTAUX								
1946-50	4.3	1.7	3.4	16.0	21.1	65.4		9.0
1951-56	8.6	1.4	1.6	23.3	26.8	24.6 ²	39.3 ²	1.5
1957-60	11.8	1.2	1.1	23.1	28.5	25.4	34.3	0.6
1961-66	22.1	2.4	1.2	24.1	27.7	28.3	21.5	0.5
1967-71	28.7	3.3	.7	22.7	26.7	29.5	13.5	1.6
1951-71	15.8	2.1	1.8	23.3	26.5	27.8 ²	25.9 ²	1.1

¹ Pour des définitions des compétences et des données détaillées sur la période 1946-1950, voir L. Parai, *Immigration and Emigration of Professional and Skilled Manpower During the Postwar Period*, pp. 102-107 182-85 et le tableau A.8. Les chiffres applicables à 1962-1963 contenaient à l'origine une légère erreur de tabulation qui a été rectifiée dans le tableau ci-dessus.

² Ne comprend que les années 1953 et suivantes.

Source: Données détaillées fournies par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU A.8
RÉPARTITION PROCENTUELLE DES IMMIGRANTS ARRIVÉS AU CANADA, 1969,
IMMIGRANTS EFFECTIVEMENT ARRIVÉS SELON LES GROUPES D'EMPLOIS PROJÉTÉS ET ÉCHANTILLON DE
CES IMMIGRANTS PAR GROUPES PROFESSIONNELS APRÈS UNE ANNÉE DE SÉJOUR AU CANADA

Professions	Immigrants effectivement arrivés						Échantillon			
	Indépendants	Désignés	Parrainés	Autres ¹	Total	Indépendants	Désignés	Parrainés	Autres ¹	Total
Nombre										
Tous immigrants	86,816	33,548	39,084	2,083	161,531					
Travailleurs	54,578	6,584	21,924	1,263	84,349	2,176	1,165	144	57	3,542
Répartition procentuelle										
Administration	3.9	1.2	2.1	1.7	3.0	5.8	1.4	2.1	0.0	4.1
Professions libérales et techniques	42.7	7.6	23.3	34.0	31.9	41.9	6.2	11.1	17.5	28.5
Emplois de bureau	13.6	15.9	18.2	8.0	14.5	11.1	10.2	11.8	8.8	10.8
Transport et communications	0.7	1.8	2.1	2.1	1.1					
Commerce et finances	4.2	3.4	3.8	1.5	3.9	2.7	3.2	1.4	0.0	2.7
Services	9.9	12.6	11.6	8.9	10.7	7.5	16.0	13.2	3.5	10.4
Agriculture	2.2	3.9	3.3	1.5	2.7	1.2	1.0	1.4	0.0	1.1
Pêcheurs, chasseurs, piégeurs	0.2	0.1	0.1	0.4	0.2	2.0	1.9	1.4	0.0	1.9
Mineurs	0.5	0.3	0.2	1.7	0.5					
Fabrication, mécanique et bâtiment	21.5	43.2	26.6	36.5	27.8	20.6	31.7	27.0	47.4	25.0
Manoeuvres	0.4	6.3	5.7	3.6	2.4	2.2	13.5	16.0	14.0	6.7
Non indiquée	0.2	3.7	3.0	0.1	1.3	5.0 ²	14.9 ²	14.6 ²	8.8 ²	8.8 ²
En chômage										
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

¹ Comprend les réfugiés.

² Comprend: "en chômage" et "non indiquée".

Source: Immigrants effectivement arrivés, du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, *Rapport statistique mensuel sur l'immigration* et tables spéciales. Données de l'échantillon: "The First Year in a New Country" (1969), p. 31.

TABLEAU A.9
IMMIGRANTS PARRAINÉS ET NON PARRAINÉS VENUS AU CANADA, 1951-1972

Année	Parrainés ¹			Non parrainés			Répartition procentuelle de tous les immigrants	
	Total	Trav.	Travailleurs en tant que pourcentages du total	Total	Trav.	Travailleurs en tant que pourcentages du total	Parrainés	Non parrainés
1951	69,203			125,188			35.6	64.4
1952	53,133			111,365			32.3	67.7
1953	61,637			107,231			36.5	63.5
1954	53,363			100,864			34.6	65.4
1955	45,409			64,537			41.3	58.7
1956	52,978			111,879			32.1	67.9
1957	61,752			220,412			21.9	78.1
1958	60,114			64,737			48.1	51.9
1959	58,954			47,974			55.1	44.9
1960	49,256			54,855			47.3	52.7
1961	34,337	12,661	36.9	37,352	22,148	59.3	47.9	52.1
1962	33,738	11,254	33.4	40,848	25,494	62.4	45.2	54.8
1963	39,375	12,059	30.6	53,776	33,807	62.9	42.3	57.7
1964	46,572	16,423	35.3	66,034	39,762	60.2	41.4	58.6
1965	57,073	20,063	35.2	89,685	54,132	60.4	38.9	61.1
1966	66,562	23,055	34.6	128,181	76,155	59.4	34.2	65.8
1967	74,427	26,222	35.2	148,449	93,317	62.9	33.4	66.6
1968	73,347	25,061	34.2	110,627	70,385	63.6	39.9	60.1
1969	72,632	28,508	39.2	88,899	55,841	62.8	45.0	55.0
1970	67,414	26,233	38.9	80,299	51,490	64.1	45.6	54.4
1971	62,778	24,352	38.8	59,122	36,930	62.5	51.5	48.5
1972	64,036	25,326	39.5	57,970	34,106	58.8	52.5	47.5
TOTAUX								
1951-60	565,799			1,009,042			35.9	64.1
1961-66	277,657	95,515	34.4	415,876	251,503	60.5	40.0	60.0
1967-71	350,598	130,376	37.2	487,396	307,963	63.2	41.8	58.2

¹ Comprend "parrainés" et "désignés" après 1967.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU A.10
CERTAINES CARACTÉRISTIQUES DE VISITEURS VENUS AU CANADA ET QUI ONT OBTENU LE
STATUT D'IMMIGRANT RECU, ANNÉES 1969-1971

Groupe professionnel	Nombre					Répartition procentuelle				
	Indépendants	Désignés	Parrainés	Autres ¹	Total	Indépendants	Désignés	Parrainés	Autres ¹	Total
Administration	171	4	12		187	6.2	1.3	4.9		5.6
Professions libérales et techniques	1,186	21	61	3	1,271	43.0	6.8	24.8	50.0	38.3
Bureau et finances	454	56	26	1	537	16.5	18.0	10.6	16.7	16.2
Services	192	44	32	2	270	7.0	14.1	13.0	33.3	8.1
Agriculture	55	35	10		100	2.0	11.3	4.1		3.0
Fabrication et bâtiment	559	136	88		783	20.3	43.7	35.8		23.6
Manoeuvres	11	6	8		25	.4	1.9	3.2		.8
Non indiqué	127	9	9		145	4.6	2.9	3.6		4.4
TOTAL	2,755	311	246	6	3,318	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

¹ Comprend les réfugiés

Source: Tables spéciales fournies par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU A.11
POPULATION ACTIVE DU CANADA, JUIN 1961, SELON LES PRINCIPAUX GROUPES
PROFESSIONNELS, SELON LE TOTAL DES IMMIGRANTS ET CEUX DE L'APRÈS-GUERRE
(en milliers)

Groupe professionnel et sexe	Total	Immigrants 1946-1961	Immigrants de 1946-1961 en tant que pourcentage du total
HOMMES			
Professions libérales et techniques	357	56	16.1
Travailleurs qualifiés	1,670	190	11.4
Manoeuvres spécialisés	1,551	175	11.3
Manoeuvres non spécialisés	1,005	134	13.3
Non indiqué	123	13	10.8
Effectif	4,706	569	12.1
FEMMES			
Professions libérales et techniques	272	23	8.3
Travailleurs qualifiés	106	17	16.7
Manoeuvres spécialisés	848	123	14.4
Manoeuvres non spécialisés	497	67	13.5
Non indiqué	43	5	11.4
Effectif	1,766	235	13.3
LES DEUX SEXES			
Professions libérales et techniques	629	80	12.7
Travailleurs qualifiés	1,775	206	11.6
Manoeuvres spécialisés	2,399	298	12.4
Manoeuvres non spécialisés	1,503	201	13.4
Non indiqué	166	18	10.9
Effectif	6,471	804	12.4

Source: *Recensement du Canada, 1961*, résumé dans L. Parai, *Immigration and Emigration of Professional and Skilled Manpower During the Postwar Period*, p. 223.

TABEAU A.12
IMMIGRANTS DE L'APRÈS-GUERRE AU RECENSEMENT DE 1961, ET LEUR APPORT AUX
CHANGEMENTS NETS PENDANT LA DÉCENNIE INTERCENSALE DE 1951-1961
SELON CERTAINES PROFESSIONS

Professions	Nombre d'immigrants de 1946-1961 à l'époque du recens. de 1961 (centaines)	Immigrants de 1946-1961 en tant que pourcentage du total au recens- ement de 1961	Changement net dans immigrants d'après- guerre en tant que % du changement total pour 1951-1961
Professions libérales et techniques			
Ingénieurs: génie civil	30	25.3	59.9
génie chimique	6	20.6	105.4
génie électrique	22	25.1	73.8
génie mécanique	27	32.9	73.7
Professeurs et directeurs d'écoles	18	16.0	25.6
Instituteurs	79	4.7	10.4
Médecins et chirurgiens	41	19.2	48.0
Dentistes	3	4.9	26.5
Infirmiers diplômés	80	13.0	26.1
Avocats et notaires	4	3.0	11.0
Architectes	10	34.5	70.9
Travailleurs qualifiés			
Plombiers et poseurs de tuyaux	48	12.7	48.9
Tôliers	29	17.1	70.7
Briqueteurs, maçons, poseurs de tuile, finisseurs de ciment et béton	123	45.4	119.0
Menuisiers	100	16.5	214.9
Plâtriers et latteurs	31	31.1	307.9
Peintres, colleurs de papiers peints, vitriers	58	22.4	226.0
Mécaniciens et réparateurs d'avions	16	23.0	43.8
Mécaniciens et réparateurs de véhicules automobiles	121	13.6	39.8
Outilsseurs	38	36.0	265.9
Barbiers, coiffeurs, manucures	88	20.9	45.9
TOUTES PROFESSIONS	8,039	12.4	52.6

Source: Mentionnée au tableau A.11, en utilisant les tableaux 21-24.

TABLEAU A.13
IMMIGRANTS DE L'APRÈS-GUERRE, NÉS À L'ÉTRANGER, DANS LA POPULATION ACTIVE
DU CANADA, SELON LA PRINCIPALE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, RECENSEMENT DE 1961

Industrie	Nombre d'immigrants de 1946-1961 (centaines)	Immigrants de 1946-1961 en tant que % de la population active
Agriculture	364	5.7
Forêts	53	4.8
Pêcheurs et piégeurs	5	1.3
Mines, carrières, puits de pétrole	164	13.5
Fabrication	2,451	17.4
Bâtiment	854	19.8
Transport, communications et autres services d'utilité publique	460	7.6
Commerce	1,075	10.8
Finances, assurances, immeuble	290	12.7
Services communautaires, commerciaux et personnels	1,807	14.3
Administration publique et défense	342	7.1
Industries non précisées	176	11.1
Toutes industries	8,039	12.4

Source: Mentionnée au tableau A.11, à partir de la p. 60.

TABLEAU A.14
COMPOSANTES ESTIMATIVES DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE,
SELON LES PRINCIPAUX GROUPES PROFESSIONNELS PENDANT LA DÉCENNIE DE 1961-1971

Groupe professionnel	Population active employée		Mouvements enregistrés de 1961 à 1970 ³		Changement intérieur estimatif	Immigration nette estimative en tant que % du changement décennal
	1971 ¹	1961 ²	Immigrants vers le Canada	Émigrants du Canada aux É.-U.		
Administration	810	553	19	11	+ 249	3.1
Professions libérales et techniques	1,172	646	186	62	+ 402	23.6
Emplois de bureau	1,249	856	100	36	+ 329	16.3
Ventes	588	422	25	10	+ 151	9.0
Services et loisirs	1,041	817	78	22	+ 168	25.0
Transport et communications	452	403	10	6	+ 45	8.2
Cultivateurs et travailleurs agricoles	541	666	25	2	- 148	-18.4
Exploitation forestière	69	117	1	3	- 46	4.2
Pêcheurs, chasseurs, piégeurs	60	67	3	1	- 9	-28.6
Mines et carrières						
Hommes de métiers, travailleurs production/transformation	2,095	1,602	223	51	+ 321	34.9
Manoeuvres	407	323	46	12	+ 50	40.5
Tous travailleurs	8,374	6,472	724 ⁴	221 ⁴	+1,399	26.4

¹ Moyenne d'une année civile; données d'emploi ajustées d'après l'estimation de la population active.

² Données du recensement; professions non indiquées réparties parmi toutes les professions.

³ Années civiles.

⁴ Comprend "non indiqué".

TABLEAU A.15
TAUX DE CHÔMAGE SELON LES PRINCIPAUX GROUPES PROFESSIONNELS, MOYENNES
ANNUELLES POUR LE CANADA, 1961-1972

Année	Toutes professions	Bureau et professions ¹	Transport	Services et loisirs	Industrie primaire ²	Hommes de métier, travail de production, transformation et travail connexe	Manoeuvres et travailleurs non spécialisés (secteur primaire exclu)
1961	7.1	2.5	10.2	5.6	6.8	9.2	21.7
1962	5.9	2.0	7.9	4.9	6.1	7.2	19.3
1963	5.5	2.0	7.8	4.7	5.6	6.7	17.2
1964	4.7	1.8	6.0	4.2	4.5	5.5	15.1
1965	3.9	1.4	5.1	3.5	4.0	4.5	13.4
1966	3.6	1.3	4.5	3.1	3.9	4.3	11.8
1967	4.1	1.6	5.5	3.4	3.7	5.3	12.5
1968	4.8	1.9	5.8	4.2	4.7	6.1	14.8
1969	4.7	1.9	5.9	4.3	4.7	5.8	13.1
1970	5.9	2.6	7.6	4.5	5.5	7.7	16.3
1971	6.4	2.9	7.4	5.7	5.8	8.0	16.7
1972	6.3	3.1	7.2	6.1	5.9	7.6	16.7

¹ Comprend administration, professions libérales et techniques, emplois de bureau, ventes, et communications.

² Comprend cultivateurs et ouvriers agricoles, pêcheurs, chasseurs et piégeurs, exploitation forestière et travail connexe, mines, carrières et travail connexe.
Source: Statistique Canada, *La population active*, juin 1973 (No de cat. 71-001), p. 63.

TABLEAU A.16
TRAVAILLEURS IMMIGRANTS VENUS AU CANADA, POUR CERTAINES PÉRIODES DE TEMPS,
SELON LA PROVINCE DE DESTINATION, 1946-1971

Total et répartition procentuelle									
Total	Territoires du Nord-Ouest								
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Ontario	Québec	Maritimes ¹		
1946-50	222,407	20,213	15,538	8,159	12,172	113,671	42,604	9,908	142
	100	9.09	6.99	3.67	5.47	51.11	19.16	4.45	.06
1951-60	844,663 ²	79,070	57,677	16,555	37,281	437,543	195,051	18,310	506
	100	9.36	6.83	1.96	4.41	51.80	23.09	2.17	.06
1961-66	347,018	38,908	17,990	5,582	9,689	182,114	84,450	7,935	363
	100	11.21	5.18	1.61	2.79	52.48	24.34	2.29	.10
1967-71	438,339	55,156	28,859	6,372	18,890	233,128	85,655	9,773	506
	100	12.58	6.58	1.45	4.31	51.18	19.54	2.23	.12
1946-71	1,852,427	193,396	120,064	36,968	78,032	966,456	407,760	45,914	1,517
	100	10.44	6.48	2.00	4.21	52.17	22.01	2.48	.08

¹ Comprend Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, et à partir de 1949, Terre-Neuve.

² En 1956, 2,670 immigrants n'avaient pas indiqué leur province de destination.

Source: Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, *Statistiques sur l'Immigration* (diverses années).

TABLEAU A.17
POPULATION PAR PROVINCES, RECENSEMENT DE 1971, INDIQUANT LA POPULATION
TOTALE ET LA POPULATION IMMIGRANTE

Province	Population totale	Tous immigrants	Immigrants de l'après-guerre	Tous immigrants en tant que pourcentage de la population provinciale totale	Immigrants de l'après-guerre dans la province en tant que pourcentage de tous les immigrants de l'après-guerre
Terre-Neuve	522,104	8,940	7,530	1.7	0.3
I.-P.-É.	111,641	3,705	2,370	3.3	0.1
Nouvelle-Écosse	788,960	37,190	24,405	4.7	1.0
Nouveau-Brunswick	634,557	23,730	14,145	3.7	0.6
Québec	6,027,764	468,925	371,550	7.8	15.9
Ontario	7,703,106	1,707,395	1,326,235	22.2	56.6
Manitoba	988,247	151,250	81,835	15.3	3.5
Saskatchewan	926,242	110,690	32,740	12.0	1.4
Alberta	1,627,874	282,260	164,830	17.3	7.1
Colombie-Britannique	2,184,621	496,660	312,415	22.7	13.3
T.N.-O.	34,807	2,245	1,890	6.4	.1
Yukon	18,388	2,545	2,005	13.8	.1
Canada	21,568,311	3,295,530	2,341,945	15.3	100.0

Source: Statistique Canada, *Bulletin préliminaire. Recensement du Canada, 1971*.

TABLEAU A.18
TAUX DE CHÔMAGE PAR RÉGIONS, CANADA, MOYENNES ANNUELLES, 1946–1972

Année	Maritimes	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Canada
1946	7.7	4.3	2.8	2.4	4.2	3.8
1947	6.5	2.7	1.8	1.8	3.1	2.6
1948	6.2	2.5	1.7	1.7	3.5	2.6
1949	6.9	3.6	2.3	2.2	3.9	3.3
1950	8.4	4.6	2.5	2.2	4.4	3.8
1951	4.7	3.2	1.8	1.8	3.7	2.6
1952	4.6	3.9	2.2	1.9	4.1	3.0
1953	5.5	3.8	2.1	1.9	4.0	3.0
1954	6.6	5.9	3.8	2.5	5.2	4.6
1955	6.5	6.2	3.2	3.1	3.8	4.4
1956	6.0	5.0	2.4	2.2	2.8	3.4
1957	8.4	6.0	3.4	2.6	5.0	4.6
1958	12.5	8.8	5.4	4.1	8.6	7.0
1959	10.9	7.9	4.5	3.2	6.5	6.0
1960	10.7	9.1	5.4	4.2	8.5	7.0
1961	11.2	9.2	5.5	4.6	8.5	7.1
1962	10.7	7.5	4.3	3.9	6.6	5.9
1963	9.5	7.5	3.8	3.7	6.4	5.5
1964	7.8	6.4	3.2	3.1	5.3	4.7
1965	7.4	5.4	2.5	2.5	4.2	3.9
1966	6.4	4.7	2.5	2.1	4.5	3.6
1967	6.7	5.3	3.2	2.4	5.2	4.1
1968	7.4	6.6	3.6	2.9	5.9	4.8
1969	7.5	6.9	3.2	2.9	5.0	4.7
1970	7.6	7.9	4.3	4.4	7.6	5.9
1971	8.6	8.2	5.2	4.5	7.0	6.4
1972	9.0	8.3	4.8	4.5	7.6	6.3

Source: Statistique Canada, *Canadian Statistical Review*, oct. 1973, p. 47, et S. Ostry et M.A. Zaidi, *Labour Economics in Canada*, Macmillan of Canada, Toronto, 1972, p. 128.

TABLEAU A.19
MIGRATION NETTE DE CERTAINS TRAVAILLEURS INTELLECTUELS, ET DIPLÔMES
DÉCERNÉS, 1960-1971
(en milliers)

Ingénieurs				
	Immigration	Émigration	Immigration nette	Diplômes
1960	725	881	-156	2,171
1961	547	811	-264	2,412
1962	967	880	87	2,437
1963	1,198	834	364	2,246
1964	1,476	821	655	2,422
1965	2,254	923	1,331	2,256
1966	3,210	998	2,212	2,317
1967	3,704	1,315	2,389	2,420
1968	2,814	1,058	1,756	2,678
1969	2,739	1,010	1,729	2,961
1970	2,186	677	1,509	3,550
1971	1,687	415	1,272	3,898

TABLEAU A.19 (Suite)

Médecins/chirurgiens				
	Immigration	Émigration	Immigration nette	Diplômes
1960	441	262	179	879
1961	445	296	149	842
1962	530	357	173	846
1963	687	472	215	826
1964	668	405	263	773
1965	792	390	402	1,034
1966	995	473	522	881
1967	1,213	360	853	940
1968	1,277	225	1,052	1,002
1969	1,347	267	1,080	1,019
1970	1,113	307	806	1,105
1971	987	492	495	1,364

TABLEAU A.19 (Suite)

Professeurs et directeurs d'écoles				
	Immigration	Émigration	Immigration nette	Doctorats
1960	350 ¹	65	285	281
1961	370 ¹	102	-268	306
1962	390	90	-300	321
1963	539	139	-400	421
1964	672	128	-544	481
1965	1,084	147	937	572
1966	1,410	187	1,223	696
1967	1,986	183	1,803	780
1968	2,280	160	2,120	1,006
1969	2,398	161	2,237	1,108
1970	1,886	133	1,753	1,375
1971	1,358	160	1,198	1,625

¹ Estimation; les données publiées comprennent les instituteurs.

Source: Les données sur l'immigration proviennent du Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration *Statistiques sur l'Immigration* (diverses années); les données sur l'émigration, du U.S. Department of Justice, Immigration and Naturalization Service, tableaux spéciaux préparés pour Statistique Canada; Z.E. Zsigmond et C.J. Wenaas, *Enrollment in Educational Institutions by Provinces 1951-52 to 1980-81*. Étude spéciale du Conseil économique du Canada, No 25, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970, tableau B, et Statistique Canada, *Diplômes et certificats décernés*.

TABLEAU A.20
FONDS VIRÉS OU APPORTÉS PAR DES IMMIGRANTS À LEUR
ARRIVÉE AU CANADA, 1964–1972

(millions de dollars)

Fonds apportés par des immigrants indiquant le pays ci-dessous comme pays de dernière
résidence permanente

Année	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
R.-U. et Irlande	24	34	56	58	52	54	42	29	49
Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas	8	12	15	23	17	16	16	14	20
Italie	3	5	4	6	4	6	6	6	5
Portugal et Grèce	1	2	3	9	7	6	10	11	8
Total pour Europe	39	57	83	105	89	88	81	65	91
É.-U.	42	50	60	63	90	110	115	136	127
Antilles	2	3	4	9	7	14	20	25	
Australie et N.-Zélande	3	4	5	10	9	11	10	7	
Asie	3	12	11	35	52	40	40	58	
Afrique et Moyen-Orient	7	6	10	16	32	14	20	24	
Amérique du Sud et centrale	6	7	6	6	7	9	15	26	
Autres	—	1	1	1	1	2	3	4	
Total	102	140	181	246	288	288	304	344	361 ¹

¹ La répartition complète par pays n'est pas disponible.

Source: Tables spéciales préparées par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU A.21
ENTRÉES DE CAPITAUX À LONG TERME¹ ET VIREMENTS D'HÉRITAGES ET DE FONDS
D'IMMIGRANTS, CANADA, 1951-1971
(en millions de dollars)

Année	Investissements directs		Opérations de portefeuille	Opérations du gouvernement	Autres	Total des capitaux à long terme	Héritages et fonds d'immigrants		
	Au Canada	À l'étranger					Entrées	Sorties	Net
1951	320	-30	280	68	28	666	77	-70	7
1952	360	-85	128	56	-4	455	85	-94	-9
1953	450	-70	157	87	25	649	91	-96	-5
1954	425	-90	167	72	25	599	89	-99	-10
1955	445	-85	-52	69	37	414	86	-116	-30
1956	650	-105	721	65	159	1,490	99	-131	-32
1957	545	-80	764	49	42	1,320	124	-157	-33
1958	430	-40	619	30	114	1,153	97	-159	-62
1959	570	-85	619	33	42	1,179	109	-165	-56
1960	670	-50	217	21	71	929	102	-184	-82
1961	560	-80	312	30	108	930	104	-176	-72
1962	505	-105	294	107	-113	688	124	-175	-51
1963	280	-135	471	7	14	637	151	-185	-34
1964	270	-95	645	54	-54	820	169	-201	-32
1965	535	-125	546	28	-120	864	216	-211	5
1966	790	-5	325	21	36	1,167	268	-198	70
1967	691	-125	473	40	276	1,355	329	-213	116
1968	590	-225	1,063	15	209	1,652	370	-209	161
1969	720	-370	1,806	-35	212	2,333	366	-204	162
1970 ²	835	-295	565	-77	-286	742	389	-199	190
1971 ²	885	-305	311	-132	-365	394	432	-185	247
TOTAUX									
1951-60	4,865	-720	3,620	550	539	8,854	959	-1,271	-312
1961-66	2,940	-545	2,593	247	-129	5,106	1,032	-1,146	-114
1967-71	3,721	-1,320	4,218	-189	46	6,476	1,886	-1,010	876
1951-71	11,526	-2,585	10,431	608	456	20,436	3,877	-3,427	450

¹ Le signe "moins" indique une sortie.

² Préliminaire

Sources: 1951-1964 *La Balance des paiements du Canada. Recueil de statistiques de 1946 à 1965*. (No de catalogue. 67-505), tableau 1.1, pp. 18-19.

1965-1968 Même publication, 1965-70 (no de catalogue 67-201), tableau 2, p. 53.

1969-1971 Même publication, 1966-71 (no de catalogue 67-201), tableau 2, p. 39.

TABLEAU A.22
CONTRIBUTION DES INPUTS FACTORIELS ET DE LA PRODUCTION PAR UNITÉ D'INPUT À
L'ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL NET PAR PERSONNE EMPLOYÉE, CANADA, 1950-1967

	(Contribution aux taux de croissance en pourcentages)			(Proportions procentuelles)		
	1950-55	1955-62	1962-67	1950-55	1955-62	1962-67
Revenu national net	3.4	2.3	2.6			
Inputs factoriels	1.2	.3	.4			
Main-d'oeuvre	—	—	.1		14	15
Heures de travail	—	—	—		3	4
Composition âge-sexe	—	.1	.2		—	8
Niveau d'instruction	—	—	—		—	7
Capital	.3	.2	.5		11	19
Habitation	1.3	.5	.4		21	14
Investissements étrangers	.4	.1	.1		3	5
Structures non résidentielles et équipement	.1	—	—		—	3
Stocks	.7	.5	.3		22	10
Terrain	.1	—	—		—	2
Production par unité d'input	—	—	—		—	3
Répartition améliorée des ressources	2.2	2.0	2.0		86	85
Baisse des inputs agricoles	.9	.4	.4		18	15
Diminution de l'emploi autonome non agricole	.3	—	.1		1	4
Économies d'échelle						
Accroissement du marché national	.5	.5	.6		22	24
Accroissement des marchés locaux	.1	.1	.1		2	2
Elasticités-revenu dans consommation	—	—	.1		3	3
Ajustements statistiques ¹	—	.3	.2		—	
Variations de la pression de la demande*	—	—	—			
Variations de la production agricole*	.1	—	—			
Sources résiduelles de croissance	.5	.9	1.0		15	38
Revenu national net	Taux de croissance ajustés ¹					
Inputs factoriels	3.5	2.2	2.6		100	100
Production par unité d'input	1.2	.3	.4			
	2.3	1.9	2.2			

¹ Ne comprend pas l'effet des éléments portant un astérisque (*) — ajustements statistiques, variations de la pression de la demande, et variations de la production agricole.

Note: Certains chiffres ont été arrondis et peuvent ne pas faire la somme.

Source: Mentionnée au tableau 5.3, pp. 31-32

TABLEAU A.23
POPULATION DE CERTAINES VILLES, RECENSEMENT DE 1971, INDIQUANT
LA POPULATION TOTALE ET LA POPULATION IMMIGRANTE

Ville	Population totale	Tous les immigrants	Immigrants de l'après-guerre	Immigrants de l'après-guerre en tant que % de la population
Toronto ville	712,786	310,595	259,700	36.4
région ¹	2,628,043	893,315	741,755	28.2
Hamilton ville	309,173	93,375	69,205	22.4
région ¹	498,523	132,940	99,970	20.1
Montreal ville	1,214,352	228,400	189,135	15.6
région ¹	2,743,208	405,680	330,335	12.0

¹ Région métropolitaine de recensement.

Source: mentionnée au tableau A.17.

